

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES LANDES

RECUEIL MENSUEL

DES ACTES ADMINISTRATIFS

DES SERVICES DE L'ÉTAT DANS

LE DÉPARTEMENT DES LANDES

JUIN 2009	N° 6
-----------	------

date de publication : 7 Juillet 2009

il est possible de consulter le RAA dans son intégralité

dans sa version papier

à la préfecture de Mont de Marsan

à la sous-préfecture de Dax

dans sa version électronique

sur le site internet de la préfecture

www.landes.pref.gouv.fr

ARRETE MINISTERIEL	1
ARRÊTÉ DU 8 JUIN 2009 AUTORISANT L'EMPLOI DE CHEVROTINES POUR LE TIR DU SANGLIER EN BATTUES COLLECTIVES DANS LE DÉPARTEMENT DES LANDES	1
ARRETE INTER-PREFECTORAL	1
ARRETE INTERPREFECTORAL PR/D.A.D./09.71 PORTANT ADHESION DE COMMUNES A DE NOUVELLES COMPETENCES SYNDICAT MIXTE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU TURSAN	1
ARRETE INTER-PREFECTORAL PORTANT PR/D.A.D./09.73 ADHESION D'UNE COMMUNE A UNE NOUVELLE COMPETENCE EN MATIERE DE SERVICE PUBLIC D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU NORD EST LANDAIS	2
ARRETE INTER-PREFECTORAL PR/D.A.D./09.72PORTANT MODIFICATION DES STATUTS SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU NORD EST LANDAIS	2
ARRÊTÉ DÉCLARANT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT LES TRAVAUX DE DÉSENCOMBREMENT DU LIT DE LA BIDOUZE À HASTINGUES ET BIDACHE SUITE À LA TEMPÊTE ET AUX CRUES DU 24 JANVIER 2009 ENTREPRIS PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE PROTECTION DES BERGES DE L'ADOUR MARITIME ET DE SES AFFLUENTS ET CONSTITUANT RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION POUR LES-DITS TRAVAUX.....	5
ARRETE CONJOINT	7
ARRÊTÉ DDASS N° 2009/162D'AUTORISATION D'EXTENSION DE L'EHPAD « CANTE CIGALE » DE VIELLE-SAINT-GIRONS À HAUTEUR DE 38 PLACES SUPPLÉMENTAIRES	7
ARRÊTÉ DDASS N° 2009/161D'AUTORISATION D'EXTENSION DE L'EHPAD « LA CHAUMIÈRE FLEURIE » DE POUILLON À HAUTEUR DE 16 PLACES SUPPLÉMENTAIRES	8
ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/202 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES EHPAD « ALBRET » DE LABRIT DE 3 PLACES EN HÉBERGEMENT TEMPORAIRE	10
ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/198 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) DE SAINT SEVER (EX LOGEMENT-FOYER) DE 2 PLACES EN ACCUEIL DE JOUR	11
ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/199 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES EHPAD « LES PEUPLIERS » DE AMOU DE 1 PLACE EN ACCUEIL DE JOUR	12
ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/200 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) <i>DE AIRE-SUR-L'ADOUR</i> DE 3 PLACES EN ACCUEIL DE JOUR	13
ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/201 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) <i>DE MONTFORT-EN-CHALOSSE</i> DE 1 PLACE EN HÉBERGEMENT TEMPORAIRE ET 1 PLACE EN ACCUEIL DE JOUR	14
SOUS-PREFECTURE DE DAX	15
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL SP N°2009-314 DU 03 JUIN 2009 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL À VOCATION UNIQUE (SIVU) « DOUS TUCQS »	15
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL SP N°2009-360 DU 19 JUIN 2009 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SIVU POUR LE RPI NARROSSE - CANDRESSE - YZOSSE.....	16
CABINET DU PRÉFET	17
ARRÊTÉ DU 22 JUIN 2009.....	17
SERVICE DES MOYENS ET DE LA LOGISTIQUE	17
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 26 MAI 2009 N° 2009-53/SML DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR DANIEL CASTERAN DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION	17
DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES	18
ARRETE PREFECTORAL N° 2009/95 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION FONCIERE D'AUBAGNAN..	18
ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09.89 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL « LANDES FONCIER »	18
ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09.91 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE POUR LE REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL ENTRE SAINT CRICQ CHALOSSE ET BRASSEMPOUY	19
ARRETE N° 2009/102 RELATIF À L'EXTENSION DU PÉRIMÈTRE DE L'ASA DE LA VALLÉE DU LAUDON	20
ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N° 99 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE COMMUNE DE SANGUINET	20
ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N° 98 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE COMMUNE DE SEIGNOSSE	20
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 09-103 DÉCLARANT D'UTILITÉ PUBLIQUE LES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ROUTIÈRES DU DEMI-ÉCHANGEUR EST DE LA DÉVIATION DE SAINT-PAUL-LÈS-DAX	21

ARRETE PR/D.A.D/ 09/100 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009 DE LA COMMUNE DE BIAS	22
ARRETE PR/D.A.D/ 09/106 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009DE LA COMMUNE DE SANGUINET.....	22
ARRETE PR/D.A.D/ 09/107 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009DU CCAS DE LA COMMUNE DE SANGUINET.....	23
ARRETE PR/D.A.D/ 09/104 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009DE LA COMMUNE DE SAUGNACQ ET MURET.....	24
ARRETE PR/D.A.D/ 09/105 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009DU CCAS DE LA COMMUNE DE SAUGNACQ ET MURET.....	25
DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT.....	25
ARRÊTÉ PORTANT APPROBATION DE L'ORDRE D'OPÉRATIONS DÉPARTEMENTAL FEUX DE FORÊTS 2009 ...	25
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION	26
ARRETE PR/DAGR/2009/N° 238 PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES AUTOUR DU SITE DE LA SOCIETE MLPC INTERNATIONAL A RION-DES-LANDES	26
ARRETE PREFECTORAL PR/DAGR/2007/N°324 AUTORISANT LA SOCIÉTÉ A.S.F. – AUTOROUTES DE SUD DE LA FRANCE – À OCCUPER TEMPORAIREMENT DES TERRAINS PUBLICS OU PRIVÉS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BENESSE-MAREMNE ET CAPBRETON POUR LA CRÉATION D'UNE PISTE DE CHANTIER PRÉALABLE À L'ENGAGEMENT DES TRAVAUX D'ÉLARGISSEMENT DE LA BARRIÈRE DE PÉAGE DE BENESSE-MAREMNE AUTOROUTE A 63 SECTION ONDRES-SAINT GEOURS DE MAREMNE.....	28
ARRETE PREFECTORAL DAGR/BER/2009/345 PORTANT CONVOCATION DES ELECTEURS COMMUNE D'ARTASSENX ELECTION MUNICIPALE PARTIELLE COMPLEMENTAIRE	29
ARRÊTÉ PREFECTORAL PR/DAGR 1 ^{ER} /2009/N° 343 D'AUTORISATION DE PÉNÉTRER DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE AIRE-SUR-ADOUR, ARBOUCAVE, BAHUS-SOUBIRAN, CASTELNAU-TURSAN, CAZERES-SUR-L'ADOUR, DUHORT-BACHEN, GEAUNE, HONTANX, LACAJUNTE, LUSSAGNET, PAYROS-CAZAUTETS, PECORADE, PHILONDEX, PUYOL-CAZALET, SAINT-LOUBOUER ET URGONS. ARTERE DE BEARN TRANSPORT DE GAZ COMBUSTIBLE PAR CANALISATION - CANALISATION DN 800 LACQ-LUSSAGNET	30
ARRÊTÉ N° 287 PORTANT AUTORISATION PARTIELLE D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	31
ARRÊTÉ N° 261 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE IDÉOSURVEILLANCE	33
ARRÊTÉ N° 288 PORTANT AUTORISATION PARTIELLE D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	34
ARRÊTÉ N° 273 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	35
ARRÊTÉ N° 275 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	37
ARRÊTÉ N° 274 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	38
ARRÊTÉ N° 276 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	39
ARRÊTÉ N° 277 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	40
ARRÊTÉ N° 278 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	42
ARRÊTÉ N° 279 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	43
ARRÊTÉ N° 280 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	44
ARRÊTÉ N° 281 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	46
ARRÊTÉ N° 282 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	47
ARRÊTÉ N° 327 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	48
ARRÊTÉ N° 328 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	49
ARRÊTÉ N° 329 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	51
ARRÊTÉ N° 330 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	52
ARRÊTÉ N° 331 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	53
ARRÊTÉ N° 332 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE	55
ARRÊTÉ PR/DAGR/2009/ N° 363 FIXANT LES HEURES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES DÉBITS DE BOISSONS, RESTAURANTS, DISCOTHÈQUES ET ÉTABLISSEMENTS DIVERS DE SPECTACLES OUVERTS AU PUBLIC.....	56
POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES	58
ARRÊTÉ DÉCLARANT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT LES TRAVAUX DE DÉSENCOMBREMENT DU LIT DE LA MIDOUZE DE LA STEP DE JOUANAS À MONT-DE-MARSAN À LA PASSERELLE DU RETJONS À TARTAS SUITE À LA TEMPÊTE ET AUX CRUES DU 24 JANVIER 2009 ENTREPRIS PAR LE SIVU DES BERGES DE LA MIDOUZE ET CONSTITUANT RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION POUR LES-DITS TRAVAUX	58
ARRÊTÉ DÉCLARANT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT LES TRAVAUX DE DÉSENCOMBREMENT DES LITS DE L'ADOUR, DES GAVES RÉUNIS, DU GAVE DE PAU ET DU GAVE D'OLORON SUITE À LA TEMPÊTE ET AUX CRUES DU 24 JANVIER 2009 ENTREPRIS PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BAS ADOUR ET CONSTITUANT RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION POUR LES-DITS TRAVAUX	60

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	62
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDASS N° 2009/216 D'AUTORISATION DE TRANSFERT D'OFFICINE DE PHARMACIE LICENCE DE TRANSFERT N° 40 # 000211.....	62
AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN OUVRIER PROFESSIONNEL QUALIFIÉ.....	63
AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN OUVRIER PROFESSIONNEL QUALIFIÉ.....	63
EXERCICE DE LA PHARMACIE DECLARATION D'EXPLOITATION N° 495 DDASS N° 2009/218.....	63
DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT 2009 DDASS N° 2009/231.....	64
ARRETE DDASS N° 2009-222 PORTANT RÉQUISITION D'UN MÉDECIN LIBÉRAL POUR ASSURER UN SERVICE DE GARDE DANS LE CADRE DE LA PERMANENCE DES SOINS MÉDICAUX LIBÉRAUX.....	65
ARRETE N° 2009-219 PORTANT APPROBATION DU PLAN BLANC ELARGI DU DÉPARTEMENT DES LANDES ..	66
ARRETE N°2009-163.....	66
ARRETE 2009-164.....	67
ARRETE N° 2009-179.....	68
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTÉ.....	69
ARRETE. N° 2009-239 MODIFIANT L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA PERMANENCE DES SOINS MÉDICAUX AMBULATOIRES SUR LE SECTEUR N° 4 DE CAPBRETON-LABENNE DU 1 ^{ER} JUILLET AU 31 AOÛT 2009.....	69
ARRETE N° 2009/233 PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES HOSPITALISATIONS PSYCHIATRIQUES.....	70
ARRETE DDASS N° 2009/240.....	71
ARRETE DDASS 2009/250.....	71
ARRETE DDASS 2009/249.....	72
ARRÊTÉ N° 2009/265 EXERCICE DE LA PHARMACIE DECLARATION D'EXPLOITATION N° 497	72
ARRETE N° 2009/264 EXERCICE DE LA PHARMACIE DECLARATION D'EXPLOITATION N° 496	73
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	73
ARRÊTÉ DDEA/SRS/PRD/2009 N°57 APPROUVANT LE PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE INONDATION (P.P.R.I.) SUR LES COMMUNES DE GOUSSE ET SAINT JEAN DE LIER.....	73
ARRETE PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER ET AUTORISANT LE DÉFRICHEMENT DE BOIS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAPBRETON	74
ARRETE PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER, APPLICATION AU RÉGIME FORESTIER ET AUTORISANT LE DÉFRICHEMENT DE BOIS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAPBRETON	75
ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°112 SYDEC N°31145 DDEA N°A090014 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION PSSA N°1 « CHAPELLE », ENFOUISSEMENT DES RESEAUX – ROUTE DE RENUNG» SUR LA COMMUNE DE LARRIVIERE.....	76
ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°119 SYDEC N°28256 DDEA N°A090012 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION POSTE PSSA 160KVA N°84 « LEMARIE », ALIMENTATION TJ IRRIGATION SCEA LEMARIE SUR LA COMMUNE D'YCHOUX	78
ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°111 SYDEC N°28841 DDEA N°A090013 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RENFORCEMENT BT SUR LE P4 AGREAUX SUR LA COMMUNE DE RETJONS	79
ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°118 ERDF: 31735 DOSSIER DDEA N°A090018 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RENOUVELLEMENT HTA ANTENNE CABEIL, POSTES STATION EPURATION ET CABEIL SUR LA COMMUNE DE YCHOUX SAINT-PAUL-LES-DAX - GOURBERA	81
ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°116 ERDF: 4072 – DOSSIER DDEA N°A090015 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE MISE EN SOUTERRAIN HTA. DEPART GOURBERA DE DAX SUR LES COMMUNES DE SAINT-PAUL-LES-DAX - GOURBERA	82
ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°117 ERDF: 21513 – DOSSIER DDEA N°A090016 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION POSTE N°71 « SALLE DES FETES « 630 KVA TJ SALLES DE FETES. CREATION POSTE N°70 « LAC » 400 KVA TJ PARC DE PEYRE SUR LA COMMUNE DE LABOUHEYRE SAINT-PAUL-LES-DAX - GOURBERA.....	83
ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°120 ERDF: 17792 – DOSSIER DDEA N°A090017 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE ALIMENTATION HTAS « MAISON DE RETRAITE » SUR LA COMMUNE DE SOUPROSSE	84
ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°115 ERDF: 38250 – DOSSIER DDEA N°A090029 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE POSTE P0063 BIOSCO 8 « STOCKAGE LESBATS » LIEU DIT « BARDOY » SUR LA COMMUNE DE VIELLE SAINT GIRONS.....	85
ARRETE DDEA/SAH/UTAC/2009/N°122 ERDF: 11739 – DOSSIER DDEA N°A090026 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE MISE EN SOUTERRAIN HTA BORDURE RD 817 À LABATUT SUR DÉPART POUILLON LABATUT ET CAUNEILLE.....	86
ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°175 SYDEC N°29706 DDEA N°A090030AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE POSTE N°253 « CADILLON » EXISTANT. ENFOUISSEMENT DES	

RESEAUX – RUE ANDRE CADILLON SUR LA COMMUNE DE MONT DE MARSAN.....	88
ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°172 ERDF: 20661 DOSSIER DDEA N°A090019 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE LOTISSEMENT « LA CHENERAIE » ET POSTE A CREER « BEYRIQUE » SUR LA COMMUNE DE SANGUINET	89
ARRÊTÉ DEA/SAH/UTAC/2009/N°173 ERDF: 10537 – DOSSIER DDEA N°A090020 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE ALIMENTATION HTA « RESIDENCE COTE OCEAN BOUYGUES » SUR LA COMMUNE DE BISCARROSSE	90
ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°174 ERDF: 35442 – DOSSIER DDEA N°A090027 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RENOUVELLEMENT HTA DE P 268 GAYRAL À P 90 DE PORTAL ROUTE DE BAYONNE SUR LES COMMUNES DE MONT DE MARSAN ET SAINT PIERRE DU MONT	91
DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL PHILIPPE TARTAS	92
ARRÊTÉ DDEA/SAH/BAO/2009/N° 108 PORTANT CRÉATION ET DÉLIMITATION DU PÉRIMÈTRE D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAUNA.....	93
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	94
ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 150109 A 040 Q 001	94
ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 100209 P 040 Q 002.....	95
ARRETE MODIFICATIF A L'ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 151008 F 040 Q 010.....	96
ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 010109 P 040 S 006	97
ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 150409 F 040 S 009	97
ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 260509 F 040 S 010	98
ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 030609 F 040 S 011	99
ARRÊTÉ N° 72 520 09 0004 DÉCISION DE RÉMUNÉRATION UNITÉ D'ÉVALUATION DE RÉENTRAÎNEMENT ET D'ORIENTATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DU CENTRE DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE DE LA TOUR DE GASSIE.....	99
DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES MARITIMES AQUITAINE	100
ARRETE DU 26.05.09 PORTANT NOMINATION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS DU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS D'AQUITAINE.....	100
DIRECTION RÉGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE D'AQUITAINE	101
ARRÊTÉ DU 15 JUIN 2009 PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT À LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN FORESTIERS DES DÉPARTEMENTS DE LA GIRONDE, DES LANDES ET DE LOT-ET-GARONNE (IDCC N°8723).....	101
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	101
ARRÊTÉ MODIFIÉ 22.06.2009FIXANT LES PÉRIODES D'EXAMEN PAR LE COMITÉ RÉGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE (C.R.O.S.M.S.).....	101
RESEAU FERRE DE FRANCE	103
DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE RFF : 200846.....	103
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE.....	103
DÉCISION DU 05.05.2009 DÉLIVRÉE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 6122-1 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE AU CENTRE HOSPITALIER DE DAX (40) PROROGATION D'AUTORISATION.....	103
ARRETE N ° 40.09.20 FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS DE PRESTATION DU CENTRE HOSPITALIER DE DAX	104
ARRETE N ° 40.09.21 FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS DE PRESTATION DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN	105
ARRETE N ° 40.09.22 FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS DE PRESTATION DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-SEVER	106
ARRETE N° 40.09.30.....	106
ARRÊTÉ DU 04.06.2009 BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS POUR LES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE MÉDICALE A LA PROCREATION ET DE DIAGNOSTIC PRÉNATAL	107
ARRÊTÉ DU 04.06.2009 BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS POUR LES ACTIVITÉS D'OBSTÉTRIQUE, DE NEONATOLOGIE ET DE REANIMATION NEONATALE	108
ARRÊTÉ DU 11.06.2009 BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS POUR LES ACTIVITÉS DE SOINS DE	

CHIRURGIE CARDIAQUE, GREFFES D'ORGANES ET GREFFES DE CELLULES HEMATOPOIETIQUES, TRAITEMENT DES GRANDS BRULES	109
DÉCISION DU 02.06.2009 DÉLIVRÉE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 6122-1 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE AU CENTRE HOSPITALIER DE DAX (40) PROROGATION D'AUTORISATION.....	109
ARRÊTÉ DU 16 JUIN 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT SEVER N° FINESS 400780268 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS D'AVRIL 2009	110
ARRÊTÉ DU 22 JUIN 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE DAX N° FINESS 400780193 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS D'AVRIL 2009.....	111
ARRÊTÉ DU 25 JUIN 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN N° FINESS 400011177 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS D'AVRIL 2009 ET POUR UN REPORT D'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE 2008	112
ARRÊTÉ DU 16 JUIN 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU SYNDICAT INTER HOSPITALIER DES LANDES N° FINESS 400790937 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS D'AVRIL 2009	114
CENTRE HOSPITALIER DE DAX.....	115
TARIF DE PRESTATIONS 2009 - USLD N° 40.09.16	115
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS OUVRIERS PROFESSIONNELS QUALIFIES	115
CENTRE HOSPITALIER DE DAX – CÔTE D'ARGENT	116
DECISION RELATIVE AU RECRUTEMENT DE TROIS AGENTS D'ENTRETIEN QUALIFIES SPÉCIALITÉ : ENTRETIEN DES LOCAUX.....	116
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) DIETETICIEN(NE)	116
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT SEVER.....	117
TARIF DE PRESTATIONS 2009 - USLD N° 40.09.15	117
INSTITUT HÉLIO MARIN DE LABENNE	117
TARIF DE PRESTATIONS 2009 - USLD N° 40.09.18	117

ARRETE MINISTERIEL

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

ARRÊTÉ DU 8 JUIN 2009 AUTORISANT L'EMPLOI DE CHEVROTINES POUR LE TIR DU SANGLIER EN BATTUES COLLECTIVES DANS LE DÉPARTEMENT DES LANDES

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,

Vu l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} août 1986 modifié, relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ;

Vu l'avis du conseil national de la chasse et de la faune sauvage en date du 4 juin 2009 ;

Considérant que l'état de la végétation dans le massif forestier landais tel qu'il résulte de la tempête Klaus crée des conditions similaires à celles des formations de garrigues ou de maquis ;

ARRETE**ARTICLE 1**

L'emploi de chevrotines 28 grains et sans bille d'acier pour le tir du sanglier en battues collectives est autorisé, à titre exceptionnel, pour l'année cynégétique 2009 – 2010, dans le département des Landes.

Cette possibilité est accompagnée d'un suivi, en termes d'efficacité et de sécurité, effectué par l'office national de la chasse et de la faune sauvage.

ARTICLE 2

Le bilan de ce suivi sera adressé par l'office national de la chasse et de la faune sauvage au ministère chargé de la chasse au plus tard le 30 avril 2010.

ARTICLE 3

La directrice de l'eau et de la biodiversité, le préfet des Landes et le directeur général de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil administratif de la préfecture des Landes.

Fait à Paris, le 8 juin 2009

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

La directrice de l'eau et de la biodiversité,

Odile GAUTHIER

ARRETE INTER-PREFECTORAL

PREFECTURE DES LANDES

Direction des affaires décentralisées

PREFECTURE DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction des collectivités locales et de l'environnement

ARRETE INTERPREFECTORAL PR/D.A.D./09.71 PORTANT ADHESION DE COMMUNES A DE NOUVELLES COMPETENCES SYNDICAT MIXTE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU TURSAN

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 1955 portant création du syndicat intercommunal pour l'étude du projet d'alimentation en eau potable entre les communes de Castelnau-Tursan, Clèdes, Geaune, Mauries, Payros-Cazautets, Pécorade et Sorbets ;

Vu les arrêtés préfectoraux successifs portant sur l'adhésion de communes, la dénomination, l'adoption et la modification des statuts et la transformation du syndicat à la carte pour toutes les compétences en date des 29 janvier 1958, 8 octobre 1958, 19 octobre 1966, 10 décembre 1984, 19 janvier et 21 juillet 1994, 12 juin 1995, 25 juin 1998, 14 juin 1999, 18 avril et 10 mai 2000 ;

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 20 juin 2000 portant transformation du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Tursan en syndicat mixte et adhésion de la communauté de communes d'Arzacq et de communes des Pyrénées Atlantiques ;

Vu les arrêtés interpréfectoraux en date des 11 décembre 2000, 9 avril et 2 juillet 2001, 18 mars, 7 mai, 10 juillet, 16 octobre 2002, 22 mai 2003, 7 septembre 2004, 17 mars et 1^{er} décembre 2005, 22 juin 2006, 25 juillet 2007, 3 avril 2008 et 9 février 2009 portant adhésion de communes et de communautés de communes et modification des statuts du syndicat mixte d'alimentation en eau potable du Tursan ;

Vu les délibérations du conseil syndical du syndicat mixte d'alimentation en eau potable du Tursan en date du 26 novembre 2008 acceptant l'adhésion au syndicat :

- en matière de contrôle des installations d'assainissement non-collectif existantes de la commune de Latrille (40),
- en matière de réalisation ou réhabilitation des installations d'assainissement non-collectif des communes de Bouillon, Larreule, Lonçon, Malaussanne et Méracq ;

Vu les délibérations concordantes des collectivités membres du syndicat mixte d'alimentation en eau potable du Tursan prises dans les conditions de majorité requises ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes et du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRETENT**ARTICLE 1**

Les communes désignées ci-après sont autorisées à adhérer au syndicat mixte d'alimentation en eau potable du Tursan pour de

nouvelles compétences :

- en matière de contrôle des installations d'assainissement non-collectif existantes : la commune de Latrille (40),
- en matière de réalisation ou réhabilitation des installations d'assainissement non-collectif : les communes de Bouillon, Larreule, Lonçon, Malaussanne et Méracq (64).

ARTICLE 2

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le président du syndicat mixte d'alimentation en eau potable du Tursan, le président de la communauté de communes d'Arzacq, le président de la communauté de communes de Garlin, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des services de l'Etat dans les départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Pau, le 19 mai 2009

Pour le préfet

Le secrétaire général

Christian GUEYDAN

Mont de Marsan, le 29 mai 2009

Pour le préfet

Le secrétaire général

Vincent ROBERTI

ARRETE INTER-PREFECTORAL

PREFECTURE DES LANDES

PREFECTURE DU GERS

ARRETE INTER-PREFECTORAL PORTANT PR/D.A.D./09.73 ADHESION D'UNE COMMUNE A UNE NOUVELLE COMPETENCE EN MATIERE DE SERVICE PUBLIC D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU NORD EST LANDAIS

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Le préfet du Gers, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1990 portant création du syndicat intercommunal du nord est landais ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 21 décembre 1992, 26 février et 8 juin 1993, 30 mai 1995, 1^{er} avril 1998, 27 septembre 1999, 11 juillet 2000, 20 mars et 15 octobre 2001, 30 septembre et 30 décembre 2002, 28 février et 29 décembre 2005, 5 juillet et 12 septembre 2006, 14 mars 2007, 21 janvier et 4 décembre 2008 portant modification des statuts, extension des compétences, adhésion et retrait de communes et changement de siège du syndicat intercommunal du nord est landais ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Bostens, en date du 14 novembre 2008, sollicitant son adhésion au syndicat intercommunal du nord est landais pour le service public d'alimentation en eau potable ;

Vu la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal du nord est landais, en date du 10 décembre 2008, acceptant l'adhésion de la commune de Bostens au syndicat ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes membres prises dans les conditions de majorité requise ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers ;

ARRETEMENT

ARTICLE 1

La commune de Bostens est autorisée à adhérer pour le service public d'alimentation en eau potable au syndicat intercommunal du nord est landais, à compter de ce jour.

ARTICLE 2

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le secrétaire général de la préfecture du Gers, le sous-préfet de Condom, le président du syndicat intercommunal du nord est landais, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des services de l'Etat dans les départements des Landes et du Gers.

Mont-de-Marsan, le 5 juin 2009

Pour le préfet le secrétaire général ,

Vincent ROBERTI

Auch, le 28 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Sébastien JALLET

ARRETE INTER-PREFECTORAL

ARRETE INTER-PREFECTORAL PR/D.A.D./09.72PORTANT MODIFICATION DES STATUTS SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU NORD EST LANDAIS

PREFECTURE DES LANDES

PREFECTURE DU GERS

Le préfet des Landes,

Le préfet du Gers, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral modifié en date du 24 septembre 1990 portant création du syndicat intercommunal du nord est landais

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 21 décembre 1992, 26 février et 8 juin 1993, 30 mai 1995, 1^{er} avril 1998, 27 septembre 1999, 11 juillet 2000, 20 mars et 15 octobre 2001, 30 septembre et 30 décembre 2002, 28 février et 29 décembre 2005, 5 juillet et 12 septembre 2006, 14 mars 2007, 21 janvier et 4 décembre 2008 portant modification des statuts, extension des compétences, adhésion et retrait de communes et changement de siège du syndicat intercommunal du nord est landais ;

Vu la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal du nord est landais, en date du 10 décembre 2008 proposant la

modification des statuts du syndicat ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes membres prises dans les conditions de majorité requise ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers ;

ARRETENT

ARTICLE 1

L'article 2 de l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1990 susvisé est modifié comme suit :

« De manière générale, et pour l'ensemble de ses activités, le SINEL a compétence pour :

- l'installation, l'entretien, l'exploitation et le renouvellement ou l'extension de tous réseaux ou équipements nécessaires à la réalisation de son objet,

- créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, gérer directement ou indirectement, tous locaux, immeubles ou droits immobiliers nécessaires à la réalisation de son objet.

Pour l'ensemble de ses compétences, le SINEL met en œuvre un service commun d'étude administratif, juridique, technique et financier dont les modalités d'intervention et de facturation sont définies dans les présents statuts.

Le SINEL a pleine compétence en matière réglementaire, tarifaire, financière et budgétaire ».

L'arrêté préfectoral susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Le syndicat est un syndicat à la carte, il est habilité à exercer les compétences à caractère optionnel suivantes :

1 - La distribution de l'eau potable

Le syndicat est compétent pour assurer la distribution publique de l'eau potable sur l'ensemble des territoires des communes membres ayant transféré la compétence, et plus particulièrement :

- la réalisation de toutes études tendant à dégager les orientations souhaitables du service, à établir un programme cohérent et rationnel des investissements ;

- la réalisation de tous aménagements, équipements et services nécessaires ;

- la gestion du service : production, traitement, transport et stockage, distribution, relève de compteurs et facturation, l'encaissement par liquidité, chèque, carte bleue et tout autre moyen dans le cadre de la régie d'encaissement.

Après accord du comité syndical, le syndicat peut assurer la vente en gros d'eau potable à d'autres communes ou d'autres établissements publics de coopération intercommunale, conformément à l'article L.5111-1 du code général des collectivités territoriales.

2 - Assainissement collectif

Le syndicat est compétent pour participer à toute action inhérente à l'assainissement collectif dans le cadre des lois et règlements en vigueur, sur l'ensemble des territoires des communes membres et plus particulièrement :

- la réalisation d'études,

- la collecte et le traitement des eaux usées domestiques : réalisation d'études et travaux (réseau d'assainissement, unités de traitement des eaux usées, postes de relèvement ou de refoulement),

- l'élimination des boues : études et choix de la filière d'élimination ou de valorisation des boues et sous-produits, mise en œuvre du plan d'épandage, réalisation de travaux pour la création d'unités de traitement des boues ou de toute installation nécessaire au traitement des boues,

- l'exploitation et la gestion du service d'assainissement collectif y compris le renouvellement des ouvrages,

- la facturation : l'encaissement par liquidité, chèque, carte bleue et tout autre moyen dans le cadre de la Régie d'encaissement.

1/ les travaux de mise en conformité, à la demande des propriétaires, des ouvrages visés à l'article L.1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

2/ la collecte et le transport des eaux usées peut comporter l'entretien des réseaux d'eaux pluviales lorsque les réseaux sont unitaires. L'épuration des eaux usées peut comporter le traitement des eaux pluviales.

3/ une convention déterminera les conditions d'adhésion de la commune au Syndicat, ainsi que ses modalités d'intervention.

3 – le service public d'assainissement non collectif

- la réalisation d'études :

a) le syndicat est compétent pour assurer le contrôle technique du service public d'assainissement non collectif, conformément à la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 modifiée et à l'arrêté du 6 mai 1996 pour les installations neuves ou réhabilitées :

- le contrôle technique comprend la vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages d'assainissement non collectif, y compris la facturation.

b) le syndicat est compétent pour assurer le contrôle technique du service public d'assainissement non collectif, conformément à la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 modifiée et à l'arrêté du 6 mai 1996 pour les installations existantes :

vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages d'assainissement non collectif, - vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse
- vérification de la qualité du rejet, en cas de rejet en milieu hydraulique superficiel.

- vérification du bon entretien des installations et notamment :

- vérification de la réalisation périodique des vidanges,

- vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage,
- la facturation : l'encaissement par liquidité, chèque, carte bleue et tout autre moyen dans le cadre de la Régie d'encaissement

c) le syndicat est compétent pour assurer la réhabilitation des installations non-conformes d'assainissement non collectif après accord des particuliers, conformément à la loi sur l'eau du 30 décembre 2006.

- réalisation d'études (sondages, tests de perméabilité...) et réalisation de zonage et schémas directeurs,

- surveillance des travaux,

- réalisation ou réhabilitation d'installations d'assainissements non collectifs.

- la facturation : l'encaissement par liquidité, chèque, carte bleue et tout autre moyen dans le cadre de la Régie d'encaissement.

d) le syndicat est compétent pour assurer l'entretien des installations existantes d'assainissement non collectif après accord des particuliers, conformément à la loi sur l'eau du 30 décembre 2006.

- entretien périodique des installations existantes, notamment :

* vidange de la fosse toutes eaux,

* nettoyage des préfiltres et bacs dégraisseurs,

* vérification et entretien des pompes,

* interventions ponctuelles,

* la facturation : l'encaissement par liquidité, chèque, carte bleue et tout autre moyen dans le cadre de la Régie d'encaissement.

4 – L'entretien des appareils de défense contre l'incendie

Le syndicat est compétent pour assurer, sur l'ensemble des territoires des communes membres ayant transféré la compétence, la pose, l'entretien en bon état de fonctionnement des installations prévues pour l'alimentation du matériel de défense incendie, comme défini dans la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951, qui constituent des charges obligatoires pour les communes.

Une convention déterminera les conditions techniques et financières de l'entretien desdits ouvrages.

5 – Prestations de service

Lorsqu'une collectivité territoriale ou un établissement public n'a pas transféré une compétence au SINEL, ce dernier peut intervenir pour cette collectivité ou cet établissement dans les conditions suivantes :

- par convention de mandat

Le SINEL peut intervenir par convention de mandat avec les collectivités territoriales et établissements publics, maîtres d'ouvrage, en application de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

- par marché de prestation de service, soumis au code des marchés publics.

Le SINEL peut intervenir en qualité de prestataire de service pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics dans le cadre des marchés ou de conventions particulières (maîtrise d'œuvre, prestation de service,...) sous réserve de respecter les règles de publicité et de mise en concurrence imposées par les dispositions législatives et réglementaires.

Dans ce cadre,

- les missions de mandataire relevant de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 et d'assistance à maîtrise d'ouvrage (maîtrise d'œuvre, conduite d'opération, conduite d'études,...) sont réalisées par le SINEL.

- les conventions de prestation de service relatives à l'entretien ou à l'exploitation sont réalisées par le SINEL. Elles sont soumises au code des marchés publics.

Le syndicat peut réaliser son objet par voie d'exploitation directe, ou par voie de délégation, totale ou partielle, de l'une ou plusieurs de ses compétences.

Le syndicat peut, en tant que de besoin, constituer une ou plusieurs régies afin d'exploiter directement un ou plusieurs services public industriel et commercial relevant de ses compétences.

6 – Création et gestion d'une maison de l'eau

Le syndicat est compétent pour assurer la création et la gestion d'une maison de l'eau, véritable vitrine des activités industrielles et commerciales de la structure recouvrant plusieurs domaines :

- un volet scientifique avec la sauvegarde des aquifères pour l'adduction d'eau potable et l'instauration d'une gestion équilibrée ;

- un volet instruction civique avec l'éducation ludique des générations futures et l'organisation de classes vertes et découverte ;

- un volet démocratie participative avec l'information des usagers agricoles et industriels ;

un volet patrimonial avec l'eau du secteur comme richesse landaise et aquitaine ;

- un volet communication avec l'historique et les développements du SINEL comme vecteur de développement durable du territoire.

Une délibération déterminera les conditions de participations financières des budgets eau potable, assainissement collectif et assainissement non collectif au budget annexe de la maison de l'eau pour les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés ».

ARTICLE 2

L'article 3 de l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1990 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Le siège du Syndicat est fixé Route de Saint Justin, 40240 Labastide d'Armagnac.

Les organes délibérants du Syndicat se réunissent au siège du Syndicat ou, dans l'une des collectivités membres, en tout autre lieu fixé par la convocation ».

ARTICLE 3

L'article 5 de l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1990 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Le syndicat est administré par un comité composé de délégués élus par les collectivités adhérentes. Chaque commune est représentée au sein du comité par deux délégués. Chaque délégué dispose d'une voix. Le comité désigne parmi ses membres un bureau composé de 10 membres. Le bureau est composé d'un Président, de trois vice-présidents et de 6 membres ».

ARTICLE 4 :

L'article 6 de l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1990 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Les modalités de la participation financière des communes sont fixées aux articles 14 et 15 des statuts ».

ARTICLE 5

Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le secrétaire général de la préfecture du Gers, le sous-préfet de Condom, le président du syndicat intercommunal du Nord Est Landais, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des services de l'Etat dans les départements des Landes et du Gers.

Mont-de-Marsan, le 5 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général

Vincent ROBERTI

Auch, le 28 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Sébastien JALLET

ARRETE INTERPREFECTORAL

ARRÊTÉ DÉCLARANT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT LES TRAVAUX DE DÉSENCOMBREMENT DU LIT DE LA BIDOUZE À HASTINGUES ET BIDACHE SUITE À LA TEMPÊTE ET AUX CRUES DU 24 JANVIER 2009 ENTREPRIS PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE PROTECTION DES BERGES DE L'ADOUR MARITIME ET DE SES AFFLUENTS ET CONSTITUANT RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION POUR LES-DITS TRAVAUX

Préfecture des Landes

Préfecture des Pyrénées Atlantiques

Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Le préfet des Pyrénées Atlantiques, chevalier de la légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-7, L.214-1 et suivants, L.215-19, R.214-88 à R.214-104

Vu les articles L.151-36 à L.151-40 et R.151-40 à 49 du code rural,

Vu la délibération du syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et de ses affluents du

25 février 2009 sollicitant la déclaration d'intérêt général des travaux d'urgence du lit de la Bidouze,

VU les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne,

Vu le dossier déposé au titre des articles L. 214-3 et L.211-7 du code de l'environnement considéré complet en date du 14 mai 2009, présenté par le syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et de ses affluents représenté par monsieur le président LASSALLE André, enregistré sous le n° 40-2009-00070 et relatif à : Travaux de désencombrement du lit de la Bidouze

Considérant la nécessité d'obtenir une déclaration d'intérêt général pour que le syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et de ses affluents puisse intervenir sur la Bidouze,

Considérant la nécessité d'intervenir rapidement pour dégager les embâcles afin d'éviter des inondations,

Considérant qu'aucune expropriation ne sera réalisée,

Considérant que les propriétaires riverains ne participeront pas financièrement aux travaux,

Considérant les mesures envisagées pour protéger le milieu,

Considérant les remarques émises par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral envoyé conformément à l'article R.214-94,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées Atlantiques,

ARRETENT

ARTICLE 1

Sont déclarés d'intérêt général et d'urgence au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement les travaux de désencombrement du lit de la Bidouze présentés par le syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et de ses affluents, tels que définis à l'article 3 du présent arrêté, l'ensemble de ces travaux devant être réalisés aux conditions des articles 4 et suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2

Il est donné récépissé de déclaration au syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et de ses affluents pour les travaux de désencombrement du lit de la Bidouze dont la réalisation est prévue sur les communes de Hastings et Bidache sur le linéaire joint en annexe.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

ARTICLE 3

Les travaux consistent à :

- Enlever et évacuer les embâcles et chablis .
- Broyer les rémanents
- traiter les souches : les souches partiellement déracinées des arbres extraits en berge seront recalées si possible sur leur emplacement d'origine en s'assurant de leur ancrage afin d'éviter tout risque de déchaussement.

L'extraction des arbres dans le lit mineur se fera sans causer de dommage aux berges.

ARTICLE 4

Les travaux sont réalisés par une entreprise spécialisée, compétente en matière de restauration et d'entretien de rivière. Ils doivent être conformes aux règles de l'art, et respecter la nécessaire préservation du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques et de l'ensemble des usages existants sur ces rivières. Durant les travaux de déblaiement des bois dans le lit mineur, une attention particulière sera notamment portée au substrat dans les secteurs de radiers constituant des zones de frayères potentielles.

ARTICLE 5

Pendant la durée des travaux, le permissionnaire veille à ne pas interrompre l'écoulement des eaux. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide afin d'assurer le repli des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude. Les confluences des ruisseaux et des annexes inondables seront déblayées de façon à assurer leur communication avec le cours d'eau après travaux.

ARTICLE 6

Pendant la durée des travaux, tout apport aux milieux aquatiques de polluant, immédiat ou différé, est proscrit. Le permissionnaire prévoit notamment :

- la délimitation d'aires de parages imperméabilisées comprenant une zone de stockage des hydrocarbures (équipée de bassins de rétention), le recueil des eaux de ruissellement et le traitement de ces eaux (bassin de décantation pouvant s'il y a lieu être obturé) avant rejet au milieu naturel,
- le ravitaillement, l'entretien et la réparation des engins de chantier exclusivement sur ces aires de parage.

ARTICLE 7

Les bois abattus en berges ou récupérés dans le lit mineur sont débités et stockés. Leur stockage est réalisé de préférence sur des zones peu exposées aux risques de crues. Aussitôt après l'achèvement des travaux , le permissionnaire enlève les stocks de bois résiduels ainsi que tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister en berges.

ARTICLE 8

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le permissionnaire doit immédiatement interrompre les travaux, intervenir sur l'origine de l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux, et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face.

ARTICLE 9

Pendant la durée des travaux, les propriétaires de chemins d'accès sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux.

Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs ainsi que les cours et les jardins attenant aux habitations sont exemptés de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.

ARTICLE 10

Les travaux débutent à partir du 15 juin 2009 pour une durée de deux mois. Cette décision deviendra caduque si les travaux n'ont pas fait l'objet d'un commencement avant le 15 juillet 2009.

ARTICLE 11

Le syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et de ses affluents prévient les services police de l'eau ainsi que les services départementaux de l'ONEMA du début et de fin des opérations.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes et du département des Pyrénées Atlantiques. Une ampliation sera adressée aux maires de Hastingues et Bidache qui procéderont à l'affichage un mois avant et pendant la durée des travaux prévus.

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 14

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées Atlantiques, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Pyrénées Atlantiques, monsieur le président du syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime, messieurs les maires d'Hastingues et de Bidache, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 15 juin 2009

A Mont de Marsan,
Pour le préfet des Landes
Le secrétaire général
Vincent ROBERTI

A Pau,
Pour le préfet des Pyrénées Atlantiques
Le secrétaire général
Christian GUEYDAN

ARRETE CONJOINT**ARRÊTÉ DDASS N° 2009/162D'AUTORISATION D'EXTENSION DE L'EHPAD « CANTE CIGALE » DE VIELLE-SAINT-GIRONS À HAUTEUR DE 38 PLACES SUPPLÉMENTAIRES**

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Direction de la solidarité départementale

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Le président du conseil général des Landes,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L313-1 à L313-8 ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret 2004-65 du 15 janvier 2004, relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, notamment son article 11 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu le dossier de demande d'extension présentée par le président du conseil d'administration du CCAS de la ville et de l'EHPAD Cante Cigale, tendant à créer 38 places supplémentaires pour personnes âgées ; dossier qui a été déclaré complet le 30 septembre 2008 conformément aux directives du décret n° 2003-1135 ;

Vu l'avis favorable du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale en sa séance du 6 mars 2009 ;

Vu la convention tripartite signée le 12 décembre 2005 entre le directeur de la structure, le préfet et le président du conseil général, en cours de renouvellement ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD répond aux besoins de prise en charge des personnes âgées sur sa zone d'intervention ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD est inscrit dans le PRIAC 2009-2013 et dans le plan de création de places en EHPAD du Conseil Général des Landes ;

Considérant l'enveloppe régionale 2009 de crédits assurance maladie destinée aux créations de places d'EHPAD en 2009 permettant le financement de 2 places d'Hébergement Temporaire et de 1 place d'Accueil de Jour

Considérant la notification anticipée en 2009 du plan de relance de l'économie de la CNSA de places d'EHPAD sur l'enveloppe 2011 pouvant être affectée par anticipation à la création de 35 places d'hébergement permanent

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes, et du directeur de la solidarité départementale,

ARRETEMENT :

ARTICLE 1

L'autorisation d'extension de l'EHPAD « Cante Cigale » de VIELLE-SAINT-GIRONS est accordée, pour 38 places supplémentaires réparties comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	25	10	35
Hébergement temporaire	1	1	2
Accueil de jour	0	1	1
TOTAL	26	12	38

La capacité totale autorisée de l'établissement est donc portée de 22 à 60 places réparties comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	47	10	57
Hébergement temporaire	1	1	2
Accueil de jour	0	1	1
TOTAL	48	12	60

ARTICLE 2

L'autorisation est accordée par anticipation, avec réalisation différée et liée aux crédits de fonctionnement accordés, conformément aux articles L. 313-4 et L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

ARTICLE 3

L'autorisation prendra effet à compter de l'ouverture des places supplémentaires sous réserve du résultat favorable de la visite de conformité réalisée conformément aux dispositions du décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 susvisé, dès réception par le demandeur du procès-verbal de la visite, dressé par les autorités compétentes mentionnées à l'article L.313-3 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Au terme de cette période, elle est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, enjoint le président du centre communal d'action sociale de MIMIZAN de présenter dans un délai de 6 mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 5

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau – 50 cours Lyautey - BP 43 – 64010 PAU Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Dans l'hypothèse d'un recours gracieux, ce délai est prolongé de deux mois à compter de la notification du rejet de la demande de recours gracieux.

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la solidarité départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et au bulletin officiel du département. Mont-de-Marsan, le 2 juin 2009

Le préfet,
Etienne GUYOT

Le président du conseil général,
Henri EMMANUELLI

ARRETE CONJOINT**ARRÊTÉ DDASS N° 2009/161D'AUTORISATION D'EXTENSION DE L'EHPAD « LA CHAUMIÈRE FLEURIE » DE POUILLON À HAUTEUR DE 16 PLACES SUPPLÉMENTAIRES**

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Direction de la solidarité départementale

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Le président du conseil général des Landes,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L313-1 à L313-8 ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le décret 2004-65 du 15 janvier 2004, relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, notamment son article 11 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu le dossier de demande d'extension présentée par le président de la communauté de communes du canton de Pouillon, tendant à créer 16 places supplémentaires pour personnes âgées ; dossier qui a été déclaré complet le 30 septembre 2008 conformément aux directives du décret n° 2003-1135 ;

Vu l'avis favorable du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale en sa séance du 6 mars 2009 ;

Vu la convention tripartite 2^{ème} génération signée le 3 octobre 2008 entre le Directeur de la structure, le préfet et le président du conseil général ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD répond aux besoins de prise en charge des personnes âgées sur sa zone d'intervention ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD est inscrit dans le PRIAC 2009-2013 et dans le plan de création de places en EHPAD du conseil général des Landes ;

Considérant l'enveloppe régionale 2009 de crédits Assurance Maladie destinée aux créations de places d'EHPAD en 2009 permettant le financement de 2 places d'hébergement temporaire et de 2 places d'accueil de jour ;

Considérant la notification anticipée en 2009 de la CNSA de places d'EHPAD sur l'enveloppe 2011 pouvant être affectée par anticipation à la création de 12 places d'hébergement permanent ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes, et du directeur de la solidarité départementale,

ARRETEMENT :

ARTICLE 1

L'autorisation d'extension de l'EHPAD « La Chaumière Fleurie » de POUILLON est accordée, pour 16 places supplémentaires réparties comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	0	12	12
Hébergement temporaire	0	2	2
Accueil de jour	0	2	2
TOTAL	0	16	16

La capacité totale autorisée de l'établissement est donc portée de 70 à 86 places réparties comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	67	12	79
Hébergement temporaire	1	2	3
Accueil de jour	2	2	4
TOTAL	70	16	86

ARTICLE 2

L'autorisation est accordée par anticipation, avec réalisation différée et liée aux crédits de fonctionnement accordés, conformément aux articles L. 313-4 et L. 314-3-4 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 3

L'autorisation prendra effet à compter de l'ouverture des places supplémentaires sous réserve du résultat favorable de la visite de conformité réalisée conformément aux dispositions du décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 susvisé, dès réception par le demandeur du procès-verbal de la visite, dressé par les autorités compétentes mentionnées à l'article L.313-3 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Au terme de cette période, elle est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, enjoint le président du centre communal d'action sociale de MIMIZAN de présenter dans un délai de 6 mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 5

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau – 50 cours Lyautey - BP 43 – 64010 PAU Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Dans l'hypothèse d'un recours gracieux, ce délai est prolongé de deux mois à compter de la notification du rejet de la demande de recours gracieux.

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la solidarité départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et au bulletin officiel du département.

Mont-de-Marsan, le 02 juin 2009
Le préfet,
Etienne GUYOT

Le président du conseil général,
Henri EMMANUELLI

ARRETE CONJOINT

ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/202 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES EHPAD « ALBRET » DE LABRIT DE 3 PLACES EN HÉBERGEMENT TEMPORAIRE

Direction départementale des affaires
sanitaires et sociales

Conseil général des Landes
Direction de la solidarité départementale
Le président du conseil général des Landes,

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret 2004-65 du 15 janvier 2004, relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, notamment son article 11 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu la visite effectuée le 17 février 2009 au sein de l'établissement afin de créer 3 places supplémentaires pour personnes âgées (extension non importante),

Vu la convention tripartite 2^{ème} génération signée le 14 mai 2009 entre le directeur de la structure, le préfet et le président du conseil général ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD répond aux besoins de prise en charge des personnes âgées sur sa zone d'intervention ;

Considérant que le projet de création de places d'hébergement temporaire de l'EHPAD est inscrit dans le PRIAC 2009-2013 et dans le plan de création de places en EHPAD du conseil général des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et du directeur de la solidarité départementale,

ARRETEMENT

ARTICLE 1

L'autorisation d'extension de l'EHPAD « Albret » à Labrit est accordée pour 3 places en hébergement temporaire.

La capacité totale de l'établissement est ainsi portée de 60 à 63 places réparties comme suit :

- 60 places hébergement permanent
- 3 places hébergement temporaire

ARTICLE 2

L'autorisation prend effet au 17 février 2009.

ARTICLE 3

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Au terme de cette période, elle est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.

312-8 du code de l'action sociale et des familles, enjoint le directeur de l'établissement de présenter dans un délai de 6 mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 4

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau – 50 cours Lyautey - BP 43 – 64010 PAU Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Dans l'hypothèse d'un recours gracieux, ce délai est prolongé de deux mois à compter de la notification du rejet de la demande de recours gracieux.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la solidarité départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et au bulletin officiel du département.

Mont-de-Marsan, le 16 juin 2009
Le préfet,
Etienne GUYOT

Le président du conseil général,
Henri EMMANUELLI

ARRETE CONJOINT

ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/198 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) DE SAINT SEVER (EX LOGEMENT-FOYER) DE 2 PLACES EN ACCUEIL DE JOUR

Direction départementale des affaires
sanitaires et sociales

Conseil général des Landes
Direction de la solidarité départementale

Direction de la solidarité départementale

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Le président du conseil général des Landes,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret 2004-65 du 15 janvier 2004, relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, notamment son article 11 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu la visite effectuée le 26 novembre 2008 au sein de l'établissement afin de créer 2 places supplémentaires pour personnes âgées (extension non importante),

Vu la convention tripartite 2^{ème} génération signé le 05 janvier 2009 entre le directeur de la structure, le préfet et le président du conseil général ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD répond aux besoins de prise en charge des personnes âgées sur sa zone d'intervention ;

Considérant que le projet de création de places d'accueil de jour de l'EHPAD est inscrit dans le PRIAC 2009-2013 et dans le plan de création de places en EHPAD du Conseil Général des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et du directeur de la solidarité départementale,

ARRETEMENT

ARTICLE 1

L'autorisation d'extension de l'EHPAD de Saint Sever (ex logement-foyer) est accordée pour 2 places en accueil de jour.

La capacité totale de l'établissement est ainsi portée de 80 à 82 places réparties comme suit :

. 80 places hébergement permanent

. 2 places accueil de jour

ARTICLE 2

L'autorisation prend effet au 1^{er} janvier 2009.

ARTICLE 3

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Au terme de cette période, elle est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, enjoint le directeur de l'établissement de présenter dans un délai de 6 mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 4

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau – 50 cours Lyautey - BP 43 – 64010 PAU Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Dans l'hypothèse d'un recours gracieux, ce délai est prolongé de deux mois à compter de la notification du rejet de la demande de recours gracieux.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la solidarité départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et au bulletin officiel du département.

Mont-de-Marsan, le 16 juin 2009
Le préfet,
Etienne GUYOT

Le président du conseil général,
Henri EMMANUELLI

ARRETE CONJOINT

ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/199 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES EHPAD « LES PEUPLIERS » DE AMOU DE 1 PLACE EN ACCUEIL DE JOUR

Direction départementale des affaires
sanitaires et sociales

Conseil général des Landes
Direction de la solidarité départementale
Le président du conseil général des Landes,

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret 2004-65 du 15 janvier 2004, relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, notamment son article 11 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu la convention tripartite signée le 31 décembre 2007 entre le directeur de la structure, le préfet et le président du conseil général ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD répond aux besoins de prise en charge des personnes âgées sur sa zone d'intervention ;

Considérant que le projet de création de places d'accueil de jour de l'EHPAD est inscrit dans le PRIAC 2009-2013 et dans le plan de création de places en EHPAD du Conseil Général des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et du directeur de la solidarité départementale,

ARRETENT

ARTICLE 1

L'autorisation d'extension de l'EHPAD « Les Peupliers » à Amou est accordée pour 1 place en accueil de jour.

La capacité totale de l'établissement est ainsi portée de 63 à 64 places réparties comme suit :

. 63 places hébergement permanent

. 1 place accueil de jour

ARTICLE 2

L'autorisation prend effet au 1^{er} janvier 2009.

ARTICLE 3

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Au terme de cette période, elle est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, enjoint le directeur de l'établissement de présenter dans un délai de 6 mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 4

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau – 50 cours Lyautey - BP 43 – 64010 PAU Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Dans l'hypothèse d'un recours gracieux, ce délai est prolongé de deux mois à compter de la notification du rejet de la demande de recours gracieux.

ARTICLE 6

le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la solidarité départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et au bulletin officiel du département.

Mont-de-Marsan, le 16 juin 2009

Le préfet,
Etienne GUYOT

Le président du conseil général,
Henri EMMANUELLI

ARRETE CONJOINT**ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/200 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) DE AIRE-SUR-L'ADOUR DE 3 PLACES EN ACCUEIL DE JOUR**

Direction départementale des affaires
sanitaires et sociales

Conseil général des Landes

Direction de la solidarité départementale

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Le président du conseil général des Landes,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret 2004-65 du 15 janvier 2004, relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, notamment son article 11 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu la visite effectuée le 24 septembre 2008 au sein de l'établissement afin de créer 3 places supplémentaires pour personnes âgées (extension non importante),

Vu la convention tripartite 2^{ème} génération signée le 12 mai 2009 entre le directeur de la structure, le préfet et le président du conseil général ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD répond aux besoins de prise en charge des personnes âgées sur sa zone d'intervention ;

Considérant que le projet de création de places d'accueil de jour de l'EHPAD est inscrit dans le PRIAC 2009-2013 et dans le plan de création de places en EHPAD du conseil général des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et du directeur de la solidarité départementale,

ARRETEMENT**ARTICLE**

L'autorisation d'extension de l'EHPAD à Aire-sur-L'Adour est accordée pour 3 places en accueil de jour.

La capacité totale de l'établissement est ainsi portée de 90 à 93 places réparties comme suit :

- 90 places hébergement permanent

- 3 places accueil de jour

ARTICLE 2

L'autorisation prend effet au 1^{er} janvier 2009.

ARTICLE 3

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Au terme de cette période, elle est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, enjoint le directeur de l'établissement de présenter dans un délai de 6 mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 4

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau – 50 cours Lyautey - BP 43 – 64010 PAU Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Dans l'hypothèse d'un recours gracieux, ce délai est prolongé de deux mois à compter de la notification du rejet de la demande de recours gracieux.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la solidarité départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et au bulletin officiel du Département.

Mont-de-Marsan, le 16 juin 2009

Le préfet,
Etienne GUYOT

Le président du conseil général,
Henri EMMANUELLI

ARRETE CONJOINT**ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXTENSION DDASS N° 2009/201 DE L'ETABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT DES PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) DE MONTFORT-EN-CHALOSSE DE 1 PLACE EN HÉBERGEMENT TEMPORAIRE ET 1 PLACE EN ACCUEIL DE JOUR**

Direction départementale des affaires
sanitaires et sociales

Conseil général des Landes
Direction de la solidarité départementale
Le président du conseil général des Landes,

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret 2004-65 du 15 janvier 2004, relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, notamment son article 11 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu la visite effectuée le 04 décembre 2008 au sein de l'établissement afin de créer 1 place hébergement temporaire et 1 place accueil de jour pour personnes âgées (extension non importante),

Vu la convention tripartite 2^{ème} génération signée le 05 janvier 2009 entre le directeur de la structure, le préfet et le président du conseil général ;

Considérant que le projet d'extension de l'EHPAD répond aux besoins de prise en charge des personnes âgées sur sa zone d'intervention ;

Considérant que le projet de création de places d'hébergement temporaire et d'accueil de jour de l'EHPAD est inscrit dans le PRIAC 2009-2013 et dans le plan de création de places en EHPAD du Conseil Général des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et du directeur de la solidarité départementale,

ARRETEMENT**ARTICLE 1**

L'autorisation d'extension de l'EHPAD à Montfort-en-Chalosse est accordée pour 1 place en hébergement temporaire et 1 place en accueil de jour.

La capacité totale de l'établissement est ainsi portée de 66 à 68 places réparties comme suit :

- 66 places hébergement permanent
- 1 place hébergement temporaire
- 1 place accueil de jour

ARTICLE 2

L'autorisation prend effet au 1^{er} janvier 2009.

ARTICLE 3

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Au terme de cette période, elle est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, enjoint le directeur de l'établissement de présenter dans un délai de 6 mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 4

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau – 50 cours Lyautey - BP 43 – 64010 PAU Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Dans l'hypothèse d'un recours gracieux, ce délai est prolongé de deux mois à compter de la notification du rejet de la demande de recours gracieux.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la solidarité départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et au bulletin officiel du département.

Mont-de-Marsan, le 16 juin 2009

Le préfet,
Etienne GUYOT

Le président du conseil général,
Henri EMMANUELLI

SOUS-PREFECTURE DE DAX**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL SP N°2009-314 DU 03 JUIN 2009 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL À VOCATION UNIQUE (SIVU) « DOUS TUCQS »**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17 et L.5211-20 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1er août 2003 autorisant la constitution entre les communes de Beylongue et de Carcen-Ponson du syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) « Dous Tucqs » ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 août 2007 donnant délégation de signature à monsieur Jacques DELPEY, sous-préfet de l'arrondissement de Dax ;

Vu la délibération en date du 30 mars 2009 du comité syndical du SIVU « Dous Tucqs » sollicitant la modification de ses statuts

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de Beylongue (13 mai 2009) et de Carcen-Ponson (11 mai 2009) ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

Sur proposition du sous-préfet de Dax ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Est autorisée la modification des statuts du syndicat intercommunal à vocation unique « Dous Tucqs », avec prise d'effet au 1er juillet 2009.

ARTICLE 2

L'article 2 relatif aux compétences du syndicat est ainsi rédigé:

1) L'accueil des enfants par la création d'une classe maternelle à Beylongue (cycle I) et des classes primaires – cours préparatoire (cycle II et III) à Carcen-Ponson.

2) L'organisation et la gestion des services indispensables au bon fonctionnement du regroupement pédagogique. A cet effet, les compétences du syndicat s'étendent:

- à la création des emplois nécessaires ou mis à disposition et à la gestion des personnels correspondants,
- à l'achat de fournitures scolaires, de mobilier scolaire, de matériel informatique et éducatif avec abonnement internet,
- aux subventions des voyages de classe,
- à toute autre charge jugée utile (maintenance informatique de logiciels, photocopieurs, achat de jouets et de livres en fin d'année scolaire),
- à l'accès des enfants à la médiathèque,
- aux abonnements téléphoniques et achat d'appareils.

3) L'organisation de la coordination des modes de garde:

- activités scolaires de l'ATSEM,
- activités péri et extra-scolaires notamment l'accueil périscolaire, l'encadrement des voyages scolaires, les cérémonies et spectacles,
- études surveillées et autres exigences scolaires.

4) L'organisation du trajet scolaire, périscolaire et extra-scolaire:

- conduite du bus et entretien,
- accompagnement des jeunes enfants durant le temps de trajet scolaire en bus.

5) L'organisation de l'entretien des locaux utilisés dans un cadre scolaire:

- entretien des locaux purement scolaires,
- entretien des annexes de l'école (espaces verts et préau)
- entretien des salles occupées par les enfants pour les activités sportives ou la préparation des spectacles.

6) L'organisation des deux cantines scolaires:

- préparation des repas,
- nettoyage des locaux
- surveillance de la cantine durant le repas.

ARTICLE 3

Les dépenses de fonctionnement sont déterminées selon la clé de répartition suivante: 50% au prorata du nombre d'enfants scolarisés dans chaque commune au 1er octobre; 50% au prorata du nombre d'habitants dans chaque commune membre du syndicat (article 6 des statuts).

ARTICLE 4

Au titre des biens mis à disposition par les communes, nécessaires à l'exercice des compétences syndicales, sont ajoutées les cantines (article 7 des statuts).

ARTICLE 5

Un exemplaire des nouveaux statuts restera annexé au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le sous-préfet de Dax, la trésorière de Tartas, la présidente du syndicat intercommunal à vocation unique « Dous Tucqs » et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département des Landes.

Fait à Dax, le 03 juin 2009

Le sous-préfet de Dax,

Jacques DELPEY

SOUS-PRÉFECTURE DE DAX**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL SP N°2009-360 DU 19 JUIN 2009 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SIVU POUR LE RPI NARROSSE - CANDRESSE - YZOSSE**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17 et L.5211-20 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 mai 2000 portant constitution entre les communes de Candresse et de Narrosse du syndicat intercommunal à vocation scolaire pour le regroupement pédagogique des écoliers des écoles élémentaires de Candresse et de Narrosse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 06 mai 2002 autorisant l'adhésion de la commune d'Yzosse au syndicat ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2006 portant modification des statuts du SIVU pour le regroupement pédagogique intercommunal (RPI) entre Candresse, Narrosse et Yzosse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 août 2007 donnant délégation de signature à monsieur Jacques DELPEY, sous-préfet de l'arrondissement de Dax ;

Vu la délibération en date 07 mai 2009 du comité syndical du SIVU pour le RPI Candresse, Narrosse et Yzosse sollicitant la modification de ses statuts (compétences, dispositions financières, notamment) ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Candresse (08 juin 2009), Narrosse (09 juin 2009) et Yzosse (29 mai 2009) ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises sont atteintes ;

Sur proposition du sous-préfet de Dax ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Est autorisée la modification des statuts du SIVU pour le RPI Candresse, Narrosse et Yzosse, qui prend la dénomination de « syndicat pour le regroupement pédagogique intercommunal (RPI) Narrosse, Candresse, Yzosse ».

ARTICLE 2

Le syndicat a pour objet:

- la création et la gestion des classes maternelles et élémentaires,
- l'organisation et la gestion des services indispensables au bon fonctionnement de la structure intercommunale; à cet effet, les compétences du syndicat s'étendent à la gestion des cantines scolaires et des transports (d'école à école et pour les activités scolaires et périscolaires),
- l'organisation et la gestion des modes de garde de l'enfance pendant le temps périscolaire,
- l'organisation et la gestion des modes de garde de l'enfance pendant le temps extra-scolaire retracée comptablement dans le cadre d'un budget annexe « centre de loisirs du SIVU ». Le bénéfice des prestations offertes par le centre de loisirs n'est pas subordonné à l'inscription scolaire des enfants au sein du SIVU pour le RPI Narrosse, Candresse, Yzosse. Le syndicat est habilité à passer des conventions avec d'autres communes pour l'accueil d'enfants dans son centre de loisirs. Le syndicat aura en charge la gestion des contrats avec les différents partenaires: CAF, MSA, DDJS, ...

ARTICLE 3

Le siège social du syndicat est fixé à Narrosse.

ARTICLE 4

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de trois délégués par commune élus au scrutin secret à la majorité absolue par les conseils municipaux des communes membres en leur sein.

ARTICLE 6

Le montant des recettes nécessaires à l'équilibre financier du budget, y compris l'éventuel autofinancement, sera réparti entre les communes membres de la façon suivante:

- ☐ pour le budget général, en fonction du nombre d'enfants originaires de chaque commune rapporté au nombre total d'enfants scolarisés des trois communes au sein du SIVU,
- ☐ pour le budget annexe « centre de loisirs », en fonction du nombre de « journées enfant » de la commune d'origine rapporté au nombre total de « journées enfant » dans le centre de loisirs du SIVU.

Les éléments à prendre en compte seront ceux connus à la date de la précédente rentrée scolaire pour les écoliers et à la fin des vacances d'été pour les enfants fréquentant le centre de loisirs.

ARTICLE 7

Un exemplaire des nouveaux statuts restera annexé au présent arrêté.

ARTICLE 8

Le sous-préfet de Dax, le trésorier de Dax-Banlieue, receveur syndical, la présidente du SIVU pour le RPI Narrosse, Candresse, Yzosse et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département des Landes.

Fait à Dax, le 19 juin 2009

Le sous-préfet,

Jacques DELPEY

CABINET DU PRÉFET**ARRÊTÉ DU 22 JUIN 2009**

Le Préfet des Landes a conféré l'honorariat de Maire à :

- Monsieur Francis CASTAGNET (Rivière Saas et Gourby)
 - Monsieur Charles DAGES (Gibret)
 - Monsieur Jean DEYROZE (Ozourt)
 - Monsieur Gérard DUCASSE (Gousse)
 - Monsieur Jean DUTOYA (Eyres Moncube)
 - Monsieur Jean-Claude LABERNEDE (Narrosse)
 - Monsieur Gaston LAMARQUE (Estibeaux)
 - Monsieur Jean-Mary LATERRADE (Carcarès Sainte-Croix)
 - Monsieur André PONS (Sorde l'ABBAYE)
 - Madame Andrée SAUBUSSE (Saint-Geours d'AURIBAT)
 - Monsieur Jean-Claude SESCOUSSE (Saint-Vincent de Tyrosse)
 - Monsieur René NOVEMBRE (Bastennes)
 - Monsieur Marcel DUBRASQUET (Tilh)
 - Monsieur Alban FAUTHOUX (Monségur)
 - Monsieur Michel LAPEYRE (Coudures)
 - Monsieur Michel ETCHAR (Sanguinet)
- de Maire-adjoint à :
- Monsieur Michel SAUSSEZ (Narrosse)
 - Monsieur Robert LAMARQUE (Tilh)
 - Monsieur Bernard MORELL (Saint-Vincent de Tyrosse)
-

SERVICE DES MOYENS ET DE LA LOGISTIQUE**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 26 MAI 2009 N° 2009-53/SML DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR DANIEL CASTERAN DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions -notamment l'article 34- complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,

Vu le décret n° 04-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment les articles 43, 44 et 45,

Vu le décret du 18 juillet 2007 nommant monsieur Etienne GUYOT, Préfet des Landes,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007 donnant délégation de signature à M. CASTERAN, directeur de l'administration générale et de la réglementation

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE :**ARTICLE 1**

L'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007 donnant délégation de signature à monsieur Daniel CASTERAN, directeur de l'administration générale et de la réglementation, est modifié ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Daniel CASTERAN, directeur de la direction de l'administration générale et de la réglementation et du chef de bureau, la délégation de signature pour les actes courants du bureau :

- titres,
- récépissés,
- accusés de réception,
- ampliations et copies conformes,
- lettres de transmissions,
- bordereaux,

sera exercée :

* pour le bureau des élections et de la réglementation, par :

- Madame Anne-Marie MAILLOCHEAU, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint au chef du bureau

* pour les transmissions courantes relevant de la section « élections et associations », par :

- Madame Bernadette LAILHEUGUE, secrétaire administratif de classe normale.

* pour le bureau de la circulation, par :

- Madame Laurence HERVE, secrétaire administratif de classe normale, adjoint au chef du bureau,

* pour le bureau de l'état civil et des étrangers, par

- Madame Solange LANGLADE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint au chef du bureau

* pour les transmissions courantes relevant de la section « étrangers », par :

- Madame Joëlle CUBILIBIA, secrétaire administratif de classe normale "

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont-de-Marsan, le 26 mai 2009

Le préfet

Etienne GUYOT

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES**ARRETE PREFECTORAL N° 2009/95 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION FONCIERE D'AUBAGNAN**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance précitée relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 août 1964 portant constitution d'une association foncière dans la commune d'Aubagnan ;

Vu la délibération du conseil syndical de l'association foncière de la commune d'Aubagnan en date du 9 février 2009 sollicitant la dissolution de l'association et prévoyant les conditions de sa liquidation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Aubagnan en date du 9 février 2008 acceptant d'une part la poursuite de l'action d'entretien des fossés afin d'assurer l'écoulement des eaux collectives et, d'autre part, le transfert au budget communal de l'actif et du passif de l'association pour leur valeur comptable ;

Considérant qu'au terme de l'article 40 de l'ordonnance précitée, l'autorité administrative peut dissoudre une association syndicale de propriétaires à la demande des membres de l'association qui se prononcent dans les conditions de majorité prévues à l'article 14 de ladite ordonnance ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes.

ARRETE**ARTICLE 1**

L'association foncière d'Aubagnan est dissoute.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera affiché à la mairie par les soins de monsieur le maire de la commune d'Aubagnan. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

ARTICLE 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de son affichage.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le président de l'association foncière d'Aubagnan, madame le maire de la commune d'Aubagnan et madame la trésorière payeuse générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Mont-de-Marsan, le 29 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES**ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09.89 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL « LANDES FONCIER »**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code général des impôts,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2005 portant création de l'établissement public foncier local « Landes foncier » ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 8 juin et 7 décembre 2006, 27 mars et 20 juillet 2007, 26 septembre 2008 portant adhésion de collectivités et modification des statuts ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public foncier local « Landes Foncier », en date du 1^{er} décembre 2008 proposant une modification statutaire en matière de modalités, conseil d'administration et directeur ;

Vu la délibération de l'assemblée générale de l'établissement public foncier local « Landes foncier », en date du 9 mars 2009 émettant un avis favorable à cette modification statutaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE**ARTICLE 1**

L'article 6-1 « Modalités », alinéa 5, des statuts de l'établissement public foncier local « Landes foncier » est modifié ainsi qu'il suit :

« Chaque opération ou programme d'acquisition doit comporter la signature d'une convention opérationnelle entre l'EPF Local « Landes Foncier » et son bénéficiaire ».

ARTICLE 2

L'article 7-2 « conseil d'administration », c) « pouvoirs » des statuts de l'établissement public foncier local « Landes foncier » est complété ainsi qu'il suit :

« Il charge, par délégation, le directeur de l'exercice de ses pouvoirs et notamment les droits de préemption définis par la loi, dont l'EPFL est titulaire ou délégataire, afin de permettre aux adhérents de réaliser les opérations foncières dans les délais compatibles avec les textes réglementaires.

Il fixe les conditions des délégations dont il charge le directeur ».

ARTICLE 3

L'article 9 « Directeur », des statuts de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » est complété ainsi qu'il suit :

« Il exerce les délégations de pouvoir dont il est chargé par le conseil d'administration et ce, dans les conditions fixées par celui-ci.

Il rend compte de l'exercice de ces délégations au conseil d'administration suivant ».

ARTICLE 4

Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le président du conseil d'administration de l'établissement public foncier local « Landes foncier », les présidents des collectivités concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont de Marsan, le 4 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES**ARRETE PREFECTORAL PR/D.A.D./09.91 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE POUR LE REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL ENTRE SAINT CRICQ CHALOSSE ET BRASSEMPOUY**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 22 avril 1986 et 1^{er} février 2008 portant respectivement création du syndicat intercommunal de Saint Cricq Chalosse et Brassempouy et modification des statuts, extension des compétences et changement de dénomination du SIVU ;

Vu la délibération du comité syndical du SIVU pour le regroupement pédagogique intercommunal (RPI) entre Saint Cricq Chalosse et Brassempouy en date du 27 novembre 2008, décidant une modification de l'article 6 des statuts du SIVU ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes membres prises à l'unanimité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETEARTICLE 1

L'article 6 des statuts du SIVU pour le regroupement pédagogique intercommunal (RPI) entre Saint Cricq Chalosse et Brassempouy est modifié comme suit en caractères gras :

« Le budget du SIVU pourvoit à ses dépenses dans les conditions suivantes :

Chaque seuil de participation par commune est déterminé de la façon suivante :

FONCTIONNEMENT

- 50% au prorata du nombre d'enfants scolarisés de chaque commune.

- 50% au prorata du nombre d'habitants de chaque commune membre du SIVU.

INVESTISSEMENT

Chaque conseil municipal s'engage à financer à hauteur de 72% les dépenses qui seront réalisées sur ses bâtiments scolaires, la commune partenaire finançant les 28% restants.

Les éléments à prendre en compte pour définir ces montants seront ceux connus :

a) pour les enfants, à la date de la précédente rentrée scolaire

b) pour la population, à la date du dernier recensement connu.

Ce seuil est réévalué chaque année en tenant compte des critères ainsi définis.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2

Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le président du SIVU pour le regroupement pédagogique intercommunal (RPI) entre Saint Cricq Chalosse et Brassempouy et les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 5 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRETE N° 2009/102 RELATIF À L'EXTENSION DU PÉRIMÈTRE DE L'ASA DE LA VALLÉE DU LAUDON**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} Juillet 2004 relative aux associations syndicales autorisées de propriétaires,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1998 autorisant la transformation de l'association syndicale libre d'irrigation de la vallée du Laudon en association syndicale autorisée,

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2008 modifiant les statuts de l'ASA,

Considérant que les conditions de majorité exigées par l'article 37II de l'ordonnance du 1^{er} Juillet 2004 sont remplies,

Considérant les statuts de l'ASA et notamment l'article 40 relatif à l'extension du périmètre,

Considérant le plan périmétral, les bulletins d'adhésion ainsi que les conventions de pouvoir signées entre fermiers et propriétaires annexés à la délibération du comité syndical du 6 mars 2009,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE**ARTICLE 1**

L'extension du périmètre de l'ASA de la vallée du Laudon telle qu'elle a été adoptée par le comité syndical du 6 mars 2009 est autorisée.

ARTICLE 2

La surface du périmètre de l'ASA est portée à 263, 7509 ha

ARTICLE 3

Un exemplaire du présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département et affiché au plus tard dans un délai de 15 jours au siège de l'association.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt des Landes, le président de l'association syndicale autorisée de la vallée du Laudon, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié et affiché par les soins des maires des communes concernées.

Mont-de-Marsan, le 8 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N° 99 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE COMMUNE DE SANGUINET**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 133-11, L.133-12, R. 133-32 et suivants ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées, notamment ses articles 1^{er} et 2 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SANGUINET en date du 14 mai 2009 sollicitant la dénomination de commune touristique

Considérant que la commune de SANGUINET remplit les conditions pour être dénommée commune touristique et qu'elle a bénéficié jusqu'en 1993 de la dotation particulière versée aux communes touristiques ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE**ARTICLE 1**

La commune de SANGUINET est dénommée commune touristique pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 8 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES**ARRÊTÉ PR/DAD/2009/N° 98 PRONONÇANT LA DÉNOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE COMMUNE DE SEIGNOSSE**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 133-11, L.133-12, R. 133-32 et suivants ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées, notamment ses articles 1^{er} et 2 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SEIGNOSSE en date du 4 mai 2009 sollicitant la dénomination de commune touristique ;

Considérant que la commune de SEIGNOSSE remplit les conditions pour être dénommée commune touristique;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La commune de SEIGNOSSE est dénommée commune touristique pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 9 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 09-103 DÉCLARANT D'UTILITÉ PUBLIQUE LES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ROUTIÈRES DU DEMI-ÉCHANGEUR EST DE LA DÉVIATION DE SAINT-PAUL-LÈS-DAX

Conseil général des Landes Commune de Saint-Paul-lès-Dax

Route départementale 824 mise aux normes routières du demi-échangeur est de la déviation de Saint-Paul-lès-Dax

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L11-1 à L 11-5 et R 11-3 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Paul-lès-Dax du 9 janvier 2009 annexé au dossier d'enquêtes publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09-11 en date du 19 janvier 2009 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes dans le cadre des travaux liés à la mise aux normes routières du demi-échangeur Est de la déviation de Saint-Paul-lès-Dax : enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (D.U.P), enquête de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Paul-lès-Dax et enquête parcellaire ;

Vu les pièces constatant que l'avis d'enquêtes a été affiché dans la commune de Saint-Paul-lès-Dax et publié puis rappelé dans deux journaux habilités à diffuser des annonces judiciaires et légales dans le département des Landes ;

Vu les registres d'enquêtes publiques déposés à la mairie de Saint-Paul-lès-Dax durant les enquêtes qui se sont déroulées du 9 février au 13 mars 2009 inclus ;

Vu les rapports et les conclusions favorables émises par monsieur Alain TARTINVILLE, commissaire-enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Pau ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil général des Landes en date du 10 avril 2009 confirmant l'intérêt général du projet de la mise aux normes routières du demi-échangeur Est de la déviation de Saint-Paul-lès-Dax tel que défini dans le dossier d'enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et dans les conditions prévues à l'article L126-1 du code de l'environnement ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Paul-lès-Dax en date du 26 mai 2009 donnant un avis favorable à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Paul-lès-Dax ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

Sont déclarés d'utilité publique les travaux de mise aux normes routières du demi-échangeur Est de la déviation de Saint-Paul-lès-Dax.

ARTICLE 2

Le conseil général des Landes, maître d'ouvrage de l'opération, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les emprises nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 3

Les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4

Le présent arrêté emporte la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Saint-Paul-lès-Dax.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Saint-Paul-lès-Dax selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un procès-verbal dressé par le maire de la commune de Saint-Paul-lès-Dax.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le président du conseil général des Landes, le maire de la commune de Saint-Paul-lès-Dax sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département

Mont-de-Marsan, le 9 juin 2009

Le préfet

Etienne GUYOT

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES**ARRETE PR/D.A.D/ 09/100 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009 DE LA COMMUNE DE BIAS**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612-2, L 1612-9, L 1612-19 et R 1612-8 à R 1612-18 ;

Vu le code des juridictions financières, notamment ses articles L 211-7, L 232-1, L 241-13, L 242-1 et 2, R 232-1 et R 242-2 ;

Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et de leurs établissements publics ;

Vu mon courrier de saisine de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine du 17 avril 2009 relatif au rejet par le conseil municipal de la commune de BIAS de son budget primitif au titre de l'exercice 2009 (budget principal et budgets annexes du camping et de la forêt) en application de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine n° 2009-0098 du 19 mai 2009 déclarant recevable la saisine et proposant un règlement du budget primitif 2009 de la commune de Bias ;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine n° 2009-0097 du 19 mai 2009 constatant que les projets des comptes administratifs 2008 du budget principal de la commune et des deux budgets annexes de la forêt et du camping sont conformes aux comptes de gestions 2008 du comptable public ;

Considérant que la commune de Bias n'a pas adopté de budget primitif pour 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Le budget primitif du budget principal et des budgets annexes de la forêt et du camping au titre de l'exercice 2009 de la commune de Bias sont réglés et rendus exécutoires dans les conditions suivantes, au vu des justifications fournies dans l'avis de la CRC cité ci-dessus.:

Le budget principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Cinq cent quatre vingt mille cent soixante trois euros (580 163,00 €)

En dépenses : Six cent vingt sept mille deux cent dix huit euros (627 218,00 €).

SECTION D'INVESTISSEMENT

En recettes : Cinquante huit mille neuf cent dix huit euros (58 918 €)

En dépenses : Soixante trois mille sept cent dix euros (63 710,00 €)

Le budget forêt

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Cent mille euros (100 000,00 €)

En dépenses : Cent vingt quatre mille trois cent trois euros (124 303,00 €)

SECTION D'INVESTISSEMENT

En recettes : Cinquante et un mille trois cent cinquante trois euros (51 353,00 €)

En dépenses : Trente huit mille euros (38 000,00 €)

Le budget camping

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Cinq cent mille huit cent euros (500 000,00 €)

En dépenses : Cinq cent trente mille quatre cent euros (530 400,00 €)

Section d'investissement

En recettes : Soixante et treize mille cinq cent euros (73 500,00 €)

En dépenses : Vingt mille trois cent euros (20 300,00 €)

ARTICLE 2

Les inscriptions par chapitre et article sont décrites dans les tableaux joints en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Bias, la trésorière payeuse générale des Landes et le comptable de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 2 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES**ARRETE PR/D.A.D/ 09/106 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009 DE LA COMMUNE DE SANGUINET**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612-2, L 1612-9, L 1612-19 et R 1612-8 à R 1612-18 ;

Vu le code des juridictions financières, notamment ses articles L 211-7, L 232-1, L 241-13, L 242-1 et 2, R 232-1 et R 242-2 ;

Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et de leurs établissements publics ;

Vu mon courrier de saisine de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine du 20 avril 2009 relatif au rejet par le conseil municipal de la commune de SANGUINET de son budget primitif au titre de l'exercice 2009 en application de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine n° 2009-0100 du 26 mai 2009 déclarant recevable la saisine et proposant un règlement du budget primitif 2009 de la commune de SANGUINET ;

Considérant que la commune de SANGUINET n'a pas adopté de budget primitif pour 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Le budget primitif au titre de l'exercice 2009 de la commune de SANGUINET est réglé et rendu exécutoire dans les conditions suivantes :

Le budget principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Trois million six cent quarante quatre mille trente quatre euros (3 644 034,00 €)

En dépenses : Trois million six cent quarante quatre mille trente quatre euros (3 644 034,00 €)

SECTION D'INVESTISSEMENT

En recettes : Un million deux cent quatre vingt treize mille huit cent quatre vingt six (1 293 886 €)

En dépenses : Un million deux cent quatre vingt treize mille huit cent quatre vingt six (1 293 886 €)

Le budget annexe camping Le Lac

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Deux cent vingt cinq mille quatre cent six euros (225 406,00 €)

En dépenses : Deux cent vingt cinq mille quatre cent six euros (225 406,00 €)

Section d'investissement

En recettes : Zéro euros

En dépenses : Zéro euros

Le budget annexe service assainissement

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Cent quatre vingt onze mille deux cent (191 200,00 €)

En dépenses : Cent quatre vingt onze mille deux cent (191 200,00 €)

SECTION D'INVESTISSEMENT

En recettes : Un million soixante six mille (1 066 000,00 €)

En dépenses : Un million soixante six mille (1 066 000,00 €)

Le budget annexe SPANC

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Quinze mille euros (15 000,00 €)

En dépenses : Quinze mille euros (15 000,00 €)

SECTION D'INVESTISSEMENT

En recettes : Zéro euros

En dépenses : Zéro euros

Le budget annexe bois et forêts

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Cent cinquante quatre mille deux cent quarante trois (154 243,00 €)

En dépenses : Cent cinquante quatre mille deux cent quarante trois (154 243,00 €)

Section d'investissement

En recettes : Quatre mille cinq cent cinquante cinq (4 555,00 €)

En dépenses : Quatre mille cinq cent cinquante cinq (4 555,00 €)

ARTICLE 2

Les inscriptions par chapitre et article sont décrites dans les tableaux joints en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de SANGUINET, la trésorière payeuse générale des Landes et le comptable de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 15 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

ARRETE PR/D.A.D/ 09/107 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009 DU CCAS DE LA COMMUNE DE SANGUINET

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612-2, L 1612-9, L 1612-19 et R 1612-8 à R 1612-18 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles

Vu le code des juridictions financières, notamment ses articles L 211-7, L 232-1, L 241-13, L 242-1 et 2, R 232-1 et R 242-2 ;
Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et de leurs établissements publics ;
Vu mon courrier de saisine de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine du 20 avril 2009 relatif au rejet par le conseil d'administration du CCAS de la commune de SANGUINET de son budget primitif au titre de l'exercice 2009, en application de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales;
Vu l'avis de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine n° 2009-0101 du 26 mai 2009 déclarant recevable la saisine et proposant un règlement du budget primitif 2009 du CCAS de la commune de SANGUINET ;
Considérant que le CCAS de la commune de SANGUINET n'a pas adopté de budget primitif pour 2009 ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Le budget primitif au titre de l'exercice 2009 du CCAS la commune de SANGUINET est réglé et rendu exécutoire dans les conditions suivantes :

Le budget principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Cent quatre vingt neuf mille trois cent quatre vingt dix huit euros (189 398,00 €).

En dépenses : Cent quatre vingt neuf mille trois cent quatre vingt dix huit euros (189 398,00 €).

SECTION INVESTISSEMENT

En recettes : Trente deux mille sept cent euros (32 700,00 €).

En dépenses : Trente deux mille sept cent euros (32 700,00 €).

Le budget annexe RPA « Le Lillot »

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Trois cent quarante mille huit cent quarante euros (340 840,00 €).

En dépenses : Trois cent quarante mille huit cent quarante euros (340 840,00 €).

SECTION INVESTISSEMENT

En recettes : Quatre mille vingt six euros (4 026,00 €).

En dépenses : Quatre mille vingt six euros (4 026,00 €).

ARTICLE 2

Les inscriptions par chapitre sont décrites dans les tableaux joint en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture, le président du CCAS de la commune de SANGUINET, la trésorière payeuse générale des Landes et le comptable de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 15 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

ARRETE PR/D.A.D/ 09/104 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009 DE LA COMMUNE DE SAUGNACQ ET MURET

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612-2, L 1612-9, L 1612-19 et R 1612-8 à R 1612-18 ;

Vu le code des juridictions financières, notamment ses articles L 211-7, L 232-1, L 241-13, L 242-1 et 2, R 232-1 et R 242-2 ;

Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et de leurs établissements publics ;

Vu mon courrier de saisine de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine du 16 avril 2009 relatif au rejet par le conseil municipal de la commune de SAUGNACQ ET MURET de son budget primitif au titre de l'exercice 2009, en application de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine n° 2009-0105 du 29 mai 2009 déclarant recevable la saisine et proposant un règlement du budget primitif 2009 de la commune de SAUGNACQ ET MURET ;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine n° 2009- 0106 du 29 mai 2009 constatant que le projet de compte administratif 2008 de la commune est conforme au compte de gestion 2008 du comptable public ;

Considérant que la commune de SAUGNACQ ET MURET n'a pas adopté de budget primitif pour 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Le budget primitif au titre de l'exercice 2009 de la commune de SAUGNACQ ET MURET est réglé et rendu exécutoire dans les conditions suivantes :

Le budget principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Cinq cent huit mille huit cent soixante et onze euros (508 871,00 €)

En dépenses : Cinq cent huit mille huit cent soixante et onze euros (508 871,00 €)

SECTION D'INVESTISSEMENT

En recettes : Huit cent quarante cinq mille cinq cent dix sept euros (845 517 €)

En dépenses : Huit cent quarante cinq mille cinq cent dix sept euros (845 517 €)

Le budget annexe lotissement

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Un million neuf cent soixante mille sept cent cinq euros (1 965 705,00€)

En dépenses : Un million neuf cent soixante mille sept cent cinq euros (1 965 705,00€)

SECTION D'INVESTISSEMENT

En recettes : Un million neuf cent soixante mille sept cent cinq euros (1 965 705,00€)

En dépenses : Un million quatre cent soixante neuf mille deux cent trente (1 469 230 €)

ARTICLE 2

Les inscriptions par chapitre et article sont décrites dans le tableau joint en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de SAUGNACQ ET MURET, la trésorière payeuse générale des Landes et le comptable de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 11 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES**ARRETE PR/D.A.D/ 09/105 REGLANT ET RENDANT EXECUTOIRE LE BUDGET PRIMITIF 2009 DU CCAS DE LA COMMUNE DE SAUGNACQ ET MURET**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612-2, L 1612-9, L 1612-19 et R 1612-8 à R 1612-18 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles

Vu le code des juridictions financières, notamment ses articles L 211-7, L 232-1, L 241-13, L 242-1 et 2, R 232-1 et R 242-2 ;

Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et de leurs établissements publics ;

Vu mon courrier de saisine de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine du 23 avril 2009 relatif au rejet par le conseil d'administration du CCAS de la commune de SAUGNACQ ET MURET de son budget primitif au titre de l'exercice 2009, en application de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine n° 2009-0103 du 29 mai 2009 déclarant recevable la saisine et proposant un règlement du budget primitif 2009 du CCAS de la commune de SAUGNACQ ET MURET ;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine n° 2009-0104 du 29 mai 2009 constatant que le projet de compte administratif 2008 du CCAS de la commune est conforme au compte de gestion 2008 du comptable public ;

Considérant que le CCAS de la commune de SAUGNACQ ET MURET n'a pas adopté de budget primitif pour 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Le budget primitif au titre de l'exercice 2009 du CCAS la commune de SAUGNACQ ET MURET est réglé et rendu exécutoire dans les conditions suivantes :

Le budget

SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes : Cent cinquante huit mille cent cinquante cinq euros (158 155,00 €).

En dépenses : Cent vingt et un mille cent euros (121 100,00 €)

ABSENCE DE SECTION D'INVESTISSEMENT**ARTICLE 2**

Les inscriptions par chapitre sont décrites dans le tableau joint en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture, le président du CCAS de la commune de SAUGNACQ ET MURET, la trésorière payeuse générale des Landes et le comptable de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Mont-de-Marsan, le 11 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**ARRÊTÉ PORTANT APPROBATION DE L'ORDRE D'OPÉRATIONS DÉPARTEMENTAL FEUX DE FORÊTS 2009**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, livre IV, chapitre IV, articles L 1424-1 à L 1424-50, partie législative et

R 1424-1 et R 1425-25, partie réglementaire, ,
Vu le code forestier, articles L 321-1 à L 323-2 et articles R 321-1 à R 322-9,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
Vu le décret du 18 juillet 2007 nommant monsieur Etienne GUYOT, préfet des Landes,
Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2004 relatif à la protection de la forêt contre les incendies dans le département des Landes,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 portant règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours des Landes,
Vu l'ordre d'opérations national feux de forêts édité par la direction de la défense et de la sécurité civiles,
Vu l'ordre d'opérations zonal feux de forêts, édité par la zone de défense sud ouest zone (centre opérationnel de zone),

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'ordre d'opérations annexé au présent arrêté porte organisation de la lutte contre les incendies de forêts, pour la campagne 2009.

ARTICLE 2

L'arrêté du 21 février 2008 portant approbation de l'ordre d'opérations départemental feux de forêts 2008 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Landes commande et coordonne, sous l'autorité du préfet des Landes, l'ensemble des opérations ayant trait à la lutte contre les incendies.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le directeur de cabinet, le directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours des Landes, la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le commandant du groupement de gendarmerie des Landes, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de l'agence départementale de l'office national des forêts des Landes, le délégué départemental météo France, le président de l'union landaise des associations syndicales autorisées de défense contre les incendies et de remise en valeur de la forêt, mesdames et messieurs les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 31 mars 2009

Le préfet,

Etienne GUYOT

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

ARRETE PR/DAGR/2009/N° 238 PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES AUTOUR DU SITE DE LA SOCIETE MLPC INTERNATIONAL A RION-DES-LANDES

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.515.15 à L.515.25 et D.125-29 à D.125-34 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300.2 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'environnement – partie réglementaire -, livre V, titre 1 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son chapitre 5 section 6 relative aux plans de prévention des risques technologiques,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation,

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

Vu la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation,

Vu la circulaire ministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

Vu la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

Vu la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 février 2000, autorisant la société MLPC International à poursuivre l'exploitation de son établissement de Rion des Landes;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 juin 2005, prescrivant à la société MLPC International la remise de compléments à l'étude des dangers en vue de l'élaboration du PPRT et la mise en place de mesures d'amélioration de la sécurité;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mai 2007, portant création du comité local d'information et de concertation autour de

l'établissement de Rion des Landes de la société MLPC international ;

Vu les compléments aux études de dangers transmis en vu de l'élaboration du PPRT ;

Vu le rapport de la DRIRE du 30 avril 2009 ;

Considérant qu'une partie de la commune de Rion des Landes est susceptible d'être soumise aux effets de type toxique, thermique et surpression, d'un phénomène dangereux généré par l'établissement MLPC International classé AS au sens du décret de nomenclature du 20 mai 1953 modifié,

Considérant que certaines des installations de la société MLPC International sont classées «AS », au titre de la nomenclature des installations classées, et relèvent de ce fait des dispositions prévues à l'article L. 515-8 du code de l'environnement,

Considérant que l'établissement de la société MLPC International est visé à l'article R515-39 du code de l'environnement ;

Considérant la nécessité de limiter, par un PPRT (plan de prévention des risques technologiques), l'exposition des populations potentiellement exposées aux effets des phénomènes dangereux du site par des contraintes et des règles particulières en matière de construction, d'urbanisme et d'usage,

Considérant que la détermination de ces mesures doit résulter d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite autour du site de la société MLPC International, sur partie du territoire de la commune de Rion des Landes, potentiellement exposées à des phénomènes dangereux générés par les installations de la société précitée.

Cette partie de territoire détermine le périmètre d'étude pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques.

Ce périmètre d'étude a été défini sur le fondement des connaissances actuelles, issues des études de dangers susvisées, relatives aux risques technologiques dus aux installations de l'établissement de la société précitée et des exclusions possibles notamment au titre de la circulaire ministérielle du 03 octobre 2005.

Sa représentation cartographique est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2

Les principaux phénomènes dangereux sont liés au stockage, à la mise en œuvre et à la manutention de produits toxiques (chlore et produits chlorés notamment) et inflammables.

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par un effet de surpression, un effet thermique et un effet toxique.

ARTICLE 3

En leur qualité de services déconcentrés de l'Etat, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine et la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture des Landes sont chargées de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sous l'autorité du préfet des Landes.

ARTICLE 4

Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques les représentants :

- de la société MLPC International exploitant les installations à l'origine du risque,
- de la commune de Rion des Landes,
- de la communauté de communes du Pays Tarusate,
- du comité local d'information et de concertation créé autour de l'établissement.

Les représentants de ces organismes (dont au moins pour le CLIC le président et un membre du "collège des riverains") constituent avec les services instructeurs (DRIRE / DDEA) visés à l'article 3 le "groupe projet " chargé, sous l'autorité du préfet, d'élaborer le PPRT.

L'association de ces organismes à l'élaboration du plan consiste en au moins deux réunions de travail. La première, après lancement officiel de la procédure lorsque la superposition des cartes d'aléas et d'enjeux est disponible, la deuxième sur la base d'un premier projet de PPRT qui est l'occasion pour chaque partenaire de contribuer aux réflexions avant mise à l'enquête publique.

Le projet de PPRT, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation est soumis, avant enquête publique, aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois, leur avis est réputé favorable.

D'autres réunions du "groupe projet" peuvent être organisées en tant que de besoins et à la demande des personnes et organismes associés.

Toutes les réunions d'association sont convoquées au moins 15 jours avant la date prévue. Les comptes rendus sont adressés, pour observation, aux organismes associés. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du compte rendu.

ARTICLE 5

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées s'effectue pendant toute la durée de l'élaboration du projet. A ce titre, les principaux documents produits aux phases clefs de la procédure (rapport et arrêté de prescription du PPRT, cartes des aléas et des enjeux, extraits (projet de zonage en particulier) du premier projet de PPRT soumis à la réunion d'association visée à l'article 4) sont tenus à la disposition du public en mairie de Rion des Landes. Ils sont également accessibles sur Internet (www.risques.aquitaine.gouv.fr) ; site vers lequel toutes les parties associées (commune, Préfecture et services de l'Etat, exploitant, associations...) sont invitées à faire des liens.

Les observations des habitants et personnes intéressées pourront être recueillies sur un registre mis à leur disposition à la mairie de Rion des Landes ou par formulaire électronique accessible par le site Internet sus-visé. (les remarques faites dans ce cadre ne feront toutefois pas l'objet de réponses individuelles et elles devront, si besoin, être renouvelées durant l'enquête publique pour

être officiellement examinées par le commissaire enquêteur).

En outre, au moins une réunion publique d'information sera organisée dans la commune associée. Quinze jours au moins avant la date de la réunion publique, le maire de la commune associée portera à la connaissance du public par voie d'affichage la date, l'objet et le lieu de cette réunion.

Enfin, dans le cadre de l'élaboration du PPRT, le CLIC (comité local d'information et de concertation) créé autour de l'établissement se réunira au moins deux fois (y compris la réunion préalable à l'arrêté de prescription du PPRT).

Le bilan de la concertation sera adressé aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4 et tenu à la disposition du public en Mairie et sur Internet (puis joint au dossier mis à l'enquête publique).

ARTICLE 6

Un exemplaire du présent arrêté est adressé aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4.

Cet arrêté est en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes et affiché pendant un mois :

- à la préfecture des Landes,
- à la sous-préfecture de Dax,
- en mairie de Rion des Landes,
- au siège de la communauté de communes du pays Tarusate.

Un avis concernant la prescription de ce PPRT sera inséré, par les soins du Préfet, dans l'édition locale du journal sud-ouest et dans les petites affiches landaises.

ARTICLE 7

Le PPRT doit être approuvé dans un délai de 18 mois à compter de la date de prescription du présent arrêté. Le préfet pourra, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

ARTICLE 8

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification soit d'un recours gracieux auprès du préfet des Landes, soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'écologie et du développement durable.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 6, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant quatre mois à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le sous-préfet de l'arrondissement de Dax, le maire de Rion des Landes, le président de la communauté de communes du Pays Tarusate, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Copie de cet arrêté est adressée à monsieur le maire de Rion des Landes.

Mont-de-Marsan, le 10 juin 2009

Le préfet

Etienne GUYOT

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

ARRETE PREFECTORAL PR/DAGR/2007/N°324 AUTORISANT LA SOCIÉTÉ A.S.F. – AUTOROUTES DE SUD DE LA FRANCE – À OCCUPER TEMPORAIREMENT DES TERRAINS PUBLICS OU PRIVÉS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BENESSE-MAREMNE ET CAPBRETON POUR LA CRÉATION D'UNE PISTE DE CHANTIER PRÉALABLE À L'ENGAGEMENT DES TRAVAUX D'ÉLARGISSEMENT DE LA BARRIÈRE DE PÉAGE DE BENESSE-MAREMNE AUTOROUTE A 63 SECTION ONDRES-SAINT GEOURS DE MAREMNE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code pénal et notamment les articles L. 322-1, L. 322-2, L. 433-11 et R. 610-5;

Vu le code de justice administrative;

Vu le code du patrimoine et notamment le Titre II du Livre V;

Vu la loi du 29 décembre 1892 modifiée, sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics;

Vu la loi du 6 juillet 1943, validée par la loi n°57.391 du 28 mars 1957, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu la demande du 28 mai 2009, présentée par la société A.S.F. – Autoroutes de Sud de la France – agissant en sa qualité de concessionnaire de l'Etat, afin de pouvoir occuper temporairement des terrains publics ou privés situés sur le territoire des communes de BENESSE-MAREMNE et CAPBRETON pour la création d'une piste de chantier préalable à l'engagement des travaux d'élargissement de la barrière de péage de BENESSE-MAREMNE

Vu les états et les plans parcellaires des terrains;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Les agents de la société A.S.F. – Autoroutes de Sud de la France – agissant en sa qualité de concessionnaire de l'Etat, les personnes placées sous ses ordres, le personnel des entreprises, bureaux d'études, travaillant pour son compte, sont autorisés à

occuper temporairement, pour une période maximale de 5 ans à compter de la date du procès-verbal d'état des lieux, les terrains situés sur le territoire des communes de BENESSE-MAREMNE et CAPBRETON.

Cette occupation a pour objet de pouvoir occuper temporairement des terrains publics ou privés situés sur le territoire des communes de BENESSE-MAREMNE et CAPBRETON en vue de la création d'une piste de chantier pour les travaux d'élargissement de la barrière de péage de BENESSE-MAREMNE

A cet effet, les personnes mentionnées ci-dessus pourront pénétrer dans les propriétés publiques ou privées, closes ou non closes, à l'exclusion des immeubles à usage d'habitation.

Les références précises des parcelles et des propriétaires concernés par cette opération figurent aux états et aux plans parcellaires annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2

L'occupation temporaire consiste à créer une piste de chantier sur le territoire des communes de BENESSE-MAREMNE et CAPBRETON au PK 49.20, lieu-dits « Miqua » et « Brana » ; celle-ci sera utilisée pour réaliser les travaux préparatoires préalables à l'engagement des travaux d'élargissement proprement dits.

Dans une seconde phase, cette piste permettra un accès secondaire au chantier d'élargissement afin d'éviter le passage des engins de chantier sur la voie publique.

ARTICLE 3

Pour ces travaux, les agents de la société A.S.F. pourront installer des cantonnements avec bâtiments de chantier durant plusieurs mois. Ces travaux pourront éventuellement nécessiter la destruction de cultures ou l'abattage d'arbres. A défaut d'accord amiable sur leur valeur, il sera procédé à une constatation contradictoire dans le cadre de l'état des lieux prévu à l'article 6 du présent arrêté

ARTICLE 4

L'occupation des terrains ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892 précitée.

Ainsi, le présent arrêté devra être affiché dans les mairies désignées à l'article 1 ci-dessus. Il sera notifié, accompagné d'une copie de l'état et du plan parcellaires, par la société A.S.F. aux propriétaires concernés ou, si ceux-ci ne sont pas domiciliés dans la commune, aux fermiers, locataires, gardiens ou régisseurs des propriétés.

Par ailleurs, le présent arrêté restera déposé en mairie, accompagné des plans et états parcellaires correspondants et pourra être consulté par toute personne intéressée.

ARTICLE 5

Après accomplissement des formalités qui précèdent, et à défaut de convention amiable, le représentant de la société A.S.F. notifiera aux propriétaires concernés, par lettre recommandée, préalablement à toute occupation, le jour et l'heure où il compte se rendre sur les lieux ou s'y faire représenter. Il les invitera à s'y trouver ou à s'y faire représenter pour procéder contradictoirement à la constatation de l'état des lieux et il en informera le maire de la commune concernée. Cette notification devra être faite au moins dix jours avant la visite des lieux.

ARTICLE 6

A défaut pour les propriétaires de se faire représenter sur les lieux, le maire de la commune leur désignera d'office un représentant pour opérer contradictoirement avec le représentant de la société concessionnaire.

Le procès-verbal qui sera établi devra fournir les éléments nécessaires pour permettre l'évaluation éventuelle des dommages. Il sera dressé en trois exemplaires, l'un déposé en mairie, les deux autres remis aux parties intéressées.

En cas de refus par le propriétaire de signer le procès-verbal, ou en cas de désaccord sur l'état des lieux, le président du tribunal administratif désignera, à la demande de la société concessionnaire, un expert chargé de dresser d'urgence le procès-verbal.

Les travaux pourront commencer aussitôt après le dépôt de ce procès-verbal ; en cas de désaccord sur l'état des lieux, la partie la plus diligente conserve le droit de saisir le tribunal administratif sans que cette saisine ne puisse faire obstacle au commencement des travaux.

ARTICLE 7

L'indemnité d'occupation sera fixée et réglée conformément aux dispositions de la loi du 29 décembre 1892.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans le délai de 6 mois.

ARTICLE 9

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur de la société A.S.F.- autoroutes du sud de la France – (direction opérationnelle de l'infrastructure ouest Europarc 22 avenue Léonard de Vinci à PESSAC – 33608 -), les maires des communes de BENESSE MAREMNE et CAPBRETON, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes de l'Etat dans le département des Landes et dont copie sera adressée au colonel commandant du groupement de gendarmerie des Landes et au directeur départemental de l'équipement de l'agriculture et de la forêt des Landes.

Fait à Mont de Marsan , le 5 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

ARRETE PREFECTORAL DAGR/BER/2009/345 PORTANT CONVOCATION DES ELECTEURS COMMUNE D'ARTASSENX ELECTION MUNICIPALE PARTIELLE COMPLEMENTAIRE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code électoral, notamment les articles L 252, L253 et L258,

Vu les démissions de messieurs Michel ROUMEGOUS le 25/03/2008, Christian DEMEMES le 26/03/2008 et Jean-Denis BANDIERA le 11 mai 2009,

Vu la demande de madame le maire d'ARTASSENX d'organiser une élection partielle complémentaire pour pallier ces démissions,

Considérant que le conseil municipal doit être complété par trois conseillers,

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Les électrices et les électeurs de la commune d'ARTASSENX sont convoqués le dimanche 5 juillet 2009 en vue d'élire trois conseillers municipaux.

- Le scrutin sera ouvert à 8 h 00 et clos à 18 h 00.

ARTICLE 2

La liste électorale générale et la liste électorale complémentaire pour les élections municipales, arrêtées au 28 février 2009, seront complétées par l'état des rectifications publié cinq jours avant le scrutin.

ARTICLE 3

Tout électeur appartenant à l'une des catégories définies à l'article L.71 du code électoral est admis à voter par procuration.

ARTICLE 4

La campagne électorale sera ouverte à compter du deuxième lundi qui précède la date du scrutin, soit le 22 juin 2009.

ARTICLE 5

Dans le cas où un deuxième tour de scrutin serait nécessaire, il y serait procédé le dimanche 12 juillet 2009.

ARTICLE 6

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes et madame le maire d'ARTASSENX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Mont-de-Marsan, le 15 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

ARRÊTÉ PREFECTORAL PR/DAGR 1^{ER} /2009/N° 343 D'AUTORISATION DE PÉNÉTRER DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE AIRE-SUR-ADOUR, ARBOUCAVE, BAHUS-SOUBIRAN, CASTELNAU-TURSAN, CAZERES-SUR-L'ADOUR, DUHORT-BACHEN, GEAUNE, HONTANX, LACAJUNTE, LUSSAGNET, PAYROS-CAZAUTETS, PECORADE, PHILONDEX, PUYOL-CAZALET, SAINT-LOUBOUER ET URGONS. ARTERE DE BEARN TRANSPORT DE GAZ COMBUSTIBLE PAR CANALISATION - CANALISATION DN 800 LACQ-LUSSAGNET

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 29 décembre 1892 modifiée, article 1^{er} sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics,

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères,

Vu la loi du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et notamment ses articles 8-1 et 35,

Vu la demande présentée par total infrastructures gaz France le 20 mai 2009, en vue de procéder aux études de tracé et au piquetage nécessaires au projet de réalisation de la canalisation de transport de gaz combustible DN 800 LACQ- LUSSAGNET sur des terrains privés situés sur le territoire des communes de AIRE-SUR-ADOUR, ARBOUCAVE, BAHUS-SOUBIRAN, CASTELNAU-TURSAN, CAZERES-SUR-L'ADOUR, DUHORT-BACHEN, GEAUNE, HONTANX, LACAJUNTE, LUSSAGNET, PAYROS-CAZAUTETS, PECORADE, PHILONDEX, PUYOL-CAZALET, SAINT-LOUBOUER et URGONS.

Vu la lettre de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine en date du 3 juin 2009,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées Atlantiques,

ARRETE

ARTICLE 1

Les agents et mandataires de total infrastructures gaz France (TIGF) sont autorisés, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux études de tracé et au piquetage nécessaires au projet de réalisation de la canalisation de transport de gaz combustible DN 800 LACQ- LUSSAGNET.

A cet effet, lorsque les formalités indiquées à l'article 2 ci-après auront été accomplies, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes, sauf à l'intérieur des maisons d'habitation et y effectuer toutes les opérations indispensables à l'étude du projet, à son piquetage et à l'établissement du dossier détaillé.

Les opérations ci-dessus décrites seront effectuées sur le territoire des communes d'AIRE-SUR-ADOUR, ARBOUCAVE, BAHUS-SOUBIRAN, CASTELNAU-TURSAN, CAZERES-SUR-L'ADOUR, DUHORT-BACHEN, GEAUNE, HONTANX, LACAJUNTE, LUSSAGNET, PAYROS-CAZAUTETS, PECORADE, PHILONDEX, PUYOL-CAZALET, SAINT-LOUBOUER et URGONS.

ARTICLE 2

Le début des opérations pourra intervenir au plus tôt dix jours après affichage du présent arrêté à la mairie de chacune des communes concernées.

Chacun des agents ou mandataires chargés des études sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

L'introduction des agents ou mandataires de TIGF, dans les propriétés closes autres que les maisons d'habitation n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892 modifiée, c'est-à-dire 5 jours après notification de l'arrêté aux propriétaires ou en leur absence au gardien de la propriété, ou 5 jours après la notification faite aux propriétaires en la mairie s'il n'y a pas de gardien connu demeurant dans la commune.

Dans ce dernier cas, l'assistance du juge sera nécessaire pour que les agents et mandataires précités puissent entrer si personne ne se présente pour permettre l'accès à la fin du délai de 5 jours.

Il ne pourra pas être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable soit établi sur leur valeur, ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

ARTICLE 3

Le maire, le commissaire de police, la gendarmerie, le garde-champêtre ou forestier, les propriétaires et habitants de chaque commune concernée sont invités à prêter aide et assistance aux personnels effectuant les études ou travaux.

Ces personnels sont tenus de prendre les mesures nécessaires à la conservation des balises, jalons, piquets ou repères établis sur le terrain.

ARTICLE 4

Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés aux propriétaires par le personnel chargé des études seront à la charge de total infrastructures gaz France.

A défaut d'entente amiable, elles doivent être réglées par le tribunal administratif.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa date.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1^{er} dont les maires adresseront immédiatement à la Préfecture un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 7

Messieurs : le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine, les maires des communes d'AIRE-SUR-ADOUR, ARBOUCAVE, BAHUS-SOUBIRAN, CASTELNAU-TURSAN, CAZERES-SUR-L'ADOUR, DUHORT-BACHEN, GEAUNE, HONTANX, LACAJUNTE, LUSSAGNET, PAYROS-CAZAUTETS, PECORADE, PHILONDENX, PUYOL-CAZALET, SAINT-LOUBOUER et URGONS,-le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de MONT DE MARSAN,-le directeur de total infrastructures gaz France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de cet arrêté dont copie leur sera adressée et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Fait à Mont-de-Marsan, le 12 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION**ARRÊTÉ N° 287 PORTANT AUTORISATION PARTIELLE D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE**

Dossier n° 2009/0004

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé La Tabatière 84 Rue Georges Clémenceau 40600 BISCARROSSE présentée par madame Pascale POTIER ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETEARTICLE 1

Madame Pascale POTIER n'est pas autorisée à installer les deux caméras situées à l'extérieur de son commerce ; celles-ci étant susceptibles de filmer la voie publique.

Pour les deux autres caméras situées à l'intérieur de son commerce, madame Pascale POTIER est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0004.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (contrôle des caisses).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

Mme le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités publiques

direction des libertés publique et des affaires juridiques

sous direction des libertés publiques et de la police administrative

11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif de Pau.

ARTICLE 11

L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

ARTICLE 12

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 13

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à madame Pascale POTIER, 84 rue Georges Clémenceau 40600 BISCARROSSE.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009
Pour le préfet, le secrétaire général,
Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0007

ARRÊTÉ N° 261 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE IDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CAMPEOLE LE LAC 526 rue du Pinton 40460 SANGUINET présentée par monsieur Stéphane GRASSET ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Stéphane GRASSET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0007 à savoir :

4 caméras fixes extérieures

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Monsieur Stéphane GRASSET , 526 rue du Pinton 40460 SANGUINET.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0008

ARRÊTÉ N° 288 PORTANT AUTORISATION PARTIELLE D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé BAR LA RHUMERIE Place Saint Roch 40000 MONT DE MARSAN présentée par Monsieur Pierre DUBOSCQ ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETEARTICLE 1

Monsieur Pierre DUBOSCQ n'est pas autorisé à installer la caméra située à l'extérieur de son commerce ; celle-ci étant susceptible de filmer la voie publique.

Pour les cinq autres caméras situées à l'intérieur de son commerce, monsieur Pierre DUBOSCQ est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0008.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, protection incendie/accidents, prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

Mme le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités publiques

direction des libertés publique et des affaires juridiques

sous direction des libertés publiques et de la police administrative

11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif de Pau.

ARTICLE 11

L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

ARTICLE 12

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 13

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Pierre DUBOSCQ, 13 place Saint Roch 40000 MONT DE MARSAN.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0009

ARRÊTÉ N° 273 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SAS KAT Le Grand Mail 40990 SAINT PAUL LES DAX présentée par monsieur Alain DUPERE ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Alain DUPERE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0009, à savoir :

19 caméras intérieures

1 enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, protection incendie/accidents, prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (cambriolages, vandalismes).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Alain DUPERE, Le Grand Mail 40990 SAINT PAUL LES DAX .

Mont de Marsan, le 12 mai 2009
Pour le préfet, le secrétaire général,
Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0011

ARRÊTÉ N° 275 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Bar LARRENDART place Richard Feuillet 40440 ONDRES présentée par monsieur Christophe BLANC ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Christophe BLANC est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0011 à savoir :

2 caméras fixes intérieures

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Christophe BLANC, place Richard Feuillet 40440 ONDRES.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0010

ARRÊTÉ N° 274 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CAFE COSY SNC WEST SIDE 156 avenue de la Plage 40600 BISCARROSSE présentée par Monsieur Jan DOKHAN ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Monsieur Jan DOKHAN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0010, à savoir :

6 caméras fixes intérieures

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et,

le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Jan DOKHAN , 156 avenue de la Plage 40600 BISCARROSSE.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0014

ARRÊTÉ N° 276 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SA CASINO MUNICIPAL place de la Liberté 40130 CAPBRETON présentée par Monsieur Bernard GASQUY ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Bernard GASQUY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0014 à savoir :

44 caméras intérieures

2 caméras extérieures
un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Autres (caméras supplémentaires demandées suite à contrôles des courses et jeux).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 28 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Bernard GASQUY, place de la Liberté 40130 CAPBRETON.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0015

ARRÊTÉ N° 277 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi

modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL SCJE Aire de Labenne OUEST A 63 40530 LABENNE présentée par Monsieur Sylvain ROUSSEAU ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Sylvain ROUSSEAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0015, à savoir :

4 caméras intérieures

1 caméra extérieure

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, protection incendie/accidents, prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de

sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Sylvain ROUSSEAU, Aire de Labenne Ouest A63 40530 LABENNE.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0016

ARRÊTÉ N° 278 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL SCJE Aire de Labenne Est A 63 40530 LABENNE présentée par Monsieur Sylvain ROUSSEAU ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Sylvain ROUSSEAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0016 à savoir :

4 caméras intérieures

1 caméra extérieure

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou

de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Sylvain ROUSSEAU, Aire de Labenne Est A63 40530 LABENNE.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0017

ARRÊTÉ N° 279 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé TABAC PRESSE LOTO place du Pont 40300 PEYREHORADE présentée par Madame Christelle LESCOULIER ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Madame Christelle LESCOULIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0017 à savoir :

6 caméras intérieures

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut

exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à madame Christelle LESCOULIER, place du Pont 40300 PEYREHORADE.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0018

ARRÊTÉ N° 280 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL LONDEIX JULIEN D'ORCEL centre commercial carrefour avenue du Maréchal Juin 40000 MONT DE MARSAN présentée par Madame Annick LONDEIX ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Madame Annick LONDEIX est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0018 à savoir :

4 caméras intérieures

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, protection incendie/accidents, prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Madame Annick LONDEIX , centre commercial carrefour avenue Maréchal Juin 40000 MONT DE MARSAN.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0019

ARRÊTÉ N° 281 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé EURL GOULAZE 15 route de Dax 40230 SAINT GEOURS DE MAREMNE présentée par Madame Rosa GOULAZE ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Madame Rosa GOULAZE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0019 à savoir :

1 caméra intérieure

2 caméras extérieures

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier

1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à madame Rosa GOULAZE, 15 route de Dax 40230 SAINT GEOURS DE MAREMNE.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0020

ARRÊTÉ N° 282 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SOCIETE GENERALE 340 avenue du 14 juillet 40600 BISCARROSSE présentée par Jean MESLE ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 30 avril 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Jean MESLE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0020 à savoir :

1 caméra intérieure

un enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation

ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Jean MESLE, 340 avenue du 14 juillet 40600 BISCARROSSE.

Mont de Marsan, le 12 mai 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0022

ARRÊTÉ N° 327 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL LES 2 POTES WHY NOT 28 Rue Saint Pierre 40100 DAX présentée par monsieur Frédéric THEUX ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 04 juin 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Frédéric THEUX est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0022 à savoir :

3 caméras intérieures

1 enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Frédéric THEUX, 55 Route de Tercis 40100 DAX.

Mont de Marsan, le 8 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0023

ARRÊTÉ N° 328 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé AQUIPYRDIS route de Tosse 40140 SOUSTONS présentée par monsieur Jean-Marc LENORMAND ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 04 juin 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Jean-Marc LENORMAND est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0023 à savoir :

12 caméras intérieures

5 caméras extérieures

1 enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, protection incendie/accidents, prévention des atteintes aux biens, lutte contre la démarque inconnue, autres (cambriolage et vandalisme).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une

nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Jean-Marc LENORMAND, route de Tosse 40140 SOUSTONS.

Mont de Marsan, le 8 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0024

ARRÊTÉ N° 329 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CHALOSSE DISTRIB 520 avenue Jean Jaures 40380 MONTFORT EN CHALOSSE présentée par monsieur Christophe ROGIER ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 04 juin 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Christophe ROGIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0024 à savoir :

9 caméras intérieures

1 caméra extérieure

1 enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, protection incendie/accidents, prévention des atteintes aux biens, lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et

les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Christophe ROGIER, 520 Avenue Jean Jaures 40380 MONTFORT EN CHALOSSE.

Mont de Marsan, le 8 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0025

ARRÊTÉ N° 330 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SAS CASINO DE MIMIZAN 3 Bis rue du Casino 40200 MIMIZAN présentée par monsieur Gérard SANZ Y LASALDE ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 04 juin 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Gérard SANZ Y LASALDE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0025 à savoir :

23 caméras intérieures

1 caméra extérieure

1 enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du

droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Gérard SANZ Y LASALDE, 3 Bis rue du Casino 40200 MIMIZAN.

Mont de Marsan, le 8 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0029

ARRÊTÉ N° 331 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé EURL VA 40D 22 rue Saint-Vincent 40100 DAX présentée par monsieur Jean-Luc BASTIEN ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 04 juin 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Monsieur Jean-Luc BASTIEN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0029 à savoir :

4 caméras intérieures

1 enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur Jean-Luc BASTIEN, 22 rue Saint-Vincent 40100 DAX.

Mont de Marsan, le 8 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Dossier n° 2009/0030

ARRÊTÉ N° 332 PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

Vu les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

Vu la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

Vu la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé DECONS S.A. Z.I. Ambroise 2 40390

SAINT MARTIN DE SEIGNANX présentée par monsieur David DECONS ;

Vu le rapport établi par le référent sûreté ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de vidéosurveillance en sa séance du 4 juin 2009 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Monsieur David DECONS est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0030 à savoir :

2 caméras extérieures

1 enregistreur numérique

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

ARTICLE 3

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 5

Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

ARTICLE 8

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

ARTICLE 9

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles

elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

ARTICLE 10

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture .

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur David DECONS, 1701 route de Soulac 33290 LE PIAN MEDOC.

Mont de Marsan, le 8 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

ARRÊTÉ PR/DAGR/2009/ N° 363 FIXANT LES HEURES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES DÉBITS DE BOISSONS, RESTAURANTS, DISCOTHÈQUES ET ÉTABLISSEMENTS DIVERS DE SPECTACLES OUVERTS AU PUBLIC

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212 -1, L 2212-2 et L. 2215-1 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 59-28 du 5 janvier 1959 réglementant l'accès des mineurs à certains établissements et l'arrêté interministériel du 17 juillet 1959 pris pour son application ;

Vu le décret n° 1143 du 15 décembre 1998 relatif aux établissements diffusant à titre habituel de la musique amplifiée ainsi que l'arrêté du 15 décembre 1998 relatif aux conditions et aux méthodes de mesurage des niveau sonores ;

Vu le décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 600 du 29 septembre 1994 et n° 214 du 24 mars 1998 fixant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons, restaurants, discothèques et établissements divers de spectacles ouverts au public,

Vu l'arrêté préfectoral n° 381 du 30 mai 2008 fixant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons à l'occasion des fêtes communales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 106 du 4 mars 2009 fixant les périmètres de protection pour l'implantation de débits de boissons à proximité des établissements publics et édifices protégés ;

Considérant la nécessité de prévenir l'ivresse sur la voie et le domaine public communal ;

Considérant la nécessité de prévenir l'ivresse des mineurs ;

Considérant la nécessité de prévenir les accidents de la route dans le cadre de la sécurité routière ;

Considérant les risques accrus d'atteintes aux biens et aux personnes en raison d'une consommation excessive de boissons alcoolisées ;

Considérant que des mesures de prévention renforcées doivent être prescrites en matière de vente de boissons alcoolisées dans les lieux ouverts au public, aux heures tardives de la nuit ;

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Dans tout le département, les cafés, brasseries, bars, comptoirs et autres débits de boissons à consommer sur place, y compris les débits attachés à des cercles privés et les établissements ouverts au public, tels que restaurants, salles de danse, de spectacles et de jeux, ne pourront pas être ouverts avant 6 heures du matin.

ARTICLE 2

Ces établissements ainsi que les bals pourront rester ouverts pour toutes les communes du département jusqu'à 2 heures du matin toute l'année.

ARTICLE 3

Ces mêmes établissements pourront rester ouverts toute la nuit à l'occasion de :

NOEL : nuit du 24 au 25 Décembre,

JOUR de l'AN nuit du 31 Décembre au 1er janvier,

FETE de la MUSIQUE nuit du 21 au 22 juin,

14 JUILLET nuit du 13 au 14 Juillet ou du 14 au 15 Juillet selon la date de commémoration retenue par les maires

ARTICLE 4

a) A l'occasion de la fête locale ou patronale ou foire locale annuelle de chaque commune, une dérogation d'ouverture pourra être accordée par le maire jusqu'à 4 heures du matin bénéficiant à tous les établissements, permanents ou temporaires, visés à l'article 1^{er} et situés sur le territoire de la commune, autorisés dans les conditions prévues aux articles L3334-1 et L3334-2 du

code de la santé publique ; la réouverture de ces établissements ne pourra intervenir qu'à partir de 6 heures du matin, laissant une plage de 2 heures entre la fermeture et la réouverture.

Conformément à la jurisprudence administrative les maires concernés pourront à l'occasion de leurs fêtes locales ou patronales annuelles prendre des dispositions plus restrictives en matière de fermeture et de réouverture des débits de boissons si les nécessités de l'ordre, de la salubrité et de la tranquillité l'exigent.

b) A l'occasion d'assemblées d'associations et de réunions à caractère privé, telles que noces et banquets, le maire pourra également - à titre exceptionnel - autoriser le ou les débits de boissons concernés qui accueillent, à titre principal, ces manifestations - et pour les seules personnes participantes et invitées qui s'y trouvent - à dépasser l'heure réglementaire de fermeture à condition que l'enseigne soit éteinte à 2 heures du matin.

c) Enfin, en dehors de ces occasions les maires pourront - à titre exceptionnel - prolonger d'une heure - de 2 heures à 3 heures du matin - l'ouverture des débits de boissons sur l'ensemble du territoire de leur commune par dérogation à l'article 2 susvisé, 12 fois par an, l'utilisation de ce quota de 12 jours étant répartie librement sur l'année par le maire.

d) Dans tous les cas, les maires en aviseront préalablement, et suffisamment à l'avance, les services de police ou de gendarmerie concernés.

ARTICLE 5

Par dérogation aux dispositions d'ordre général fixées par les articles précédents, les débits de boissons entrant dans les catégories suivantes :

1°/ Etablissements appelés "discothèques",

2°/ Restaurants attenants aux discothèques dans les conditions susvisées uniquement pour les clients de la discothèque, avec fermeture à 2 heures à tout autre public,

pourront être individuellement autorisés par décision préfectorale à rester ouverts :

- durant la période hivernale, du 1er octobre au 30 avril de chaque année, jusqu'à 4 heures du matin les jours de semaine et jusqu'à 5 heures du matin les nuits du vendredi au samedi, du samedi au dimanche et veilles de fêtes légales,

- durant la période estivale du 1er mai au 30 septembre de chaque année, les établissements susvisés, titulaires d'une telle autorisation préfectorale, pourront être maintenus ouverts tous les jours jusqu'à 5 heures du matin.

sous réserve d'avoir préalablement signé avec l'Etat, représenté par le Préfet, une convention engageant le gérant dans un partenariat en faveur de la lutte contre l'insécurité routière et contre l'alcool au volant.

ARTICLE 6

Les établissements produisant régulièrement des spectacles pour lesquels l'exploitant est titulaire de la licence d'entrepreneur de spectacles de 5^{ème} catégorie (cabarets, pianos-bars, cafés-théâtres.) pourront être individuellement autorisés à rester ouverts, par décision préfectorale tous les jours jusqu'à 3 heures du matin.

ARTICLE 7

De même les bowlings pourront être individuellement autorisés à rester ouverts, par décision préfectorale, tous les jours jusqu'à 3 heures du matin.

ARTICLE 8

Les autorisations visées aux articles 5, 6 et 7 seront sollicitées auprès du préfet, sur demande écrite motivée qui devra comprendre :

- photocopie d'une pièce d'identité

- le procès verbal de la commission de sécurité,

- un extrait du registre du commerce datant de moins de trois mois,

- une étude d'impact acoustique effectuée par un acousticien agréé conforme au décret du 15 décembre 1998 susvisé.

- un exemplaire de la convention d'engagement passée avec l'Etat, visée à l'article 5 du présent arrêté .

Le préfet pourra accorder ces autorisations après avis du maire, des services de police ou de gendarmerie et de la direction départementales des affaires sanitaires et sociales.

Elles seront délivrées à titre individuel à l'exploitant, pour une durée maximale d'un an, renouvelable sur nouvelle demande.

Elles auront un caractère précaire et pourront être révoquées à tout moment, pour des motifs d'ordre public ou à la suite de faits constatés comme contrevenants aux dispositions du code de la santé publique, aux réglementations évoquées dans le présent arrêté, et plus particulièrement dans ses articles 11, 12 et 13, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations.

ARTICLE 9

Les établissements visés aux articles 5, 6 et 7 qui auront obtenu une dérogation préfectorale de fermeture tardive, ne pourront ouvrir qu'à partir de midi.

ARTICLE 10

Une affiche placée en permanence dans chaque établissement précisera les heures réglementaires d'ouverture et de fermeture.

ARTICLE 11

Il est interdit à tout débitant ou tenancier de conserver des clients dans son établissement après l'heure légale de fermeture.

ARTICLE 12

L'activité des établissements précités devra respecter la réglementation en vigueur relative au bruit de voisinage, celle de sécurité des établissements recevant du public et les règles d'hygiène en vigueur.

ARTICLE 13

Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté, du code de la santé publique, de la réglementation de sécurité des établissements recevant du public, de l'hygiène publique, de celle relative aux bruits de voisinage et de toute autre relative aux établissements visés aux articles 1, 5, 6, 7 et 12, seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et

règlements en vigueur.

En cas d'infraction aux lois et règlements relatifs à ces établissements ou en vue de préserver l'ordre, la sécurité, la santé et la moralité publiques, il pourra être fait application des articles L 3332-15 et L.3332-16 du Code de la santé Publique relatifs aux fermetures administratives temporaires susceptibles d'être prononcées par l'autorité préfectorale ou ministérielle.

ARTICLE 14

Le présent arrêté abroge et remplace ceux des 29 septembre 1994, 24 mars 1998 et 30 mai 2008.

ARTICLE 15

MM. le secrétaire général de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie des Landes, les maires du département et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, publié et affiché dans chaque commune.

Mont-de-Marsan, le 29 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARRÊTÉ DÉCLARANT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT LES TRAVAUX DE DÉSENCOMBREMENT DU LIT DE LA MIDOUZE DE LA STEP DE JOUANAS À MONT-DE-MARSAN À LA PASSERELLE DU RETJONS À TARTAS SUITE À LA TEMPÊTE ET AUX CRUES DU 24 JANVIER 2009 ENTREPRIS PAR LE SIVU DES BERGES DE LA MIDOUZE ET CONSTITUANT RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION POUR LES-DITS TRAVAUX

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-7, L.214-1 et suivants, L.215-19, R.214-88 à R.214-104

Vu les articles L.151-36 à L.151-40 et R.151-40 à 49 du code rural,

Vu la délibération du SIVU des berges de la Midouze du 15 avril 2009 sollicitant la déclaration d'intérêt général des travaux d'urgence du lit de la Midouze de la STEP de Jouanas à Mont-de-Marsan à la passerelle du Retjons à Tartas,

VU les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne,

Vu le dossier déposé au titre des articles L. 214-3 et L.211-7 du code de l'environnement considéré complet en date du 22 avril 2009, présenté par le SIVU des berges de la Midouze représenté par monsieur le président LARRAT Xavier, enregistré sous le n° 40-2009-00139 et relatif à : Travaux de désencombrement du lit de la Midouze entre Mont-de-Marsan et Tartas

Considérant la nécessité d'obtenir une déclaration d'intérêt général pour que le SIVU des berges de la Midouze puisse intervenir sur la Midouze,

Considérant la nécessité d'intervenir rapidement pour dégager les embâcles afin d'éviter des inondations,

Considérant qu'aucune expropriation ne sera réalisée,

Considérant que les propriétaires riverains ne participeront pas financièrement aux travaux,

Considérant les mesures envisagées pour protéger le milieu,

Considérant les remarques émises par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral envoyé conformément à l'article R.214-94,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Sont déclarés d'intérêt général et d'urgence au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement les travaux de désencombrement du lit de la Midouze de la STEP de Jouanas à Mont-de-Marsan à la passerelle du Retjons à Tartas présentés par le SIVU des berges de la Midouze, tels que définis à l'article 3 du présent arrêté, l'ensemble de ces travaux devant être réalisés aux conditions des articles 4 et suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2

Il est donné récépissé de déclaration au SIVU des berges de la Midouze pour les travaux de désencombrement du lit de la Midouze dont la réalisation est prévue sur les communes de Campagne, Campet-Lamolère, Carcarès-Sainte-Croix, Carcen-Ponson, Meilhan, Mont-de-Marsan, Saint-Martin d'Oney, Saint-Perdon, Saint-Pierre-du-Mont, Saint-Yaguen et Tartas. Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

ARTICLE 3

Les travaux consistent à :

- Enlever et évacuer les embâcles et chablis .
- Broyer les rémanents
- traiter les souches : les souches partiellement déracinées des arbres extraits en berge seront recalées si possible sur leur emplacement d'origine en s'assurant de leur ancrage afin d'éviter tout risque de déchaussement.

L'extraction des arbres dans le lit mineur se fera sans causer de dommage aux berges.

ARTICLE 4

Les travaux sont réalisés par une entreprise spécialisée, compétente en matière de restauration et d'entretien de rivière. Ils doivent être conformes aux règles de l'art, et respecter la nécessaire préservation du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques et de l'ensemble des usages existants sur ces rivières. Durant les travaux de déblaiement des bois dans le lit mineur, une attention particulière sera notamment portée au substrat dans les secteurs de radiers constituant des zones de frayères potentielles.

ARTICLE 5

Pendant la durée des travaux, le permissionnaire veille à ne pas interrompre l'écoulement des eaux. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide afin d'assurer le repli des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude. Les confluences des ruisseaux et des annexes inondables seront déblayées de façon à assurer leur communication avec le cours d'eau après travaux.

ARTICLE 6

Pendant la durée des travaux, tout apport aux milieux aquatiques de polluant, immédiat ou différé, est proscrit. Le permissionnaire prévoit notamment :

- la délimitation d'aires de parages imperméabilisées comprenant une zone de stockage des hydrocarbures (équipée de bassins de rétention), le recueil des eaux de ruissellement et le traitement de ces eaux (bassin de décantation pouvant s'il y a lieu être obturé) avant rejet au milieu naturel,
- le ravitaillement, l'entretien et la réparation des engins de chantier exclusivement sur ces aires de parage.

ARTICLE 7

Les bois abattus en berges ou récupérés dans le lit mineur sont débités et stockés. Leur stockage est réalisé de préférence sur des zones peu exposées aux risques de crues. Aussitôt après l'achèvement des travaux , le permissionnaire enlève les stocks de bois résiduels ainsi que tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister en berges.

ARTICLE 8

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le permissionnaire doit immédiatement interrompre les travaux, intervenir sur l'origine de l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux, et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face.

ARTICLE 9

Pendant la durée des travaux, les propriétaires de chemins d'accès sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux.

Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs ainsi que les cours et les jardins attenant aux habitations sont exemptés de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.

L'accès au chemin de halage est interdit au public pendant la durée des travaux. Le permissionnaire se charge de la publicité de cet interdit.

ARTICLE 10

Les travaux débutent à partir du 1^{er} juillet 2009 pour une durée de neuf mois. Cette décision deviendra caduque si les travaux

n'ont pas fait l'objet d'un commencement avant le 31 août 2009.

ARTICLE 11

Le SIVU des berges de la Midouze prévient le Service Police de l'Eau ainsi que le Service départemental de l'ONEMA du début et de fin des opérations.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes. Une ampliation sera adressée aux maires de Campagne, Campet-Lamolère, Carcarès-Sainte-Croix, Carcen-Ponson, Meilhan, Mont-de-Marsan, Saint-Martin d'Oney, Saint-Perdon, Saint-Pierre-du-Mont, Saint-Yaguen et Tartas qui procéderont à l'affichage un mois avant et pendant la durée des travaux prévus.

ARTICLE 13

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes, monsieur le président du SIVU des berges de la Midouze, mesdames et messieurs les maires de Campagne, Campet-Lamolère, Carcarès-Sainte-Croix, Carcen-Ponson, Meilhan, Mont-de-Marsan, Saint-Martin d'Oney, Saint-Perdon, Saint-Pierre-du-Mont, Saint-Yaguen et Tartas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 2 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARRÊTÉ DÉCLARANT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT LES TRAVAUX DE DÉSENCOMBREMENT DES LITS DE L'ADOUR, DES GAVES RÉUNIS, DU GAVE DE PAU ET DU GAVE D'OLORON SUITE À LA TEMPÊTE ET AUX CRUES DU 24 JANVIER 2009 ENTREPRIS PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BAS ADOUR ET CONSTITUANT RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION POUR LES-DITS TRAVAUX

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-7, L.214-1 et suivants, L.215-19, R.214-88 à R.214-104

Vu les articles L.151-36 à L.151-40 et R.151-40 à 49 du code rural,

Vu la délibération du SYNDICAT INTERCOMMUNAL du Bas Adour du 4 mars 2009 sollicitant la déclaration d'intérêt général des travaux d'urgence des lits de l'Adour, des Gaves réunis, du Gave de Pau et du Gave d'Oloron,

Vu les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne,

Vu le dossier déposé au titre des articles L. 214-3 et L.211-7 du code de l'environnement considéré complet en date du 19 mai 2009, présenté par le Syndicat Intercommunal du Bas Adour représenté par monsieur le président CASTERRA Jean-Louis, enregistré sous le n° 40-2009-00075 et relatif à : Travaux de désencombrement des lits de l'Adour, des Gaves réunis, du Gave de Pau et du Gave d'Oloron

Considérant la nécessité d'obtenir une déclaration d'intérêt général pour que le syndicat intercommunal du Bas Adour puisse intervenir sur l'Adour, les Gaves réunis, le Gave de Pau et le Gave d'Oloron ,

Considérant la nécessité d'intervenir rapidement pour dégager les embâcles afin d'éviter des inondations,

Considérant qu'aucune expropriation ne sera réalisée,

Considérant que les propriétaires riverains ne participeront pas financièrement aux travaux,

Considérant les mesures envisagées pour protéger le milieu,

Considérant les remarques émises par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral envoyé conformément à l'article R.214-94, Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

Sont déclarés d'intérêt général et d'urgence au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement les travaux de désencombrement des lits de l'Adour, des Gaves réunis, du Gave de Pau et du Gave d'Oloron présentés par le Syndicat Intercommunal du Bas Adour, tels que définis à l'article 3 du présent arrêté, l'ensemble de ces travaux devant être réalisés aux conditions des articles 4 et suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2

Il est donné récépissé de déclaration au syndicat intercommunal du Bas Adour pour les travaux de désencombrement des lits de l'Adour, des Gaves réunis, du Gave de Pau et du Gave d'Oloron dont la réalisation est prévue sur les communes de Angoumé, Cauneille, Dax, Habas, Hastingues, Josse, Labatut, Méès, Orist, Orthevielle, Pey, Peyrehorade, Port-de-Lanne, Orthevielle, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Barthélemy, Saint-Cricq-du-Gave, Saint-Etienne d'Orthe, Saint-Geours-de-Maremne, Saint-Jean-de-Marsacq, Saint-Laurent-de-Gosse, Saint-Martin-de-Hinx, Saint-Martin-de-Seignanx, Saint-Vincent-de-Paul, Sainte-Marie-de-Gosse, Saubusse, Siest, Sorde-l'Abbaye, Tarnos, Tercis-les-Bains.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

ARTICLE 3

Les travaux consistent à :

- Enlever et évacuer les embâcles et chablis .

- Broyer les rémanents

- traiter les souches : les souches partiellement déracinées des arbres extraits en berge seront recalées si possible sur leur emplacement d'origine en s'assurant de leur ancrage afin d'éviter tout risque de déchaussement.

L'extraction des arbres dans le lit mineur se fera sans causer de dommage aux berges.

Un passage provisoire sera mis en place à Sorde-l'Abbaye conformément au plan ci-joint.

ARTICLE 4

Les travaux sont réalisés par une entreprise spécialisée, compétente en matière de restauration et d'entretien de rivière. Ils doivent être conformes aux règles de l'art, et respecter la nécessaire préservation du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques et de l'ensemble des usages existants sur ces rivières. Durant les travaux de déblaiement des bois dans le lit mineur, une attention particulière sera notamment portée au substrat dans les secteurs de radiers constituant des zones de frayères potentielles.

ARTICLE 5

Pendant la durée des travaux, le permissionnaire veille à ne pas interrompre l'écoulement des eaux. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide afin d'assurer le repli des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude. Les confluences des ruisseaux et des annexes inondables seront déblayées de façon à assurer leur communication avec le cours d'eau après travaux.

ARTICLE 6

Pendant la durée des travaux, tout apport aux milieux aquatiques de polluant, immédiat ou différé, est proscrit. Le permissionnaire prévoit notamment :

- la délimitation d'aires de parcages imperméabilisées comprenant une zone de stockage des hydrocarbures (équipée de bassins de rétention), le recueil des eaux de ruissellement et le traitement de ces eaux (bassin de décantation pouvant s'il y a lieu être obturé) avant rejet au milieu naturel,

- le ravitaillement, l'entretien et la réparation des engins de chantier exclusivement sur ces aires de parcage.

ARTICLE 7

Les bois abattus en berges ou récupérés dans le lit mineur sont débités et stockés. Leur stockage est réalisé de préférence sur des zones peu exposées aux risques de crues. Aussitôt après l'achèvement des travaux , le permissionnaire enlève les stocks de bois résiduels ainsi que tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister en berges.

ARTICLE 8

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le permissionnaire doit immédiatement interrompre les travaux, intervenir sur l'origine de l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux, et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face.

ARTICLE 9

Pendant la durée des travaux, les propriétaires de chemins d'accès sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux.

Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs ainsi que les cours et les jardins attenants aux habitations sont exemptés de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.

ARTICLE 10

Les travaux débutent à partir du 15 juin 2009 pour une durée de 4 mois. Cette décision deviendra caduque si les travaux n'ont

pas fait l'objet d'un commencement avant le 15 août 2009.

ARTICLE 11

Le syndicat intercommunal du Bas Adour prévient le service police de l'eau ainsi que le service départemental de l'ONEMA du début et de fin des opérations.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes. Une ampliation sera adressée aux maires de Angoumé, Cauneille, Dax, Habas, Hastings, Josse, Labatut, Méès, Orist, Orthevielle, Pey, Peyrehorade, Port-de-Lanne, Orthevielle, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Barthélémy, Saint-Cricq-du-Gave, Saint-Etienne d'Orthe, Saint-Geours-de-Maremne, Saint-Jean-de-Marsacq, Saint-Laurent-de-Gosse, Saint-Martin-de-Hinx, Saint-Martin-de-Seignanx, Saint-Vincent-de-Paul, Sainte-Marie-de-Gosse, Saubusse, Siest, Sorde-l'Abbaye, Tarnos, Tercis-les-Bains, qui procéderont à l'affichage un mois avant et pendant la durée des travaux prévus.

ARTICLE 13

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 14

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes, monsieur le président du syndicat intercommunal du Bas Adour, mesdames et messieurs les maires d'Angoumé, Cauneille, Dax, Habas, Hastings, Josse, Labatut, Méès, Orist, Orthevielle, Pey, Peyrehorade, Port-de-Lanne, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Barthélémy, Saint-Cricq-du-Gave, Saint-Etienne d'Orthe, Saint-Geours-de-Maremne, Saint-Jean-de-Marsacq, Saint-Laurent-de-Gosse, Saint-Martin-de-Hinx, Saint-Martin-de-Seignanx, Saint-Vincent-de-Paul, Sainte-Marie-de-Gosse, Saubusse, Siest, Sorde-l'Abbaye, Tarnos, Tercis-les-Bains, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 15 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDASS N° 2009/216 D'AUTORISATION DE TRANSFERT D'OFFICINE DE PHARMACIE LICENCE DE TRANSFERT N° 40 # 000211

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique notamment les articles L 5125-3 à L 5125-18 et R 5125-1 à R 5125-24 ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie,

Vu la demande présentée par monsieur Eric BENTOLILA en vue d'obtenir une licence de transfert d'une officine de pharmacie à Labenne du 67, avenue Charles de Gaulle au 32, avenue Charles de Gaulle, demande déclarée complète à la date du 16 février 2009 ;

Vu l'avis du conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'Aquitaine en date du 16 mars 2009 ;

Vu l'absence d'avis de la chambre syndicale des pharmaciens des Landes sollicitée le 19 février 2009 ;

Vu l'avis de l'union régionale des pharmacies d'Aquitaine en date du 10 mars 2009 ;

Vu l'avis du pharmacien inspecteur régional sur les locaux en date du 26 mai 2009 ;

Considérant que la population municipale de la commune où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 4302 habitants ;

Considérant que la commune où le transfert est projeté dispose d'une seule officine ;

Considérant que l'officine se déplacera d'environ 480 mètres au sein de la commune de Labenne ;

Considérant que l'officine continuera à desservir la même population ;

Considérant qu'ainsi les conditions prévues par les articles L.5125-3 et L 5125-14 du code de la santé publique seront remplies ;

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Eric BENTOLILA est autorisé à transférer son officine de pharmacie au sein de la commune de Labenne du 67, avenue Charles de Gaulle au 32, avenue Charles de Gaulle.

ARTICLE 2

La licence ainsi accordée est enregistrée sous le numéro 40#000211 et se substituera à la licence de l'officine ainsi transférée à la date de début d'exploitation de la nouvelle officine.

ARTICLE 3

Un délai d'un an est accordé à monsieur Eric BENTOLILA pour ouvrir effectivement son officine. Passé ce délai, sauf cas de force majeure constatée par arrêté préfectoral, la présente licence deviendra caduque.

ARTICLE 4

Si pour une raison quelconque l'officine faisant l'objet de la présente licence venait à être fermée définitivement, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers devraient retourner cette licence à la préfecture des Landes où elle serait annulée.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours :

Hierarchique: Ministère de la Santé

DHOS –Bureau 05
14 avenue Duquesne
75350 PARIS 07 SP
Contentieux : tribunal administratif de Pau
50, cours Lyautey
64010 Pau cedex

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes, qui sera notifié à l'intéressé et dont une copie sera adressée au pharmacien inspecteur régional, au président du conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'Aquitaine et aux organismes professionnels.

Fait à Mont de Marsan, le 2 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,
Vincent ROBERTI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN OUVRIER PROFESSIONNEL QUALIFIE

Un poste d'ouvrier professionnel qualifié dans une mission d' « entretien des locaux » sur l'institut médico-éducatif.
Le recrutement sera assuré par voie de concours sur titres ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme de niveau V.

Les candidatures doivent être adressées à :

Madame la directrice du centre départemental de l'enfance

Centre départemental de l'enfance

2, rue de la Jeunesse

40012 Mont-de-Marsan Cedex

Avant le 24 juin 2009

Fait à Mont-de-Marsan, le 25 Mai 2009

La directrice du centre départemental de l'enfance,
C.DEVREESE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN OUVRIER PROFESSIONNEL QUALIFIE

Un poste d'ouvrier professionnel qualifié dans une mission de « confection et réalisation des menus en cuisine » sur l'institut médico-éducatif.

Le recrutement sera assuré par voie de concours sur titres ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme de niveau V.

Les candidatures doivent être adressées à :

Madame la directrice du centre départemental de l'enfance

Centre départemental de l'enfance

2, rue de la Jeunesse

40012 Mont-de-Marsan Cedex

Avant le 24 juin 2009

Fait à Mont-de-Marsan, le 25 Mai 2009

La directrice du centre départemental de l'enfance,
C.DEVREESE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

EXERCICE DE LA PHARMACIE DECLARATION D'EXPLOITATION N° 495 DDASS N° 2009/218

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 4221-1, L 5125-9, L 5125-16 ; L 5125-17

Vu l'arrêté 2004/476 du 15 octobre 2004 portant déclaration d'exploitation n° 429 pour l'officine de pharmacie sise 307 rue René Vielle à EUGENIE LES BAINS (40320) ;

Vu la demande en date du 11 mai 2009, de madame Evelyne DUTHEIL, en qualité de pharmacien en vue d'exploiter en société à responsabilité limitée unipersonnelle, l'officine de pharmacie dénommée « pharmacie les sources » sise 307 rue René Vielle à EUGENIE LES BAINS(40320), précédemment exploitée par madame Evelyne DUTHEIL, en nom propre, sous la licence n° 40#000160 ;

Vu l'acte de cession sous conditions suspensives en date du 17 avril 2009 ;

Vu les statuts de la SARL à caractère unipersonnel, dénommée "pharmacie les sources", en date du 17 avril 2009 ;

Considérant que madame Evelyne DUTHEIL, de nationalité française, justifie :

- être titulaire du diplôme d'état de pharmacie ;

- être inscrite au tableau de l'ordre régional des pharmaciens sous le n° 10871 A en date du 25 mai 2009 ;

Vu la proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

L'article 1 de l'arrêté n° 2004/476 du 15 octobre 2004 est modifié ainsi qu'il suit.

ARTICLE 2

Conformément à l'article L. 5125-16 du code de la santé publique, est enregistrée sous le n° 495 la déclaration d'exploitation de madame Evelyne DUTHEIL, en tant que pharmacien, faisant connaître qu'elle exploitera, à compter du présent arrêté, en société à responsabilité limitée unipersonnelle (SARL Unipersonnelle), l'officine de pharmacie dénommée "pharmacie les sources", sise 307 rue René Vielle à EUGENIE LES BAINS (40320), et ayant fait l'objet de la licence n° 40#000160 en date du 18 décembre 1989.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le pharmacien inspecteur régional et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont-de-Marsan, le 3 juin 2009

P/Le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT 2009 DDASS N° 2009/231

SESSAD Landes Sud Océan des PEP

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 75.534 du 30 juin 1975 modifiée d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 83.25 du 19 janvier 1983 portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale notamment en son article 4 sur le forfait journalier ;

Vu la loi du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 2002.2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi 2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 portant financement de la Sécurité Sociale pour 2008 ;

Vu le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312.1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret précité ;

Vu la lettre du directeur de la caisse nationale de solidarité et de l'autonomie du 13 février 2009 fixant les enveloppes médico-sociales des dépenses autorisées 2009 – et des enveloppes anticipées 2010 et 2011-Eléments de calcul et critères- pour la Région Aquitaine et ses départements ;

Vu la circulaire interministérielle DGAS/5B/DSS/1A/2009/51 du 13 février 2009 relative à la campagne budgétaire 2009 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu l'avis favorable de la visite de conformité en date du 12 mai 2009 portant la capacité du SESSAD des PEP à 30 places à compter du 18 mai 2009,

Vu les propositions budgétaires 2009 présentées;

Vu les propositions de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales présentées dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les recettes et les dépenses du budget de fonctionnement du service d'éducation et de soins à domicile Landes Sud Océan des PEP pour l'exercice 2009 sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	Groupe 1 - Exploitation courante	107615.78	441 092.10
	Groupe 2 – Personnel	266998.19	
	Groupe 3 – Structure	66478.13	
	Déficit N-2	0,00	
Recettes	Groupe 1 - tarification et assimilés dont DGF	441 092.10	441 092.10
	Groupe 2 - autres produits d'exploitation	0,00	
	Groupe 3 - produits financiers	0,00	
	Excédent à intégrer	0,00	

ARTICLE 2

La dotation globale de financement pour le fonctionnement du service d'éducation spéciale et de soins à domicile Landes Sud Océan à St Paul les Dax (n° FINESS 40 000 94 29) est fixée à :

- 441 092.10€

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'AQUITAINE dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur de l'établissement susvisé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont mention sera par ailleurs insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

ARTICLE 5

Notification du présent arrêté sera faite, en outre, à toutes fins utiles à :

- Madame la directrice de la caisse régionale d'assurance maladie d'Aquitaine
- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie des Landes
- Monsieur le directeur de la mutualité sociale agricole des Landes.

Fait à Mont-de-Marsan, le 04 juin 2009

Le préfet,

P/ le préfet et par délégation

P/La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

Le directeur adjoint

Thierry PERRIGAUD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE DDASS N° 2009-222 PORTANT RÉQUISITION D'UN MÉDECIN LIBÉRAL POUR ASSURER UN SERVICE DE GARDE DANS LE CADRE DE LA PERMANENCE DES SOINS MÉDICAUX LIBÉRAUX

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L 4163-7, L 6314-1, R.4127-77 et R.6315-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 16 août 2007 portant fixation d'un cahier des charges de la permanence des soins ;

Vu le courrier du 19 mai 2009 du président du conseil départemental de l'ordre des médecins transmettant le tableau de permanence des médecins généralistes du 1er juin au 30 juin 2009, indiquant les périodes et les secteurs où le tableau de permanence est incomplet et faisant état des consultations et avis tenant lieu de rapport ;

Considérant que le tableau de la permanence des soins ne mentionne aucun médecin volontaire pour la date des 5 juin 2009, 19 juin 2009, 20 juin, 21 juin 2009 sur le secteur d'HAGETMAU-MUGRON ;

Considérant que le docteur Jean BOUCHET est le seul à être non volontaire pour assurer la permanence des soins sur le secteur d'HAGETMAU-MUGRON ;

Considérant que les autres médecins du secteur ne sont pas assez nombreux pour réaliser les astreintes non assurées par le docteur Jean BOUCHET ;

Considérant que le docteur Jean BOUCHET ne fait pas l'objet d'une exemption constatée par le conseil de l'ordre des médecins;

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE**ARTICLE 1**

Le docteur Jean BOUCHET, demeurant 581 rue Carnot à HAGETMAU (40700), est réquisitionné :

- du vendredi 5 juin 2009 à 20 heures au samedi 6 juin 2009 à 8 heures,
- du vendredi 19 juin 2009 à 20 heures au lundi 22 juin 2009 à 8 heures.

afin d'assurer la permanence des soins sur le secteur d'HAGETMAU-MUGRON.

ARTICLE 2

En cas de force majeure, le médecin réquisitionné est tenu de se faire remplacer.

ARTICLE 3

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU.

ARTICLE 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Mont-de-Marsan, le 4 juin 2009

Le préfet,

Etienne GUYOT

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE N° 2009-219 PORTANT APPROBATION DU PLAN BLANC ELARGI DU DÉPARTEMENT DES LANDES**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L3131-1 à L3131-11 et R3131-6 à R3131-10 ;

Vu la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

Vu la loi n°2007-294 du 05 mars 2007 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 18 juillet 2007 portant nomination de M. Etienne GUYOT, préfet, en qualité de préfet des Landes ;

Vu le décret n°2005-1764 du 30 décembre 2005 relatif à l'organisation du système de santé en cas de menace sanitaire grave et modifiant le code de la santé publique ;

Vu la circulaire DHOS/HFD/2002/284 du 03 mai 2002 relative à l'organisation du système hospitalier en cas d'afflux de victimes ;

Vu la circulaire DHOS/CGR/2006/401 du 14 septembre 2006 relative à l'élaboration des plans blancs des établissements de santé et des plans blancs élargis ;

Vu l'avis favorable du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires réuni le 28 mai 2009 ;

Sur proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales.

ARRETE**ARTICLE 1**

Le plan blanc élargi du département des Landes, joint au présent arrêté, est approuvé et entre en vigueur à compter de ce jour ;

ARTICLE 2

Le secrétaire général et le directeur de cabinet de la préfectures des Landes, le sous-préfet de DAX, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, les chefs de services mentionnés dans le présent plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Fait à Mont-de-Marsan, le 05 juin 2009

Le préfet,

Etienne GUYOT

Annexe à consulter sur le site www.landes.pref.gouv.fr

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE N°2009-163**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment les Articles L.6312-1 à L.6312-5, ainsi que les Articles R.6312-1 à R.6315-7 ;

Vu la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 modifiée relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires, et notamment son titre III ;

Vu la loi n°91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social, notamment son article 16 ;

Vu le décret n°95-1093 du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires terrestres prévue par l'Article L.51-6 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

Vu l'arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions demandées aux véhicules et aux installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu la demande en date du 29 janvier 2009 présentée par madame LABAT Nelly, gérante de la S.A.R.L Ambulances du GABARDAN immatriculée R.C.S.Mont de Marsan 509 661 468 – N° de gestion 2009 B 5, en vue d'obtenir les agréments de catégorie I et II accordés jusqu'alors à monsieur DRISSI Hacène, gérant de la S.A.R.L SAINT AUBIN à GABARRET,

Vu le courrier en date du 9 février 2009 présenté par monsieur DRISSI Hacène indiquant désirer céder son entreprise de transports sanitaires à madame LABAT Nelly à compter du 31 mars 2009,
Vu l'avis favorable du sous-comité des transports sanitaires en date du 28 avril 2009,
Sur proposition de madame la directrice départemental des affaires sanitaires et sociales ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral en date du 5 mars 2004 accordant l'agrément à monsieur DRISSI sous le numéro 40.04.01 pour l'accomplissement des transports sanitaires de catégorie I et II est abrogé pour transmission d'activité au 1^{er} avril 2009.

ARTICLE 2

la S.A.R.L ambulances du Gabardan, gérée par madame LABAT Nelly, est agréée sous le numéro 40-09-01 pour exploiter l'implantation sise 130 boulevard Saint Martin, 40310 Gabarret pour les véhicules et personnels figurant en annexe.

Pour l'accomplissement :

- des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- des transports sanitaires de malades blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

ARTICLE 3

L'entreprise devra porter sans délai à la connaissance du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Landes toutes modifications survenues dans l'organisation mentionnée à l'annexe du présent arrêt et en obtenir le visa.

ARTICLE 4

L'entreprise participe au tour de garde départemental fixé chaque année par arrêté préfectoral.

ARTICLE 5

Tout manquement à ces obligations entraînera l'application des sanctions prévues aux articles 6314-4 à 6314-6 du code de la Santé Publique.

ARTICLE 6

les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Pau 50, cours Iyautey 64010 Pau dans le délai franc de deux mois à compter de sa notification

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le médecin inspecteur de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Mont-de-Marsan, le 28 mai 2009

Le préfet

Etienne GUYOT

Annexe à consulter dans le service concerné

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE 2009-164

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment les Articles L.6312-1 à L.6312-5, ainsi que les Articles R.6312-1 à R.6315-7 ;

Vu la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 modifiée relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires, et notamment son titre III ;

Vu la loi n°91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social, notamment son article 16 ;

Vu le décret n°95-1093 du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires terrestres prévue par l'Article L.51-6 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

Vu l'arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions demandées aux véhicules et aux installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu la demande en date du 17 février 2009 présentée par monsieur MOREAU Bernard et madame MOREAU Anne, gérants de la S.A.R.L. A.B Ambulance, en vue d'obtenir les agréments de catégorie I et II accordés jusqu'alors à l'E.U.R.L. Les ARRIGANS sur les sites de Montfort en Chalosse et Pomarez, gérée jusqu'au 31 mars 2009 par madame Bernadette LESCOUTE ;

Vu l'avis favorable du sous-comité des transports sanitaires en date du 28 avril 2009,

Sur proposition de madame la directrice départemental des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral en date du 29 octobre 1998 modifié le 22 mars 2006 accordant l'agrément à l'E.U.R.L. LES ARRIGANS sous le numéro 40-98-116 pour l'accomplissement des transports sanitaires de catégorie I et II est abrogé pour transmission d'activité au 1^{er} mars 2009.

ARTICLE 2

L'entreprise de transports sanitaires "S.A.R.L. A.B Ambulance, immatriculée R.C.S Montpellier n° 479 060 832, gérée par monsieur MOREAU Bernard et madame MOREAU Anne, est agréée sous le numéro 40-09-02 pour exploiter les implantations

sises résidence l'ensoleillée, 40380 Montfort en Chalosse et place des Arènes, 40360 Pomarez, pour les véhicules et personnels figurant en annexe.

Pour l'accomplissement :

- des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- des transports sanitaires de malades blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

ARTICLE 3

L'entreprise devra porter sans délai à la connaissance du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Landes toutes modifications survenues dans l'organisation mentionnée à l'annexe du présent arrêt et en obtenir le visa.

ARTICLE 4

L'entreprise participe au tour de garde départemental fixé chaque année par arrêté préfectoral.

ARTICLE 5

Tout manquement à ces obligations entraînera l'application des sanctions prévues aux articles 6314-4 à 6314-6 du code de la Santé Publique.

ARTICLE 6

les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Pau 50, cours Lyautey 64010 Pau dans le délai franc de deux mois à compter de sa notification

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le médecin inspecteur de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Mont-de-Marsan, le 28 mai 2009

Le préfet

Etienne GUYOT

Annexe à consulter dans le service concerné

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE N° 2009-179

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment les Articles L.6312-1 à L.6312-5, ainsi que les Articles R.6312-1 à R.6315-7 ;

Vu la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 modifiée relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires, et notamment son titre III ;

Vu la loi n°91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social, notamment son article 16 ;

Vu le décret n°95-1093 du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires terrestres prévue par l'Article L.51-6 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

Vu l'arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions demandées aux véhicules et aux installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu la demande en date du 25 mars 2009 présentée par monsieur ALLET Bruno, propriétaire de l'entreprise TBA ambulance transports Bruno ALLET,

Vu l'avis favorable du sous-comité des transports sanitaires en date du 28 avril 2009,

Vu la proposition de madame la directrice départemental des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 2003 modifié le 27 janvier 2004 accordant l'agrément à l'entreprise TBA Ambulance sous le numéro 40-03-130 pour l'accomplissement

- des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente
- des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale

est modifié comme suit :

L'entreprise, implantée précédemment – 1058, avenue de l'Océan-40550 LEON, puis 476 route de Bayonne – 40260 Castets pour une période transitoire, est transférée à compter du 1^{er} mai 2009 à l'adresse suivante : 400 Chemin de Lecoume – 40140 Magesq.

ARTICLE 2

L'entreprise exploite une seule implantation dont les caractéristiques figurent en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3

L'entreprise devra porter sans délai à la connaissance du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Landes toutes modifications survenues dans l'organisation mentionnée à l'annexe du présent arrêt et en obtenir le visa.

ARTICLE 4

L'entreprise participe au tour de garde départemental fixé chaque année par arrêté préfectoral.

ARTICLE 5

Tout manquement à ces obligations entraînera l'application des sanctions prévues aux articles 6314-4 à 6314-6 du code de la Santé Publique.

ARTICLE 6

les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Pau 50, cours Lyautey 64010 Pau dans le délai franc de deux mois à compter de sa notification

ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le médecin inspecteur de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Mont-de-Marsan, le 28 mai 2009

Le préfet

Etienne GUYOT

Annexe à consulter dans le service concerné

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTÉ**

Un concours interne sur titres aura lieu au centre hospitalier de Sarlat (Dordogne), en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste d'infirmier cadre de santé vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature :

- les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de cadre de santé relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques, comptant au 01 janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs des corps précités.

- Les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière, titulaire d'un diplôme d'accès aux corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel infirmier, de rééducation ou de personnel médico-technique.

Le dossier complet de candidature doit être adressé à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Jean Leclaire, BP 139, Le Pouget, 24204 Sarlat Cedex dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Pièces à fournir :

- Lettre de candidature

- Photocopies des diplômes ou certificats, notamment du diplôme de cadre de santé.

- Curriculum vitae établi par le candidat.

Sarlat, le 5 juin 2009

La directrice des ressources humaines,

V. NAVARRI.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE. N° 2009-239 MODIFIANT L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA PERMANENCE DES SOINS MÉDICAUX AMBULATOIRES SUR LE SECTEUR N° 4 DE CAPBRETON-LABENNE DU 1^{ER} JUILLET AU 31 AOÛT 2009**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, articles L 6314-1 et R 6315-1 à R 6315-7 ;

Vu la loi n° 86.11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires terrestres et notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 2003-880 du 15 septembre 2003 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins et aux conditions de participation des médecins à cette permanence et modifiant le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2003-881 du 15 septembre 2003 modifiant l'article 77 du décret n° 95-1000 du 6 septembre 1995 portant code de la déontologie médicale ;

Vu le décret n° 2005-328 du 7 avril 2005 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins et aux conditions de participation des médecins à cette permanence et modifiant le code de la santé publique ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 décembre 2003 relatif au cahier des charges fixant les conditions d'organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-286 en date du 16 août 2006 fixant le cahier des charges du département des Landes relatif à l'organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-173 en date du 14 mai 2009 fixant l'organisation territoriale de la permanence de soins médicaux ambulatoires à compter pour la période du 27 juin au 6 septembre 2009 ;

Vu les propositions du conseil départemental de l'ordre des médecins des Landes en date du 9 juin 2009 ;

Considérant les délais d'intervention, la particularité géographique du département des Landes (notamment l'éloignement entre les communes), l'augmentation de la population durant la période estivale, la localisation des établissements de santé, les secteurs d'astreinte de la permanence des soins et l'évolution des pratiques ;

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-173 en date du 14 mai 2009 est modifié sur le secteur côtier de CAPBRETON-LABENNE (n° 4), conformément à l'annexe I du présent arrêté pour les périodes qui y sont indiquées.

ARTICLE 2

Les secteurs qui ne sont pas cités en annexe I restent inchangés.

ARTICLE 3

En dehors de ces périodes, la sectorisation est définie par l'arrêté n° 2008-679 en date du 11 décembre 2008.

ARTICLE 4

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours hiérarchique auprès de madame la ministre de la santé et des sports,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Mont-de-Marsan, le 11 juin 2009

Le préfet

Etienne GUYOT

Annexe à consulter dans le service concerné

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE N° 2009/233 PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES HOSPITALISATIONS PSYCHIATRIQUES**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment l'article L 3223-2 ;

Vu les articles R 3223-1 à R 3223-10 ; R 1111-5 du code de la santé publique (codification du décret n° 91-951 du 25 septembre 1991 pris pour application des articles L.3222-5 ; L3223-1 et L3223-2 du code la santé publique) : du décret n° 2006-6 du 4 janvier 2006 et du décret n° 2006-904 du 19 juillet 2006

Vu l'article 158 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

Vu la circulaire DGS/SD6C/2005/88 du 14 février 2005 relative à la commission départementale des hospitalisations psychiatriques ;

Vu l'ordonnance du premier président de la cour d'appel de Pau en date du 10 avril 2009

Vu la lettre de monsieur le procureur général près la cour d'appel de Pau en date du 05 mai 2009 ;

Vu la candidature en date du 13 mai 2009 d'un médecin psychiatre ;

Vu la proposition de désignation en date du 16 avril 2009 d'un médecin généraliste par le conseil départemental de l'ordre des médecins ;

Vu la proposition de désignation en date du 15 mars 2009 d'une représentante de l'UNAFAM .

Vu la proposition de désignation en date du 22 avril 2009 d'une représentante de l'ADAPEI des Landes ;

Vu la proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes ,

ARRETEARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° 2006/118 en date du 27 mars 2006 modifié est abrogé.

ARTICLE 2

Siégeront au sein de la commission départementale des hospitalisations psychiatriques :

- Monsieur DOUCHIN, vice-président au tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan, chargé du tribunal d'instance de Mont-de-Marsan ;

- Madame le docteur DUBOURDIEU Maryse – psychiatre au centre hospitalier de Mont-de-Marsan ;

- Monsieur le docteur GAUTIER Philippe, psychiatre, domicilié 1 bis, rue de Berdot – 40100 Dax ;

- Monsieur le docteur PERE-LAHAILLE Serge, médecin généraliste, domicilié 6 et 7 place Saint-Louis – 40000 Mont-de-Marsan ;

- Madame DRIESTADT Edith, représentante de l'UNAFAM, 543 route de Seignosse – 40150 Angresse ;

- Madame FOURCADE Christine, représentante de l'ADAPEI des Landes, route de Monguilhem – 40190 Perquie ;

ARTICLE 3

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

ARTICLE 4

Les membres de la commission sont nommés pour une durée de 3 ans renouvelable.

ARTICLE 5

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le 10 juin 2009
Le préfet,
Etienne GUYOT

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE DDASS N° 2009/240

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 4211-5 ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Vu la demande présentée par la société assistances médicales spécialisées (AMS) 94506 Champigny sur Marne, le 9

décembre 2008 en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Vu l'avis du conseil central de la section D de l'ordre national des pharmaciens en date du 1^{er} avril 2009,

Vu l'avis du pharmacien inspecteur régional en date du 29 mai 2009 ;

Sur proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE:

ARTICLE 1

La société AMS à Champigny sur Marne est autorisée, pour son site de rattachement situé :

ZI la Mountagnotte

91 impasse des rémouleurs

40600 BISCARROSSE CEDEX

à dispenser à domicile l'oxygène à usage médical dans l'aire géographique selon les modalités déclarées dans la demande.

ARTICLE 2

Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration.

ARTICLE 3

Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

ARTICLE 4

Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont-de-Marsan, le 17 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE DDASS 2009/250

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L.4311-1 à L.4314-7 du code de la santé publique relatifs à l'exercice de la profession d'infirmiers ;

Vu le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession

d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008/93 du 22 février 2008, relatif à l'inscription de la société civile professionnelle d'infirmiers

« BALY - BENESSE - MAREAU » à HEUGAS (40), sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou

d'infirmières du département des Landes ;

Vu la demande de la SCP BALY - BENESSE - MAREAU en date du 12 juin 2009 en vue de l'ouverture d'un cabinet

secondaire à compter du 1^{er} septembre 2009 ;

Vu la proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° 2008/93 du 22 février 2008, est modifié comme suit :

Cabinet secondaire

420 rue Bourg

40180 OEYRELUY

Le reste sans changement.

ARTICLE 2

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux au tribunal administratif de Pau -50 Cours Lyautey- 64010 PAU CEDEX.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 18 juin 2009

Pour le préfet des Landes,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE DDASS 2009/249**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L.4311-1 à L.4314-7 du code de la santé publique relatifs à l'exercice de la profession d'infirmiers ;

Vu le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession

d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/434 du 29 septembre 2005, relatif à l'inscription de la société civile professionnelle d'infirmiers

« DUFRANC-RUBIO, HOUTMAN, CALMETTES » à MONT DE MARSAN (40), sur la liste des sociétés civiles

professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières du département des Landes ;

Vu la demande en date du 12 juin 2009 de madame Angélique ALVES ;

Vu les statuts mis à jour en date du 8 juin 2009 de la SCP « Claudie DUFRANC-RUBIO, Brigitte HOUTMAN, Angélique ALVES » ;

Vu la proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETEARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° 2005/434 du 29 septembre 2005, est modifié comme suit :

ASSOCIÉS :

En moins : Madame Christine CALMETTES BERNADET , titulaire du diplôme d'état d'infirmière délivré par la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Toulouse le 18 décembre 1995 et enregistré sous le n° 40 65 3293 7 le 14 février 2005.

En plus :

Madame Angélique ALVES, titulaire du diplôme d'Etat d'Infirmière délivré par la direction régionale des affaires sanitaires et sociale de BORDEAUX, le 19 avril 2005 et enregistré sous le numéro 40 65 3410 le 12 août 2005.

La S.C.P. porte donc désormais le nom suivant :

« Société civile professionnelle d'infirmières

Claudie DUFRANC-RUBIO – Brigitte HOUTMAN – Angélique ALVES »

à compter du 1^{er} juillet 2009.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux au tribunal administratif de Pau -50 Cours Lyautey- 64010 PAU CEDEX.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont de Marsan, le 18 juin 2009

Pour le préfet des Landes,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRÊTÉ N° 2009/265 EXERCICE DE LA PHARMACIE DECLARATION D'EXPLOITATION N° 497**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 4221.1, L 5125.9, L 5125.16 ;

Vu la demande de monsieur Eric BENTOLILA, pharmacien, en vue d'être autorisé à exploiter après transfert une officine de pharmacie sise, 32 avenue Charles de Gaulle – R N 10 à Labenne (40530) à compter du 12 octobre 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/216 en date du 2 juin 2009 ;

Considérant que monsieur Eric BENTOLILA, de nationalité française, justifie :

- être titulaire du diplôme d'état de pharmacie ;

- être inscrit au tableau de l'ordre régional des pharmaciens sous le numéro 82410 A ;

Vu la proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE**ARTICLE 1**

Conformément à l'article L 5125.16 du code de la santé publique, la déclaration d'exploitation de monsieur Eric BENTOLILA, pour l'officine de pharmacie sise 32 avenue Charles de Gaulle à Labenne (40530), est enregistrée sous le n° 496, après obtention de la licence de transfert n° 40#000211 du 2 juin 2009.

ARTICLE 2

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le pharmacien inspecteur régional et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont-de-Marsan, le 29 juin 2009

P/Le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**ARRETE N° 2009/264 EXERCICE DE LA PHARMACIE DECLARATION D'EXPLOITATION N° 496**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 4221-1, L 5125-9, L 5125-16 ; L 5125-17

Vu l'arrêté 2005/151 du 28 avril 2009 portant déclaration d'exploitation n° 492 pour l'officine de pharmacie sise Lotissement des Merles -74 avenue Salvador Allende à TARNOS (40220) ;

Vu la demande de la SARL Pharmathèque en date du 17 juin 2009 mandatée par mademoiselle LAFLAQUIERE, en qualité de pharmacien, repoussant la date d'exploitation au 15 juin 2009 en vue d'exploiter en SNC, l'officine de pharmacie dénommée « pharmacie des platanes » sise lotissement des Merles -74 avenue Salvador Allende à Tarnos (40220), précédemment exploitée par madame Aurélia DANDRIEU-HONTABAT et mademoiselle Anne LISSONDE, en société en nom collectif (SNC), sous la licence n° 40#000123 ;

Vu l'acte de cession définitif en date du 15 juin 2009 ;

Vu la proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE**ARTICLE 1**

L'article 1 de l'arrêté n° 2009/151 du 28 avril 2009 est modifié ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2

Conformément à l'article L. 5125-16 du code de la santé publique, est enregistrée sous le n° 496 la déclaration d'exploitation de madame Aurélia DANDRIEU-HONTABAT en tant que pharmacien et mademoiselle Emma LAFLAQUIERE, en tant que pharmacien, faisant connaître qu'elles exploiteront, à compter du 15 juin 2009, en société en nom collectif (SNC), l'officine de pharmacie dénommée "pharmacie les platanes", sise Lotissement les Merles – 74 avenue Salvador Allende à Tarnos (40220), et ayant fait l'objet de la licence n° 40#000123 en date du 10 mai 1976.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le pharmacien inspecteur régional et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Mont-de-Marsan, le 29 juin 2009

P/Le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

Colette PERRIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**ARRÊTÉ DDEA/SRS/PRD/2009 N°57 APPROUVANT LE PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE INONDATION (P.P.R.I.) SUR LES COMMUNES DE GOUSSE ET SAINT JEAN DE LIER**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9, R 562-1 à 562-10,

Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

Vu le SDAGE Adour Garonne approuvé le 6 Août 1996,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2004 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques inondation (P.P.R.I.) sur les communes de Gousse et Saint Jean de Lier,

Vu le bilan de la concertation établie préalablement à l'enquête publique,

Vu les observations formulées lors de l'enquête publique prescrite par arrêtés préfectoraux en date du 29 septembre 2008 et du 20 octobre 2008, le rapport d'enquête publique, les conclusions motivées et l'avis défavorable du commissaire enquêteur en date du 15 janvier 2009,

Vu l'avis de la communauté de communes du canton de Montfort en date du 01 octobre 2008,

Vu l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété forestière,

Vu l'avis de la chambre d'agriculture des Landes en date du 21 mars 2008,
 Vu les délibérations municipales de la commune de Gousse en date du 21 février 2008 et du 23 octobre 2008, donnant des avis défavorable sur le projet de PPRI,
 Vu les délibérations municipales de la commune de Saint Jean de Lier en date du 28 mars 2008 et du 7 novembre 2008, donnant l'une un avis défavorable et l'autre un avis réservé sur le projet de PPRI,
 Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes,

ARRÊTE :

ARTICLE 1

Le plan de prévention des risques inondation des communes de Gousse et Saint Jean de Lier est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera notifié à :

Madame le maire de Gousse,

Monsieur le maire de Saint Jean de Lier,

Madame la présidente de la communauté de communes du canton de Montfort,

ARTICLE 3

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des Services de l'Etat dans le département des Landes et fera l'objet d'une publicité dans un journal local diffusé dans le département en vue d'informer les populations.

L'arrêté sera affiché en mairie des communes et au siège de la communauté de communes du canton de Montfort et les annexes tenues à disposition du public.

ARTICLE 4

Madame le maire de Gousse, monsieur le maire de Saint Jean de Lier, madame la présidente de la communauté de communes du canton de Montfort, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, M. le président de la chambre d'agriculture des Landes, M. le directeur du centre régional de la propriété forestière, M. le directeur régional de l'environnement.

ARTICLE 5

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date d'opposabilité du document (publication au recueil des actes administratifs du département, mesures de publicité).

Fait à Mont de Marsan, le 14 mai 2009

Le préfet,

Etienne Guyot

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRETE PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER ET AUTORISANT LE DÉFRICHEMENT DE BOIS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAPBRETON

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L.111-1, L.141-1, R.141-5 et R.141-6 du code forestier,

Vu la circulaire de M. le ministre de l'agriculture DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003,

Vu la demande du conseil municipal de la commune de CAPBRETON en date du 25 juillet 2008

Vu le rapport de M. Le directeur de l'agence de l'office national des forêts à Mont de Marsan,

Vu l'avis de M. le directeur d'agence de l'office national des forêts à MONT DE MARSAN,

Vu l'avis de M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes,

Vu le plan des lieux,

Sur proposition du secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1

La parcelle de terrain ci-après désignée appartenant à la commune de CAPBRETON est distraite du régime forestier :

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
LANDES	CAPBRETON	AY	17	Marlan (CAPBRETON)	00 ha 28 a 53 ca
				TOTAL	00 ha 28 a 53 ca

ARTICLE 2

Est autorisé le défrichement de la parcelle de bois ci-après désignée appartenant à la Commune de CAPBRETON :

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
LANDES	CAPBRETON	AY	17	Marlan (CAPBRETON)	00 ha 28 a 53 ca
				TOTAL	00 ha 28 a 53 ca

ARTICLE 3

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, M. Le directeur d'agence de l'office national des forêts à MONT-DE-MARSAN, M.le maire de la commune de CAPBRETON sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et affiché en mairie de CAPBRETON.

Mont de Marsan, le 03 Juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,
Vincent ROBERTI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**ARRETE PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER, APPLICATION AU RÉGIME FORESTIER ET AUTORISANT LE DÉFRICHEMENT DE BOIS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAPBRETON**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L.111-1, L.141-1, R.141-5 et R.141-6 du code forestier,

Vu la circulaire de M. le ministre de l'agriculture DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003,

Vu la demande du conseil municipal de la commune de CAPBRETON en date du 27 février 2009

Vu le rapport de M. Le directeur de l'agence de l'office national des forêts à Mont de Marsan,

Vu l'avis de M.le directeur d'agence de l'office national des forêts à MONT DE MARSAN,

Vu l'avis de M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes,

Vu le plan des lieux,

Sur proposition du secrétaire général,

ARRETEARTICLE 1

Les parcelles de terrain ci-après désignée appartenant à la commune de CAPBRETON sont distraites du régime forestier :

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
LANDES	CAPBRETON	BD	37	L'Abattoir (CAPBRETON)	07 ha 61 a 12 ca
LANDES	CAPBRETON	BH	1	Gaillou (CAPBRETON)	00 ha 32 a 66 ca
LANDES	CAPBRETON	BH	64	Gaillou (CAPBRETON)	01 ha 97 a 98 ca
LANDES	CAPBRETON	BH	65	Gaillou (CAPBRETON)	00 ha 00 a 07 ca
LANDES	CAPBRETON	AY	16pie	Esbie (CAPBRETON)	01 ha 93 a 27 ca
LANDES	LABENNE	C	2993	Carrère (LABENNE)	02 ha 12 a 47 ca
LANDES	LABENNE	C	3032	Carrère (LABENNE)	01 ha 98 a 09 ca
LANDES	CAPBRETON	BD	71	L'Abattoir (CAPBRETON)	00 ha 22 a 00 ca
LANDES	CAPBRETON	BD	72	L'Abattoir (CAPBRETON)	00 ha 34 a 77 ca
LANDES	CAPBRETON	BD	74	L'Abattoir (CAPBRETON)	00 ha 00 a 55 ca
LANDES	CAPBRETON	BD	75	L'Abattoir (CAPBRETON)	00 ha 45 a 90 ca
				TOTAL	16 ha 98 a 88 ca

ARTICLE 2

Est autorisé le défrichement des parcelles de bois ci-après désignées appartenant à la commune de CAPBRETON :

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
LANDES	CAPBRETON	AY	16pie	Esbie (CAPBRETON)	01 ha 93 a 27 ca
LANDES	LABENNE	C	2993	Carrère (LABENNE)	02 ha 12 a 47 ca
LANDES	LABENNE	C	3032	Carrère (LABENNE)	01 ha 98 a 09 ca
LANDES	CAPBRETON	BD	71	L'Abattoir (CAPBRETON)	00 ha 22 a 00 ca

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
LANDES	CAPBRETON	BD	72	L'Abattoir (CAPBRETON)	00 ha 34 a 77 ca
LANDES	CAPBRETON	BD	74	L'Abattoir (CAPBRETON)	00 ha 00 a 55 ca
LANDES	CAPBRETON	BD	75	L'Abattoir (CAPBRETON)	00 ha 45 a 90 ca
				TOTAL	07 ha 07 a 05 ca

ARTICLE 3

Les parcelles de terrain ci-après désignées appartenant à la commune de CAPBRETON relèvent du régime forestier :

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
LANDES	CAPBRETON	AD	174	Avenue Paul Valérie (CAPBRETON)	02 ha 15 a 94 ca
LANDES	CAPBRETON	AD	184	Avenue Montesquieu (CAPBRETON)	01 ha 69 a 72 ca
LANDES	CAPBRETON	AD	211p	Avenue Montaigne (CAPBRETON)	00 ha 63 a 83 ca
LANDES	CAPBRETON	AH	196p	Les deux Pins (CAPBRETON)	00 ha 80 a 71 ca
LANDES	CAPBRETON	AM	40	Mariotte (CAPBRETON)	02 ha 17 a 00 ca
LANDES	LABENNE	AM	174p	Mariotte (CAPBRETON)	03 ha 23 a 33 ca
LANDES	LABENNE	AN	38	Avenue Montaigne (CAPBRETON)	00 ha 23 a 00 ca
LANDES	CAPBRETON	AN	45	Le pont Neuf (CAPBRETON)	00 ha 14 a 60 ca
LANDES	CAPBRETON	AN	150	Le pont Neuf (CAPBRETON)	02 ha 43 a 01 ca
LANDES	CAPBRETON	AO	98	Les Sables (CAPBRETON)	00 ha 32 a 14 ca
LANDES	CAPBRETON	AO	104	Les Sables (CAPBRETON)	00 ha 72 a 93 ca
LANDES	CAPBRETON	BC	55	La Pointe (CAPBRETON)	00 ha 20 a 00 ca
LANDES	CAPBRETON	BC	56	La Semie (CAPBRETON)	00 ha 12 a 25 ca
LANDES	CAPBRETON	BD	19	La Pointe (CAPBRETON)	00 ha 66 a 93 ca
				TOTAL	21 ha 38 a 61 ca

ARTICLE 4

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, M. le directeur d'agence de l'office national des forêts à MONT-DE-MARSAN, M. le maire de la commune de CAPBRETON sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes et affiché en mairie de CAPBRETON.

Mont de Marsan, le 03 Juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°112 SYDEC N°31145 DDEA N°A090014 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION PSSA N°1 « CHAPELLE », ENFOUISSEMENT DES RESEAUX – ROUTE DE RENUNG» SUR LA COMMUNE DE LARRIVIERE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les

distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n° 75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 19 février 2009 par le syndicat d'équipement des communes des Landes (SYDEC) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de Larrivière le 17 avril 2009, le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 3 mars 2009, le directeur de Total Infrastructures gaz France à Pau le 5 mars 2009, le directeur ERDF-GDF Sud Aquitaine à Bayonne le 7 avril 2009, le responsable de l'UTD à ST Sever le 3 mars 2009, le directeur départemental de l'équipement, de l'Agriculture et de la forêt des Landes à Mont de Marsan le 9 mars 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

Le SYDEC est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 19 février 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom .

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

Je vous informe que des travaux d'extension du réseau FT sont à l'étude avec le SYDEC et concernent la dissimulation du réseau France Télécom.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD N°352 PR 24+534 A PR 25+085

La tranchée sera réalisée :

- sous chaussée,
- sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies (monsieur le maire, monsieur le président du conseil général).

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies (Monsieur le maire, le responsable de l'UTD de SAINT SEVER).

Mode d'organisation du chantier :

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80m.
- Déviation (rétrécissement de chaussée) Arrêté pris par le Maire,
- Schéma n°CF 24 du manuel du chef de chantier.

Servitude :

- Ce projet se trouve sur un terrain situé en zone inondable.

Prescriptions :

- issue de l'article 4,2,2,4 du plan de prévention du risque inondation sur les communes de Grenade et Larrivière approuvé le 3 avril 2008, les branchements des habitants et le comptage doivent être réalisés au minimum à 0,50m au-dessus de la crue de référence dont la cote est de 56,90 NGF pour la zone de travaux Nord et 57,20 NGF pour la partie située en zone inondable de la zone de Travaux Sud.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Monsieur le maire de Larrivière et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun

en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de Larrivière pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 4 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'Agriculture des Landes, Unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°119 SYDEC N°28256 DDEA N°A090012 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION POSTE PSSA 160KVA N°84 « LEMARIE », ALIMENTATION TJ IRRIGATION SCEA LEMARIE SUR LA COMMUNE D'YCHOUX

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n° 75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 11 février 2009 par le syndicat d'équipement des communes des Landes (SYDEC) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

Le maire d'Ychoux le 3 mars 2009, le directeur de France Télécom à Mont de Marsan le 3 mars 2009, le directeur de Total Infrastructure Gaz France à Pau le 4 mars 2009, le directeur ERDF-GDF Sud Aquitaine à Bayonne le 7 avril 2009,

le directeur départemental de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt des Landes à Mont de Marsan le 24 avril 2009 (copie du courrier ci-joint).

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

Le SYDEC est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 11 février 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom .

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

VC n°2,

CR BARAT DU HAOU.

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande

d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Servitude :

- Ce projet se trouve en zone aléa feu de forêt.

Le risque feu de forêt devra faire l'objet d'une prise en compte spécifique par le demandeur.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Monsieur le maire d'Ychoux et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la Mairie d'Ychoux pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 11 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'agriculture des Landes, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°111 SYDEC N°28841 DDEA N°A090013 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RENFORCEMENT BT SUR LE P4 AGREAUX SUR LA COMMUNE DE RETJONS

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n° 75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 11 février 2009 par le syndicat d'équipement des communes des Landes (SYDEC) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de Retjons le 2 mars 2009, le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 3 mars 2009, le directeur de Total Infrastructures Gaz France à Bègles le 17 mars 2009, le directeur ERDF-GDF Sud Aquitaine à Bayonne le 7 avril 2009, le responsable de l'UTD à Villeneuve de Marsan le 11 mars 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

Le SYDEC est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 11 février 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom dont la présence de câbles enterrés stratégiques (LGD 185B).

Prise de terre :

-s'assurer de la distance minimale (*)(**) entre la MALT « 25 » et le câble enterré, entre la MALT « 1 » et le câble enterré et entre la MALT « 5 » et le câble enterré.

- (*)HT Selon la résistivité du sol les distances minimales sont: 8m si la résistivité est < 500 W/m, 16 m si > 500 W/m et < 3000 W/m et 24 m si > 3000 W/m.

En règle générale,

- (**)BT -Selon la résistivité du sol les distances minimales sont: 2m si la résistivité est < 500 W/m, 4 m si > 500 W/m et < 3000 W/m et 6 m si > 3000 W/m.

Une intervention des services France Télécom sera nécessaire (suite dépose appuis mixtes) et elle devra être coordonnée avec la vôtre. Ce dossier va être transmis au service France Télécom pour étude. Passé un délai d'une semaine, vous pouvez appeler

le 05 57 50 80 52 pour toutes informations complémentaires sur ce dossier.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD N°932 PR 8+20 A PR 8+410

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage (route de 1^{ère} catégorie).

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement,
- en fond de fossé.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier :

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80m.
- Schéma n°CF 23 du manuel du Chef de chantier (copie ci-jointe),
- Alternat par tranche de 200m maximum. Si chaussée restante > 6m = CF.13.

L'entreprise fera les puits de fonçage en fond de fossés (sous accotement interdit).

PR 8 +20 à 8 +150 et 8 +250 à 8 + 410 = passage en fond de fossé,

PR 8 + 150 à 8 +250 = passage sous accotement.

Servitude :

- Ce projet affectera le réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression et notamment : Canalisation DN 350 RETJONS-BOURRIOT dont vous trouverez le tracé reporté, à titre indicatif, sur l'extrait de plan TIGF.

- La présence d'un agent TIGF durant les travaux à proximité de nos ouvrages s'avère indispensable.

- Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir rappeler au pétitionnaire le décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 et son arrêté d'application du 16/11/1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de transport, obligeant notamment toutes entreprises chargées de l'exécution de travaux dans la zone d'implantation d'un ouvrage de transport de gaz à adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux à chaque exploitant concerné.

- Cette déclaration devra être adressée, au plus tard 10 jours francs avant le commencement des travaux à l'adresse suivante :

TIGF – Secteur de LANGON

Zone Industrielle Dumès

33210 LANGON

Tél. 05 56 76 81 81 – Fax. 05 56 63 53 73

dont les agents sont à la disposition du demandeur, pour procéder à titre gracieux, aux opérations de détection et de piquetage de notre conduite, étudier avec lui, sur place, les moyens d'effectuer les travaux sans risquer d'endommager notre canalisation, et suivre les interventions des entreprises pendant toute la durée des travaux à proximité.

- Vous trouverez en annexe nos prescriptions référencées PG RESEAUX concernant ce projet, dont les termes devront être impérativement respectés.

- La responsabilité solidaire du demandeur, celle du maître d'oeuvre ou de l'entrepreneur restera entièrement engagée si des dommages étaient causés à notre réseau et si des incidents en résultaient, même en présence de nos agents.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Monsieur le maire de Retjons et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de Retjons pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 4 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'agriculture des Landes, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°118 ERDF: 31735 DOSSIER DDEA N°A090018 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RENOUVELLEMENT HTA ANTENNE CABEIL, POSTES STATION EPURATION ET CABEIL SUR LA COMMUNE DE YCHOUX SAINT-PAUL-LES-DAX - GOURBERA**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 9 mars 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de YCHOUX le 2 avril 2009, le gestionnaire de la voirie (communauté de communes des grands lacs à Parentis-en-Born le 14 avril 2009, le directeur de France Télécom à Mont de Marsan le 31 mars 2009, le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 21 avril 2009, le directeur départemental de l'équipement, de l'Agriculture et de la Forêt des Landes à Mont de Marsan le 16 avril 2009 (copie du courrier ci-joint), le directeur de Total Infrastructures Gaz France à PAU le 2 avril 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

ARRETE**ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :**

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 9 mars 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

VC n°9

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage (pas de travaux en chaussée, revêtement de moins de 3ans).

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier :

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80m.

Servitude :

Ce projet se trouve en zone aléa feu de forêt.

Le risque feu de forêt devra faire l'objet d'une prise en compte spécifique par le demandeur.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Monsieur le maire de YCHOUX et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie d'YCHOUX pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 11 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'agriculture des Landes, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°116 ERDF: 4072 – DOSSIER DDEA N°A090015 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE MISE EN SOUTERRAIN HTA. DEPART GOURBERA DE DAX SUR LES COMMUNES DE SAINT-PAUL-LES-DAX - GOURBERA

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 2 mars 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à DAX,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de ST PAUL LES DAX le 13 mars 2009, le maire de GOURBERA le 16 mars 2009, le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 18 mars 2009, le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 20 avril 2009, le directeur départemental de l'équipement, de l'Agriculture et de la Forêt des Landes à Mont de Marsan le 16 avril 2009 (copie du courrier ci-joint), la régie municipale des eaux à DAX le 20 mars 2009, le responsable de l'U.T.DC à TARTAS le 16 mars 2009, le directeur de Total Infrastructures Gaz France à PAU le 19 mars 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 2 mars 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom dont la présence de câbles enterrés stratégiques.

Prise de terre

S'assurer des distances minimales (*) entre les MALTS HT des Postes « 10 », « 29 », « 67 » et « 7 » et le câble enterré FT), entre les MALTS « HT » des Pôteaux « 1 » et « 7 » et le câble enterré FT (voir plans itinéraires).

S'assurer des distances minimales (**) entre les MALTS BT « 12 », « 13 » et « 14 » et le câble enterré FT) (voir plans itinéraires).

(*)HT -Selon la résistivité du sol les distances minimales sont : 8 m si la résistivité est <500 Ω/m, 16m si >500 Ω/m et <3000 Ω/m et 24 m si >3000 Ω/m.

En règle générale,

(**)BT - Selon la résistivité du sol les distances minimales sont : 2 m si la résistivité est <500 Ω/m, 4m si >500 Ω/m et <3000 Ω/m et 6 m si >3000 Ω/m.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD n°947 1^{ère} PR 12+522 AU PR 15+000

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage.

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Les modalités de remblaiement des tranchées, de reconstitution des chaussées, de réfection des trottoirs, des accotements et de la signalisation seront identiques à celle définie dans la convention conclue le 15/010/96 entre le conseil général des Landes et EDF.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier :

- Schéma n°CF 24 et CF 23 du manuel du Chef de chantier (copie ci-jointe).

Servitude :

- Ce projet se trouve en zone aléa Feu de Forêt.

Le risque feu de forêt devra faire l'objet d'une prise en compte spécifique par le demandeur.

- Ce projet se trouve à proximité du forage : F1H et F3H.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Mesdames les maires de St Paul Les Dax, Gourbera et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans les mairies de St Paul Les Dax et Gourbera pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 11 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'agriculture des Landes, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°117 ERDF: 21513 – DOSSIER DDEA N°A090016 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE CREATION POSTE N°71 « SALLE DES FETES » 630 KVA TJ SALLES DE FETES. CREATION POSTE N°70 « LAC » 400 KVA TJ PARC DE PEYRE SUR LA COMMUNE DE LABOUEHYRE SAINT-PAUL-LES-DAX - GOURBERA

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 26 février 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à DAX,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de LABOUEHYRE le 16 mars 2009, le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 23 mars 2009, le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 18 mars 2009, le directeur départemental de l'équipement, de l'Agriculture et de la Forêt des Landes à Mont de Marsan le 16 avril 2009 (copie du courrier ci-joint), le directeur de Total Infrastructures Gaz France à PAU le 19 mars 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 26 février 2009 (1) sous réserve de se conformer aux

dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

VC

La tranchée sera réalisée :

- sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier :

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80m.

Servitude :

- Ce projet se trouve en zone aléa Feu de Forêt.

Le risque feu de forêt devra faire l'objet d'une prise en compte spécifique par le demandeur.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Monsieur le maire de LABOUHEYRE et Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de LABOUHEYRE pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 11 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'agriculture des Landes, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°120 ERDF: 17792 – DOSSIER DDEA N°A090017 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE ALIMENTATION HTAS « MAISON DE RETRAITE » SUR LA COMMUNE DE SOUPROSSE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 6 mars 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de Souprosse le 26 mars 2009, le responsable de l'UTDC à Tartas le 30 mars 2009, le directeur de France Télécom à

Mont de Marsan le 31 mars 2009, le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 21 avril 2009, le directeur de Total Infrastructures Gaz France à PAU le 2 avril 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 6 mars 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD N°924 2^{ème} PR 42+690 AU PR42+825

La traversée de la route sera réalisée obligatoirement par fonçage.

La tranchée sera réalisée :

- en fond de fossé.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Les modalités de remblaiement des tranchées, de reconstitution des chaussées, de réfection des trottoirs, des accotements et de la signalisation seront identiques à celle définie dans la convention conclue le 15/10/96 entre le conseil général des Landes et E.R.D.F.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier :

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80m.

- Schéma n°CF 24 du manuel du Chef de chantier.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Monsieur le maire de Souprosse et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de Souprosse pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 11 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'agriculture des Landes, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° DDEA/SAH/UTAC/2009/N°115 ERDF: 38250 – DOSSIER DDEA N°A090029 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE POSTE P0063 BIOSCO 8 « STOCKAGE LESBATS » LIEU DIT « BARDOY » SUR LA COMMUNE DE VIELLE SAINT GIRONS

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 15 avril 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à DAX,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de VIELLE ST GIRONS réputé favorable, le gestionnaire de la voirie réputé favorable, le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan réputé favorable, le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 21 avril 2009, le directeur de TOTAL INFRASTRUCTURES Gaz France à PAU le 23 avril 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 15 avril 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le Conseil Général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Madame le Maire de VIELLE-SAINT-GIRONS et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de VIELLE-SAINT-GIRONS pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 4 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

LE BOURNOT Philippe

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'agriculture des Landes, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRETE DDEA/SAH/UTAC/2009/N°122 ERDF: 11739 – DOSSIER DDEA N°A090026 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE MISE EN SOUTERRAIN HTA BORDURE RD 817 À LABATUT SUR DÉPART POUILLON LABATUT ET CAUNEILLE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de

l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 6 avril 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à BAYONNE,

Vu les avis formulés, par :

le maire de LABATUT le 4 mai 2009, le maire de CAUNEILLE le 30 avril 2009, le directeur de FRANCE TELECOM à Mont de Marsan le 29 avril 2009, le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 28 avril 2009, le directeur de TOTAL INFRASTRUCTURES Gaz France à PAU le 21 avril 2009. le responsable de l'unité territoriale départementale de Tartas le 4 mai 2009 ; le responsable de l'unité territoriale départementale de Soustons le 16 avril 2009 , l'architecte des bâtiments de France le 22 avril 2009,

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 6 avril 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom

Prise de terre :

- s'assurer de la distance minimale (*) entre la MALT du poste « DELICHY » et la chambre FT « MC » (voir plan ci-joint)
- En règles générales, s'assurer des distances minimales (**)(**) entre les MALT et les ouvrages FT : câbles enterrés, chambres, remontées aéro-souterraines, armoires ou coffret de sous-répartiteurs et poteaux métalliques.

(*)HT -Selon la résistivité du sol les distances minimales sont : 8 m si la résistivité est <500 Ω /m, 16m si >500 Ω /m et <3000 Ω /m et 24 m si >3000 Ω /m.

En règle générale,

(**)BT - Selon la résistivité du sol les distances minimales sont : 2 m si la résistivité est <500 Ω /m, 4m si >500 Ω /m et <3000 Ω /m et 6 m si >3000 Ω /m.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD n°817 PR 10,000 à PR 10.500

La tranchée sera réalisée obligatoirement soit :

- Sous trottoir
- Sous accotement
- En fond de fossé

RD n°817 PR 7 +450 à PR 7 +908

La traversée des chaussées sera réalisée obligatoirement par fonçage

La tranchée sera réalisée obligatoirement sous accotement

VC n°28 Pont de Peyre

La traversée des chaussées sera réalisée obligatoirement par fonçage

La tranchée sera réalisée obligatoirement sous accotement

VC n°30

La traversée des chaussées sera réalisée obligatoirement par fonçage

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.(président du conseil général, hors agglomération) Mairie de Labatut et Cauneille (VC)

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.(UTD de Soustons et Tartas)

Mode d'organisation du chantier

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2.80 m

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Messieurs les maires de LABATUT ET CAUNEILLE et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans les mairies de LABATUT et CAUNEILLE pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 14 mai 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement, de l'Agriculture des Landes, Unité Territoriale d'Aménagement Centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE 'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°175 SYDEC N°29706 DDEA N°A090030AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE POSTE N°253 « CADILLON » EXISTANT. ENFOUISSEMENT DES RESEAUX – RUE ANDRE CADILLON SUR LA COMMUNE DE MONT DE MARSAN

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n° 75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 21 avril 2009 par le syndicat d'équipement des communes des Landes (SYDEC) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de Mont de Marsan le 25 mai 2009, le directeur de France Télécom à Mont de Marsan le 18 mai 2009, le directeur de total infrastructures gaz France à Pau le 14 mai 2009, le directeur ERDF-GDF Sud Aquitaine à Bayonne le 3 juin 2009, l'architecte des bâtiments de France à Mont de Marsan le 5 mai 2009, le gestionnaire de la voirie réputé favorable.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

Le SYDEC est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 21 avril 2009(1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom .

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

Je vous informe que des travaux d'extension du réseau FT sont à l'étude avec le SYDEC et concernent la dissimulation du réseau France Télécom.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

Observations :

- Les travaux d'assainissement 2008 seront réalisés par la régie des eaux à compter du 15 septembre 2009.

- GDF interviendra à partir du 15 novembre 2009 pour le renouvellement du réseau gaz.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Madame le maire de Mont de Marsan et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de Mont de Marsan pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 15 juin 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE 'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N°172 ERDF: 20661 DOSSIER DDEA N°A090019 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE LOTISSEMENT « LA CHENERAIE » ET POSTE A CREER « BEYRIQUE » SUR LA COMMUNE DE SANGUINET

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 13 mars 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à MONT DE MARSAN, Vu les avis formulés, par :

Le maire de SANGUINET le 30 mars 2009, le gestionnaire de la voirie (communauté de communes des grands lacs) à PARENTIS-EN-BORN le 30 mars 2009, le directeur de France Télécom à Mont de Marsan le 31 mars 2009, le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 21 avril 2009, l'architecte des bâtiments de France à Mont-de-Marsan le 30 mars 2009, le directeur de total infrastructures gaz France à BEGLES le 27 mars 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 13 mars 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom.

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

Par ailleurs, je vous informe que des travaux d'extension du réseau France Télécom sont à l'étude et concernent la desserte téléphonique du lotissement.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

VC Chemin de Beyriques – Voie Communautaire.

La tranchée sera réalisée :

sous chaussée,

sous trottoir,

sous accotement.

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Le poste à créer à toiture 2 pentes, couverture tuiles canal devra s'intégrer au mieux dans le caractère du lieu.

Mode d'organisation du chantier :

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,50m.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Monsieur le Maire de SANGUINET et Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de SANGUINET pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 15 juin 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DEA/SAH/UTAC/2009/N°173 ERDF: 10537 – DOSSIER DDEA N°A090020 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE ALIMENTATION HTA « RESIDENCE COTE OCEAN BOUYGUES » SUR LA COMMUNE DE BISCARROSSE

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'Agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 13 mars 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à ARCACHON,

Vu les avis formulés, par :

le maire de BISCARROSSE le 9 avril 2009,

le gestionnaire de la voirie réputé favorable,

le directeur de France Télécom à Mont de Marsan le 31 mars 2009,

le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 21 avril 2009,

le directeur de total infrastructures gaz France à BEGLES le 27 mars 2009.

l'architecte des bâtiments de France à Mont de Marsan le 30 mars 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 13 mars 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du 11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la

construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

Par ailleurs, je vous informe que des travaux d'extension du réseau France Télécom sont à l'étude et concernent la desserte téléphonique du bâtiment.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Monsieur le maire de BISCARROSSE et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans la mairie de BISCARROSSE pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 15 juin 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDEA/SAH/UTAC/2009/N° 174 ERDF: 35442 – DOSSIER DDEA N°A090027 AUTORISANT LES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE RENOUVELLEMENT HTA DE P 268 GAYRAL À P 90 DE PORTAL ROUTE DE BAYONNE SUR LES COMMUNES DE MONT DE MARSAN ET SAINT PIERRE DU MONT

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales et notamment son article 34,

Vu le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et abrogeant les décrets du 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924,

Vu le décret n°75-781 du 14 août 1975 modifiant le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et notamment l'article 50 du dit décret,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et le secrétaire d'Etat à l'industrie, déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

Vu l'arrêté n°2008/1796 du 24 décembre 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'Agriculture,

Vu l'arrêté n°2009/5 du 02 janvier 2009 de subdélégation de signature du directeur départemental de l'équipement et de l'Agriculture à certains de ses agents,

Vu le projet présenté le 3 avril 2009 par électricité réseau distribution France Sud Aquitaine (ERDF) à MONT DE MARSAN,

Vu les avis formulés, par :

Le maire de MONT DE MARSAN réputé favorable, le maire de ST PIERRE DU MONT le 24 avril 2009, le gestionnaire de la voirie de MONT DE MARSAN réputé favorable, le directeur de France télécom à Mont de Marsan le 30 avril 2009, le directeur du SYDEC à Mont-de-Marsan le 20 avril 2009, le directeur de total infrastructures gaz France à PAU le 23 avril 2009. le responsable de l'unité territoriale départementale de VILLENEUVE le 22 avril 2009, l'architecte des bâtiments de France à MONT DE MARSAN le 22 avril 2009.

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

ARRETE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

ERDF est autorisé à exécuter les ouvrages prévus au projet présenté le 3 avril 2009 (1) sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et de la convention relative au voisinage entre les ouvrages HTA et BT d'EDF et les ouvrages France Télécom, ainsi qu'aux prescriptions spéciales des services consultés. Cette autorisation ne dispense pas le demandeur de l'obtention d'un accord de voirie auprès du gestionnaire de la voie concernée et d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire) si nécessaire. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA COHABITATION ENTRE LES CONCESSIONNAIRES :

Il y a lieu de noter la présence d'un réseau France Télécom

L'implantation des ouvrages devra respecter les distances précisées dans la note de France Télécom du 1^{er} mars 1994 et EDF du

11 juillet 1993, les prescriptions de l'arrêté du 26 avril 2002 et les prescriptions du protocole de coordination pour la construction des réseaux de décembre 1997.

L'entreprise chargée des travaux devra se renseigner par DICT pour connaître la position exacte des installations FT afin d'en assurer leur protection.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

RD en agglomération

La traversée de route sera réalisée obligatoirement par fonçage.

La tranchée sera réalisée :

sous accotement,

sous trottoir.

RD n°624 PR 2 +820 à PR 3 +900

La tranchée sera réalisée :

sous chaussée,

sous trottoir,

Le remblaiement et la coupe type des tranchées seront exécutés conformément aux directives de la convention passée entre le conseil général des Landes et les concessionnaires des réseaux.

L'entreprise devra refaire à sa charge, l'ensemble de la signalisation horizontale dégradé par les travaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage devra obtenir une autorisation de voirie et l'entreprise un arrêté réglementant la circulation auprès du gestionnaire des voies.

1 mois au moins avant de commencer les travaux, le maître d'ouvrage ou à défaut l'entreprise, devra déposer une demande d'autorisation d'entreprendre des travaux auprès du gestionnaire des voies.

Mode d'organisation du chantier

- Alternat par feux tricolores avec chaussée circulaire de plus de 2,80 m.

- Schéma n°CF 23 du manuel du Chef de chantier (copie ci-jointe).

ARTICLE 4 – PUBLICATION :

Madame le maire de MONT DE MARSAN, monsieur le maire de SAINT PIERRE DU MONT et monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes ainsi que par voie d'affichage dans les mairies de MONT DE MARSAN et ST PIERRE DU MONT pendant 2 mois.

Fait à Mont-de-Marsan, le 15 juin 2009

Le préfet, et par délégation,

P/le directeur départemental

François LEVISTE

(1) : le dossier technique est consultable à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, unité territoriale d'aménagement centre, contrôle distribution d'énergie électrique, 5 rue d'Aspremont, 40100 - Dax- tél. : 05 58 56 65 21.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

DECISION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ACCORDEE À L' EARL PHILIPPE TARTAS

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le livre III, titre III du Code Rural et notamment les articles L.331-1 à L.331-11 et R.331-1 à R.331-12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2006 fixant l'unité de référence et établissant le schéma directeur des structures agricoles pour le département des Landes ;

Vu la demande de l' EARL PHILIPPE TARTAS, enregistrée en date du 19 mars 2009 ;

Vu l'avis de la section "structures et économie des exploitations" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en sa séance du 9 avril 2009 ;

Vu l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du Gers en sa séance du 10 juin 2009 ;

Vu l'arrêté de délégation de signature à M. Michel RENON, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture du 24 décembre 2008 n°1796/2008 et l'arrêté portant subdélégation de signature de M. Michel RENON à certains de ses agents du 2 janvier 2009 n°5/2009 ;

Considérant que la demande de l' EARL PHILIPPE TARTAS, est conforme aux orientations et aux priorités définies par le schéma directeur départemental des structures du département des Landes ;

Considérant l'absence de candidatures concurrentes ;

Sur proposition du Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Landes ;

DÉCIDE

L' EARL PHILIPPE TARTAS ayant son siège social à GAILLERES est autorisée

- à exploiter un fonds agricole d'une superficie de 35,1 ha (selon références cadastrales et productions indiquées dans la demande) situé sur la (ou les) commune(s) de : ARTHEZ-D'ARMAGNAC, LANNEMAIGNAN, MAILLAS, SAINTE-FOY.

Mont de Marsan, le 17 juin 2009

Pour le préfet par délégation, la directrice adjointe,

Annie RAMES

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification :

- soit par recours devant le tribunal administratif de Pau,

- soit par recours gracieux devant le préfet ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**ARRÊTÉ DDEA/SAH/BAO/2009/N° 108 PORTANT CRÉATION ET DÉLIMITATION DU PÉRIMÈTRE D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAUNA**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles relatifs aux zones d'aménagement différé L. 212-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, R. 212-1 et suivants et R. 213-1 et suivants,

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de CAUNA en date des 12 décembre 2008 et 28 avril 2009 sollicitant la création d'une zone d'aménagement différé,

Vu les propositions du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Considérant la volonté de la commune de CAUNA de densifier le bâti essentiellement autour du bourg, au travers de la mise en place d'un véritable « projet urbain » (équipements et espaces publics, espaces verts, voies de desserte, cheminements piétons et liaisons douces, ...);

Considérant le souhait de la commune de CAUNA de donner de la cohérence aux aménagements futurs grâce à l'acquisition des terrains du bourg jugés stratégiques :

- à l'Est et à l'Ouest de la zone d'aménagement différé, pour la réalisation de lotissements communaux ;
- au Sud de la zone d'aménagement différé, pour le développement de l'école afin d'offrir un accueil de qualité et de capacité suffisante aux élèves ;
- pour valoriser les lotissements communaux existants, afin de conforter la centralisation de ceux-ci dans des conditions financières acceptables en matière d'accession à la propriété ;
- pour préserver et valoriser les paysages de qualité et les boisements existants au centre du périmètre de la zone d'aménagement différé, le long du ruisseau de l'Este traversant déjà le premier lotissement, afin d'en conserver le caractère ornemental et paysager,

Le périmètre de la ZAD est justifié comme suit :

- à l'Ouest, limité par la route communale permettant de rejoindre la route départementale 364 entre Cauna et Le Leuy,
- à l'Est, limité par la route communale permettant de relier la commune de Cauna à celle d'Aurice,
- au Nord, limité par la présence de bâtis et constructions isolés, de boisements et le ruisseau de « l'Este » qui intègrent en partie le périmètre de la ZAD,
- au Sud, limité par la partie actuellement urbanisée du bourg avec, à l'Est, les deux lotissements communaux des années 1980 et 1990 et, à l'Ouest, l'ancienne mairie et l'école, le bourg étant traversé par la route départementale 924,
- Enfin, sont incluses dans la proposition de ce périmètre de ZAD toutes les parcelles situées à l'intérieur de celui-ci.

Ce périmètre constitue une superficie de 83 274 m², soit 8,3 hectares (0,6 % du territoire communal).

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRETE**ARTICLE 1**

Il est créé une zone d'aménagement différé sur le territoire de la commune de CAUNA suivant la délimitation indiquée sur le plan joint au présent arrêté.

Cette zone est créée en vue de permettre à la commune d'exercer sur ces terrains un droit de préemption dans le but d'assurer la mise en œuvre d'un projet urbain et structuré, d'une politique locale de l'habitat, la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, conformément à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2

A compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité du présent arrêté, la commune de CAUNA exercera le droit de préemption à l'intérieur de la zone d'aménagement différé créée.

ARTICLE 3

M. le secrétaire général de la préfecture des Landes, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et M. le maire de CAUNA sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 4

Une ampliation du présent arrêté avec son plan annexe sera déposée à la mairie de CAUNA dont avis de dépôt sera donné par affichage à cette mairie. En outre, une publication sera faite au recueil des actes administratifs du département et une insertion dans les journaux Sud-Ouest et les annonces landaises.

ARTICLE 5

Une ampliation du présent arrêté sera aussi adressée :

- au conseil supérieur du notariat, au président de la chambre départementale des notaires, au tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan pour le greffe et les barreaux constitués près ce tribunal, au directeur des services fiscaux du département des Landes, au trésorier payeur général du département des Landes, au président de la chambre départementale des notaires.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 juin 2009

Pour le préfet, le secrétaire général,

Vincent ROBERTI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 150109 A 040 Q 001**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L7231-1 et L7232-1 à L7232-4 (ancien L129-1), L7232-6 et L7233-1 (ancien L129-2), R7232-4 à R7232-6 (ancien R129-1), R7232-1 à R7232-3 (ancien R129-2) R7232-7 (ancien R129-3), R7232-8 à R7232-10 (ancien R129-4), R7232-11 à R7232-17 (ancien R129-5) et D7231-1 (ancien D129-35) du code du travail,

Vu l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à l'agrément "qualité" prévu au premier alinéa de l'article L7232-1 du code du travail,

Vu la demande d'agrément qualité présentée le 23 décembre 2008 par l'association locale ADMR de MONT DE MARSAN - dont le siège social est situé 12 Place Jean Jaurès – 40000 MONT DE MARSAN,

Vu l'avis de monsieur le président du conseil général des Landes en date du 30 décembre 2008,

Sur la proposition de monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes

ARRETE**ARTICLE 1**

- L'association locale ADMR de MONT DE MARSAN dont le siège est situé 12 Place Jean Jaurès – 40000 MONT DE MARSAN - n° SIRET : 501 897 359 00011- est agréée pour la fourniture de services aux personnes à leur domicile ainsi qu'à des services favorisant le maintien à leur domicile des personnes âgées, handicapées ou dépendantes.

ARTICLE 2

L'agrément est accordé pour l'exercice des activités suivantes :

- entretien de la maison et travaux ménagers;
- garde d'enfants de plus de trois ans;
- Accompagnement d'enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile;
- préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- livraison de courses à domicile (cette prestation doit être comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile),
- Assistance administrative à domicile;

ARTICLE 3

L'agrément est également accordé pour l'exercice des activités suivantes sur le territoire du département des Landes exclusivement :

- garde d'enfants à domicile de moins de trois ans
- assistance aux personnes âgées ou autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux;
- assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété,
- garde-malade, à l'exclusion des soins,
- aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile;
- prestations de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile.
- accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante), à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile;

ARTICLE 4

Les activités prévues aux articles 2 et 3 seront effectuées à titre de prestataire et mandataire.

ARTICLE 5

Le présent agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 23 décembre 2008.

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R7232-13 du code du travail, l'agrément est retiré lorsque l'organisme :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R7232-4 à R7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément;
- n'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ne transmet pas au préfet compétent (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), avant la fin du premier semestre de l'année le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 7

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes.

Mont de Marsan le 12 février 2009

Le préfet et par délégation

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Paul FAURY

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO
D'AGRÉMENT : N 100209 P 040 Q 002**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L7231-1 et L7232-1 à L7232-4 (ancien L129-1), L7232-6 et L7233-1 (ancien L129-2), R7232-4 à R7232-6 (ancien R129-1), R7232-1 à R7232-3 (ancien R129-2) R7232-7 (ancien R129-3), R7232-8 à R7232-10 (ancien R129-4), R7232-11 à R7232-17 (ancien R129-5) et D7231-1 (ancien D129-35) du code du travail,

Vu l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à l'agrément "qualité" prévu au premier alinéa de l'article L7232-1 du code du travail

Vu la demande d'agrément qualité présentée le 11 décembre 2008 par le centre intercommunal d'action sociale du grand Dax dont le siège social est situé 15 Avenue de la Gare – 40100 DAX,

Vu l'autorisation de monsieur le président du conseil général des Landes délivrée en date du 7 novembre 2008 (article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles),

Sur la proposition de monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

- LE centre intercommunal d'action sociale du grand Dax dont le siège est situé 15 Avenue de la Gare – 40100 DAX est agréé pour la fourniture de services aux personnes à leur domicile ainsi qu'à des services favorisant le maintien à leur domicile des personnes âgées, handicapées ou dépendantes sur le territoire de la communauté d'agglomération du grand Dax..

ARTICLE 2

L'agrément est accordé pour l'exercice des activités suivantes :

- entretien de la maison et travaux ménagers;
 - Livraison de repas à domicile (cette prestation doit être comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile) ;
 - préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
 - Assistance administrative à domicile.
 - assistance aux personnes âgées ou autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux;
 - assistance aux personnes handicapées,
 - accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante), à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile;
- qui seront effectuées à titre de prestataire.

ARTICLE 3

Le présent agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2009.

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R7232-13 du code du travail, l'agrément est retiré lorsque l'organisme :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R7232-4 à R7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- ne transmet pas au préfet compétent (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), avant la fin du premier semestre de l'année le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 5

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des LANDES.

Mont de Marsan le 10 février 2009

Le préfet et par délégation

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Paul FAURY

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

ARRETE MODIFICATIF A L'ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÈMENT : N 151008 F 040 Q 010

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L7231-1 et L7232-1 à L7232-4 (ancien L129-1), L7232-6 et L7233-1 (ancien L129-2), R7232-4 à R7232-6 (ancien R129-1), R7232-1 à R7232-3 (ancien R129-2) R7232-7 (ancien R129-3), R7232-8 à R7232-10 (ancien R129-4), R7232-11 à R7232-17 (ancien R129-5) et D7231-1 (ancien D129-35) du code du travail,

Vu l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à l'agrément "qualité" prévu au premier alinéa de l'article L7232-1 du code du travail,

Vu la demande d'agrément qualité présentée le 29 août 2008 par Madame Sophie FARGUES gérante de la SARL Fargues services 40 - dont le siège social est situé 48 avenue Victor Hugo – 40100 DAX,

Vu l'avis de monsieur le président du conseil général des Landes en date du 23 septembre 2008,

Vu l'arrêté préfectoral n° N151008F040Q010 portant agrément d'un organisme de services à la personne pris en faveur de la SARL Fargues services 40 le 15 octobre 2008,

Vu la demande d'extension d'activités présentée par madame Fargues, gérante de la SARL Fargues services 40 en date du 30 mars 2009,

Vu l'avis de monsieur le président du conseil général des Landes en date du 25 mai 2009,

Sur la proposition de monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes,

ARRETE:

ARTICLE 1

l'article 2 est ainsi modifié :

L'agrément est accordé pour l'exercice des activités suivantes :

- entretien de la maison et travaux ménagers;
- petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage;
- prestations de petit bricolage dites "hommes toutes mains",
- garde d'enfants de plus de trois ans,
- soutien scolaire à domicile ou cours à domicile,
- accompagnement d'enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements,
- Livraison de repas à domicile (cette prestation doit être comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile) ;
- préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- livraison de courses à domicile (cette prestation doit être comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile),
- maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire
- Assistance administrative à domicile;

ARTICLE 2

L'article 3 est ainsi modifié :

L'agrément est également accordé pour l'exercice des activités suivantes sur le territoire du département des Landes exclusivement :

- garde d'enfants à domicile de moins de trois ans,
- assistance aux personnes âgées ou autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux;
- assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété,
- garde-malade, à l'exclusion des soins,
- aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de service d'assistance à domicile,
- prestations de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile,
- accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités à domicile.

ARTICLE 3

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes.

Mont de Marsan le 2 juin 2009

Le préfet et par délégation

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Paul FAURY

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO
D'AGRÉMENT : N 010109 P 040 S 006**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L7231-1 et L7232-1 à L7232-4 (ancien L129-1), L7232-6 et L7233-1 (ancien L129-2), R7232-4 à R7232-6 (ancien R129-1), R7232-1 à R7232-3 (ancien R129-2) R7232-7 (ancien R129-3), R7232-8 à R7232-10 (ancien R129-4), R7232-11 à R7232-17 (ancien R129-5) et D7231-1 (ancien D129-35) du code du travail,

Vu la demande d'agrément simple présentée par le CCAS de LE VIGNAU dont le siège social est situé 117 avenue de Chalampé – 40270 LE VIGNAU,

Sur la proposition de monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes

ARRETE:

ARTICLE 1

- Le CCAS de LE VIGNAU dont le siège est situé 117 avenue de Chalampé – 40270 LE VIGNAU - N° SIRET : 264 003 245 00018 est agréé pour la fourniture de services aux personnes à leur domicile sur la commune de LE VIGNAU.

ARTICLE 2

L'agrément est accordé pour l'exercice des activités suivantes :

- garde d'enfants de plus de trois ans;

qui seront effectuées à titre de prestataire.

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2009.

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 4 :

Conformément à l'article R7232-13 du code du travail, l'agrément est retiré lorsque l'organisme :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R7232-4 à R7232-10 du code du travail,

- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,

- ne transmet pas au préfet compétent (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), avant la fin du premier semestre de l'année le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 5 :

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes.

Mont de Marsan le 20 mars 2009

Le préfet et par délégation

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Paul FAURY

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO
D'AGRÉMENT : N 150409 F 040 S 009**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L7231-1 et L7232-1 à L7232-4 (ancien L129-1), L7232-6 et L7233-1 (ancien L129-2), R7232-4 à R7232-6 (ancien R129-1), R7232-1 à R7232-3 (ancien R129-2) R7232-7 (ancien R129-3), R7232-8 à R7232-10 (ancien R129-4), R7232-11 à R7232-17 (ancien R129-5) et D7231-1 (ancien D129-35) du code du travail,

Vu la demande d'agrément simple présentée le 15 avril 2009 par Monsieur Claude FAUTHOUX dont le siège social est situé 42 Avenue du Maréchal Leclerc – 40140 SOUSTONS,

Sur la proposition de Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

- Monsieur Claude FAUTHOUX dont le siège est situé 42 Avenue du Maréchal Leclerc – 40140 SOUSTONS - N° SIRET : 330 225 616 00052 est agréé pour la fourniture de services aux personnes à leur domicile.

ARTICLE 2

L'agrément est accordé pour l'exercice des activités suivantes :

- prestations de petit bricolage dites "hommes toutes mains";

- collecte et livraison à domicile de linge repassé(cette prestation doit être comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile);

- livraison de courses à domicile (cette prestation doit être comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile),

- repassage à domicile,

- maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire;

- assistance informatique et Internet à domicile (comporte la livraison, l'installation, la mise en service, la maintenance

logicielle au domicile de matériels informatiques l'initiation et la formation au fonctionnement de ce matériel et aux logiciels non professionnels);

- assistance administrative à domicile;

qui seront effectuées à titre de prestataire.

ARTICLE 3

Le présent agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 15 avril 2009.

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R7232-13 du code du travail, l'agrément est retiré lorsque l'organisme :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R7232-4 à R7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- n'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ne transmet pas au préfet compétent (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), avant la fin du premier semestre de l'année le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 5

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes.

Mont de Marsan le 15 avril 2009

Le préfet et par délégation

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Paul FAURY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 260509 F 040 S 010

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L7231-1 et L7232-1 à L7232-4 (ancien L129-1), L7232-6 et L7233-1 (ancien L129-2), R7232-4 à R7232-6 (ancien R129-1), R7232-1 à R7232-3 (ancien R129-2) R7232-7 (ancien R129-3), R7232-8 à R7232-10 (ancien R129-4), R7232-11 à R7232-17 (ancien R129-5) et D7231-1 (ancien D129-35) du code du travail,

Vu la demande d'agrément simple présentée le 6 avril 2009 par Mademoiselle Delphine LASSEGUE dont le siège social est situé 35 rue du Lieutenant Lumo – 40000 MONT DE MARSAN,

Sur la proposition de monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes

ARRETE

ARTICLE 1

Mademoiselle Delphine LASSEGUE dont le siège social est situé 35 rue du Lieutenant Lumo – 40000 MONT DE MARSAN - N° SIRET : 512 376 344 00010 est agréée pour la fourniture de services aux personnes à leur domicile.

ARTICLE 2

L'agrément est accordé pour l'exercice des activités suivantes :

- entretien de la maison et travaux ménagers;
 - garde d'enfants de plus de trois ans;
 - Accompagnement d'enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile;
 - préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
 - collecte et livraison à domicile de linge repassé(cette prestation doit être comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile);
 - livraison de courses à domicile (cette prestation doit être comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile),
 - soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exclusion des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes;
 - maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire;
 - Assistance administrative à domicile;
- qui seront effectuées à titre de prestataire.

ARTICLE 3

Le présent agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 11 mai 2009.

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R7232-13 du code du travail, l'agrément est retiré lorsque l'organisme :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R7232-4 à R7232-10 du code du travail,

- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- n'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ne transmet pas au préfet compétent (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), avant la fin du premier semestre de l'année le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 5

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes.

Mont de Marsan le 26 mai 2009.

Le préfet et par délégation

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Paul FAURY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**ARRETE PORTANT AGREMENT D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE NUMÉRO D'AGRÉMENT : N 030609 F 040 S 011**

Le préfet des Landes, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu les articles L7231-1 et L7232-1 à L7232-4 (ancien L129-1), L7232-6 et L7233-1 (ancien L129-2), R7232-4 à R7232-6 (ancien R129-1), R7232-1 à R7232-3 (ancien R129-2) R7232-7 (ancien R129-3), R7232-8 à R7232-10 (ancien R129-4), R7232-11 à R7232-17 (ancien R129-5) et D7231-1 (ancien D129-35) du code du travail,

Vu la demande d'agrément simple présentée le 20 mai 2009 par monsieur Didier LANCEART dont le siège social est situé 32 Rue Saint Vincent de Paul - 40500 SAINT SEVER,

Sur la proposition de monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Landes

ARRETE**ARTICLE 1**

- Monsieur Didier LANCEART dont le siège social est situé 32 rue Saint Vincent de Paul - 40500 SAINT SEVER - N° SIRET : 511 075 152 00013 est agréé pour la fourniture de services aux personnes à leur domicile.

ARTICLE 2

L'agrément est accordé pour l'exercice des activités suivantes :

- petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage;
- qui seront effectuées à titre de prestataire.

ARTICLE 3

Le présent agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 20 mai 2009.

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R7232-13 du code du travail, l'agrément est retiré lorsque l'organisme :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R7232-4 à R7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- n'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ne transmet pas au préfet compétent (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), avant la fin du premier semestre de l'année le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 5

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département des Landes.

Mont de Marsan le 3 juin 2009.

Le préfet et par délégation

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Paul FAURY

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**ARRÊTÉ N° 72 520 09 0004 DÉCISION DE RÉMUNÉRATION UNITÉ D'ÉVALUATION DE RÉENTRAÎNEMENT ET D'ORIENTATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DU CENTRE DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE DE LA TOUR DE GASSIE**

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur

Vu le livre IX ancienne référence et sixième partie nouvelle référence du code du travail ;

Vu l'ordonnance du 26 mars 1982 ;

Vu le décret 82.812 du 23 septembre 1982 concernant la rémunération des stagiaires ;

Vu le décret n° 85.1341 du 18 décembre 1985 relatif au reclassement professionnel des personnes handicapées ;
Vu le décret n° 95.571 du 6 mai 1995 relatif aux centres de rééducation professionnelle ;
Vu les circulaires DSS/DAS/DE/DFP n° 96.53 du 30 janvier 1996 et DGEFP n° 97.17 du 10 juillet 1997 ;
Vu les décrets n°88.367. et n° 88.368 du 15 avril 1988 et 2002-1551 du 23 décembre 2002 relatifs à la rémunération et à la protection sociale des stagiaires de la formation professionnelle
Vu le décret n°93.994 du 4 août 1993 modifiant le décret n° 88.368 fixant les taux et les montants de la rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle ;
Vu l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 portant délégation de signature ;

ARRETE

ARTICLE 1

L'unité d'évaluation de réentrainement et d'orientation sociale et professionnelle (U.E.R.O.S.) du centre de rééducation professionnelle de la tour de Gassie, en application de l'arrêté préfectoral du 27 mars 1997, est agréée au sens de l'article L. 5213-4 du Code du Travail, pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.

ARTICLE 2

L'U.E.R.O.S. peut accueillir simultanément un maximum de 15 stagiaires. Ceux-ci sont placés au sein de l'U.E.R.O.S. pour une période maximum de 3 mois (à raison d'un maximum de 35 heures hebdomadaires) qui peut être à titre exceptionnel reconduite une fois. Les stages d'application en entreprise peuvent être effectués en France ou à l'étranger (y compris hors Union Européenne).

ARTICLE 3

Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Aquitaine, le centre régional pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le mardi 7 juillet 2009

P/Le préfet de région

Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Serge LOPEZ

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES MARITIMES AQUITAINE

ARRETE DU 26.05.09 PORTANT NOMINATION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS DU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS D'AQUITAINE

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde officier de la légion d'Honneur officier de l'ordre national du Mérite
Vu la loi n° 91- 411 du 2 mai 1991 modifiée relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture;

Vu le décret n° 92-335 du 30 mars 1992 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins;
Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 1992 modifié fixant la circonscription, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 1993 portant approbation du règlement intérieur du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine;

Vu l'arrêté du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde du 29 avril 2008 donnant délégation de signature au directeur régional des affaires maritimes d'Aquitaine;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mai 2009 portant nomination des membres du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine du 26 mai 2009 ;

Sur proposition du directeur régional des affaires maritimes,

ARRETE

ARTICLE 1

Est nommé président du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine:

FRANCIS FAVROUL

ARTICLE 2

Sont nommés vice-présidents dudit conseil :

1^{er} vice-président : PATRICK LAFARGUE

2^e vice-président : FRANCK LALANDE

3^e vice-présidente : JACQUELINE RABIC

ARTICLE 3

L'arrêté préfectoral du 9 juillet 2003 portant nomination du président et des vice-présidents du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine est abrogé.

ARTICLE 4

Le directeur régional des affaires maritimes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Pyrénées-Atlantiques et des Landes.

Fait à Bordeaux le 26 mai 2009
Pour le préfet de région et par délégation,
L'administrateur en chef des affaires maritimes
Laurent COURCOL
Directeur régional des affaires maritimes d'Aquitaine

**DIRECTION RÉGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE D'AQUITAINE**

ARRÊTÉ DU 15 JUIN 2009 PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT À LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN FORESTIERS DES DÉPARTEMENTS DE LA GIRONDE, DES LANDES ET DE LOT-ET-GARONNE (IDCC N°8723)

Le préfet de la région Aquitaine préfet de la Gironde officier de la légion d'Honneur commandeur de l'ordre national du Mérite
Vu les articles L.2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;
Vu l'arrêté du 22 octobre 1985 du ministre de l'agriculture et de la pêche portant extension de la convention collective de travail du 4 mars 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestiers des départements de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;
Vu l'avenant n° 37 du 3 juillet 2008 à la convention collective de travail du 4 mars 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestiers des départements de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne ;
Vu l'avis d'extension en date du 21 novembre 2008 de l'avenant n° 37 à la convention collective de travail concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestiers des départements de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne dont les signataires demandent l'extension ;
Vu l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective en date du 4 mars 2009 (sous-commission agricole des conventions et accords) ;
Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les clauses de l'avenant n° 37 en date du 3 juillet 2008 à la convention collective de travail du 4 mars 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestiers des départements de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

ARTICLE 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

ARTICLE 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales d'Aquitaine, le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Aquitaine et du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 15 juin 2009

Le préfet de région

Dominique SCHMITT

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRÊTÉ MODIFIÉ 22.06.2009 FIXANT LES PÉRIODES D'EXAMEN PAR LE COMITÉ RÉGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE (C.R.O.S.M.S.)

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, officier de la légion d'Honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite
Vu l'article L 313-2 du code de l'action sociale et des familles,
Vu l'article R 313-6 du code de l'action sociale et des familles,
Vu l'arrêté du Préfet de région du 3 septembre 2008, fixant, pour 2009, les périodes de dépôt des demandes d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux et le calendrier d'examen par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS), modifié par les arrêtés du 25 février 2009 et du 10 mars 2009,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Dans le cadre de l'appel à projet national du plan gouvernemental de lutte contre les drogues et les toxicomanies 2008-2011, les périodes spécifiques de dépôt et d'examen des demandes d'autorisation des structures concernées sont fixées comme suit :

CATEGORIE	Période de dépôt des dossiers	Période d'examen par le CROSMS
Unités d'accueil court et d'accès rapide pour personnes sortant de prison	1 ^{er} juin 2009 - 31 juillet 2009	OCTOBRE 2009
CSAPA avec hébergement pour femmes avec enfants	1 ^{er} juin 2009 - 31 juillet 2009	OCTOBRE 2009
Communautés thérapeutiques pour personnes ayant une addiction	1 ^{er} septembre 2009 - 31 octobre 2009	DECEMBRE 2009

ARTICLE 2

Une période de dépôt des demandes d'autorisation pour toutes les catégories d'établissements et services sociaux et médico-sociaux est fixée comme suit :

CATEGORIE	Période de dépôt des dossiers	Période d'examen par le CROSMS
Etablissements et services : - pour personnes âgées - pour personnes handicapées - pour personnes en difficultés sociales - de la protection administrative et judiciaire de l'enfance	1 ^{er} octobre 2009 - 30 novembre 2009	MARS 2010 AVRIL 2010 MAI 2010

ARTICLE 3

A compter du 1^{er} juin 2009, les périodes de dépôt et d'examen par le CROSMS des demandes d'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux pour 2009 - 2010 sont désormais les suivantes :

CATEGORIE	Période de dépôt des dossiers	Période d'examen par le CROSMS
Etablissements et services pour personnes handicapées [y compris les personnes handicapées vieillissantes]	1 ^{er} juin 2009 - 31 juillet 2009	NOVEMBRE 2009
Etablissements et services pour personnes en difficultés sociales	1 ^{er} juin 2009 - 31 juillet 2009	NOVEMBRE 2009 DECEMBRE 2009
Unités d'accueil court et d'accès rapide pour personnes sortant de prison (appel à projet MILDT)	1 ^{er} juin 2009 - 31 juillet 2009	OCTOBRE 2009
CSAPA avec hébergement pour femmes avec enfants (appel à projet MIDLT)	1 ^{er} juin 2009 - 31 juillet 2009	OCTOBRE 2009
Lits halte soins santé	1 ^{er} août 2009 - 30 septembre 2009	NOVEMBRE 2009 DECEMBRE 2009
Communautés thérapeutiques pour personnes ayant une addiction (appel à projet MILDT)	1 ^{er} septembre 2009 - 31 octobre 2009	NOVEMBRE 2009 DECEMBRE 2009
Etablissements et services relevant de la protection administrative et judiciaire de l'enfance	1 ^{er} juin 2009 - 31 juillet 2009	NOVEMBRE 2009 DECEMBRE 2009

Etablissements et services : - pour personnes âgées - pour personnes handicapées - pour personnes en difficultés sociales - de la protection administrative et judiciaire de l'enfance	1 ^{er} octobre 2009 - 30 novembre 2009	MARS 2010 AVRIL 2010 MAI 2010
--	---	-------------------------------------

ARTICLE 4

Le préfet de la région Aquitaine, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine, les préfets des départements de la Gironde, de la Dordogne, des Landes, de Lot-et-Garonne, et des Pyrénées Atlantiques ainsi que les présidents des conseils généraux de la Gironde, de la Dordogne, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées Atlantiques, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine, de la préfecture de chaque département de la région Aquitaine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de chaque département de la Région Aquitaine.

Bordeaux, le 22 juin 2009

Pour le préfet de région,

Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales,

Jacques CARTIAUX

RESEAU FERRE DE FRANCE**DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE RFF : 200846**

Le président du conseil d'administration

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " réseau ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de réseau ferré de France, et notamment son article 39 ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public réseau ferré de France ;

Vu le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du président de réseau ferré de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

Vu la décision du 2 janvier 2008 portant organisation générale de réseau ferré de France ;

Vu la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu la décision du 5 janvier 2007 portant nomination de monsieur Bruno de MONVALLIER en qualité de directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu le constat en date du 08/09/2008 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

DECIDE :**ARTICLE 1**

Le terrain sis à Labenne (40) Lieu-dit La gare sur la parcelle cadastrée AN 228 pour une superficie de 141 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune, (1) est déclassé du domaine public ferroviaire.

ARTICLE 2

La présente décision sera affichée en mairie de Labenne et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes ainsi qu'au bulletin officiel de réseau ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Fait à Bordeaux, le 4 décembre 2008

Pour le président et par délégation,

Le directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes

Bruno de MONVALLIER

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, à la direction régionale Aquitaine Poitou-Charentes de réseau ferré de France, 7A Terrasse Front du Médoc 33075 Bordeaux Cedex et auprès de ADYA l'agence de Bordeaux 185 bld Maréchal Leclerc 33000 Bordeaux.

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine

DECISION DU 05.05.2009 DELIVREE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 6122-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE AU CENTRE HOSPITALIER DE DAX (40) PROROGATION D'AUTORISATION

La commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.6121-1 à L.6122-21, R.6122-23 à R.6122-44.

Vu l'arrêté de M. le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007,

15 janvier 2008 et 27 janvier 2009 modifiant ledit SROS,

Vu la décision de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, en date du 5 avril 2005 accordant au centre hospitalier de DAX (40), l'extension de 10 lits de soins de suite dédiés aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer,

Vu la décision prise par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, en date du 11 mars 2008 prorogeant le délai d'achèvement de mise en œuvre de la décision susvisée d'un an, soit jusqu'au 5 avril 2009,
Vu le courrier de M. le directeur du centre hospitalier de DAX, en date du 10 mars 2009 sollicitant la prorogation de l'autorisation du 5 avril 2005, jusqu'au 5 avril 2010,

Considérant que l'opération d'extension susvisée ne sera pas réalisée dans les délais impartis par la réglementation, soit au plus tard le 5 avril 2009,

Considérant que cette nouvelle demande de prorogation peut être admise compte tenu du retard pris dans les travaux relatifs à la construction d'un bâtiment V 97 qui conditionne l'installation des 10 lits de soins de suite susvisés,

DE CIDE

ARTICLE 1

Le délai d'achèvement de mise en œuvre de la décision de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine accordant au centre hospitalier de DAX sis BP 323 - Boulevard Yves du Manoir – 40107 – DAX Cedex, l'extension de 10 lits de soins de suite et de réadaptation dédiés aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, est prorogée jusqu'au 5 avril 2010.

N° FINESS de l'entité juridique : 40 078 019 3

N° FINESS de l'établissement : 40 000 010 5

ARTICLE 2

Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat positif de la visite de conformité prévue à l'article L. 6122-4 du code de la santé publique.

ARTICLE 3

Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé devant le ministre de la santé et des sports qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du comité national de l'organisation sanitaire et sociale. Un recours contentieux peut être exercé dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 4

Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 5 mai 2009

Le président,

Alain GARCIA

Directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRETE N ° 40.09.20 FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS DE PRESTATION DU CENTRE HOSPITALIER DE DAX

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article L. 174-3,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1, R.6145-22 à R.6145-27,

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 fixant le montant de la dotation du centre hospitalier de Dax,

Vu la délibération du conseil d'administration du centre hospitalier de Dax du 30 avril 2009,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 7 avril 2009,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Les tarifs de prestations applicables à compter du 1er juin 2009 au centre hospitalier de Dax sont fixés ainsi qu'il suit :

HOSPITALISATION COMPLÈTE	MONTANT
--------------------------	---------

11 Médecine	619.00 €
-------------	----------

12 Chirurgie	836.00 €
--------------	----------

13 Psychiatrie	569.00 €
----------------	----------

19 Gynécologie obstétrique	875.00 €
----------------------------	----------

20 Spécialités coûteuses	1832.00 €
--------------------------	-----------

30 Moyen Séjour	392.00 €
-----------------	----------

34 Thermal - Moyen séjour	209.00 €
---------------------------	----------

HOSPITALISATION DE JOUR	MONTANT
-------------------------	---------

31 Rééducation fonctionnelle et réadaptation	
--	--

(rééducation cardiaque)	135.73 €
-------------------------	----------

50 Maladie de la nutrition	518.00 €
----------------------------	----------

53 Chimiothérapie	1 122.00 €
-------------------	------------

58 Hôpital de jour Gériatrie	313.00 €
------------------------------	----------

55 Hôpital de jour enfants et adolescents	420.00 €
---	----------

57 Hôpital de jour médecine	437.00 €
-----------------------------	----------

90 Hôpital de jour Chirurgie	657.00 €
------------------------------	----------

Le tarif de transport terrestre est fixé à 294 € lademi-heure.

Le tarif du transport terrestre (médicalisation) est fixé à 132 € la demi-heure.

Le tarif de transport aérien est fixé à 50 € la minute.

Le tarif du transport aérien (médicalisation) est fixé à 7.30 € la minute.

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de sécurité sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, le trésorier payeur général des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 3 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Alain GARCIA

AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRETE N ° 40.09.21 FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS DE PRESTATION DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article L. 174-3,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1, R.6145-22 à R.6145-27,

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 fixant le montant de la dotation du centre hospitalier de Mont-de-Marsan,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du centre hospitalier de Mont-de-Marsan du 28 avril 2009,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 7 avril 2009,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Les tarifs de prestations applicables à compter du 1er juin 2009 au centre hospitalier de Mont-de-Marsan sont fixés ainsi qu'il suit :

HOSPITALISATION COMPLÈTE	RÉGIME COMMUN	RÉGIME PARTICULIER
11 Médecine	496 €	539 €
12 Chirurgie	669 €	712 €
19 Gynéco	661 €	704 €
20 Spécialités coûteuses	1 443 €	
30 Moyen Séjour	297 €	340 €
HOSPITALISATION DE JOUR		
52 Hémodialyse	833 €	
53 Chimiothérapie	824 €	
56 Rééducation fonctionnelle	255 €	
50 Médecine ambulatoire	416 €	
90 Chirurgie ambulatoire	527 €	
PSYCHIATRIE		
13 Hospitalisation complète adulte	313 €	
54 Hospitalisation de jour adulte	178 €	
55 Hospitalisation de jour enfant	336 €	
60 Hospitalisation de nuit	114 €	

Le tarif de transport terrestre est fixé à 279 € la demi-heure

Le tarif de transport aérien est fixé à 75 € la minute

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, le trésorier payeur général des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux le 13 juin 2009
Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,
Alain GARCIA

AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRETE N ° 40.09.22 FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS DE PRESTATION DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-SEVER

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine
Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article L. 174-3,
Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1, R.6145-22 à R.6145-27,
Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,
Vu l'arrêté du 14 avril 2009 fixant le montant de la dotation du centre hospitalier de Saint Sever,
Vu la délibération du conseil d'administration du centre hospitalier de Saint-Sever du 6 mai 2009,
Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 7 avril 2009,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Les tarifs de prestations applicables à compter du 1er juin 2009 au centre hospitalier de Saint-Sever sont fixés ainsi qu'il suit :

HOSPITALISATION COMPLÈTE	MONTANT
11 Médecine	247.84 €
30 Moyen Séjour	142.54 €
HOSPITALISATION DE JOUR	MONTANT
57 Hôpital de jour médecine	247.84 €

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de sécurité sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, le trésorier payeur général des Landes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux , le 13 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,
Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRETE N° 40.09.30

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,
Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-5, L.6144-1, L.6144-2, L.6144-3 et R.6143-11,
Vu le décret n° 2005.767 du 7 juillet 2005 relatif aux conseils d'administration, aux commissions médicales et aux comités techniques des établissements publics de santé,
Vu l'arrêté du 11 juillet 2008 relatif à la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de DAX, modifié par les arrêtés du 28 novembre 2008 et du 7 janvier 2009,
Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté du 11 juillet 2008 portant composition nominative du conseil d'administration du centre hospitalier de DAX est modifié.

ARTICLE 2

La composition nominative du conseil d'administration du centre hospitalier de DAX est fixée comme suit :

I – Président

- Monsieur Gabriel BELLOCQ

Maire de DAX

II – Représentants désignés par le Conseil Municipal de DAX

- Docteur Stéphane MAUCLAIR

Conseiller municipal

- Docteur Philippe DUCHESNE

Conseiller municipal

- Madame Sylvie LAULOM

Conseiller municipal

III – Représentants de deux autres communes de la région

- Madame Catherine DELMON

Conseillère municipale de SAINT PAUL LES DAX

- Monsieur Edmond HANNA

Conseiller municipal de Mont-de-Marsan

IV – Représentant du département

- Madame Danielle MICHEL

Conseiller général

V – Représentant de la région

- Madame Martine HONTABAT

Conseiller régional

VI – Membres de la commission médicale d'établissement

- Docteur Jean-Claude SCHANG

Président

- Docteur Francine CLEMENTI,

Vice présidente,

- Docteur Sylvia DERTHEIL

- Docteur Bernard TABONE

VII – Membre de la commission du service de soins infirmiers

- Madame Dominique MARCHAND

VIII – Représentants des personnels titulaires

- Madame Sylvie FERRET

- Monsieur André SERRA

- Madame Christine PALISSON

IX – Personnalités qualifiées

- Docteur Gabriel LACOSTE

- Monsieur Yannick CHAUBET

- Monsieur Raymond ROUEL

X – Représentants des usagers

- Docteur Jean DAVERAT

Comité départemental de lutte contre le cancer

- Madame Marie-Suzanne PINSOLLE

Union féminine civique et sociale (UFCS)

- Monsieur Michel CAMIN

Association française contre les myopathies (AFM)

XI – Représentant, à titre consultatif, des familles accueillies dans les unités de long séjour

- Madame Claudine ROHFRITSCH

UDAF

ARTICLE 3

Le mandat des membres du conseil d'administration prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés.

La durée du mandat des membres qui siègent en qualité de personnalités qualifiées, de représentants des usagers ou des familles de personnes accueillies dans des unités de soins de longue durée est fixée à trois ans.

Si un membre cesse ses fonctions avant l'expiration normale de son mandat, il est pourvu dans le délai d'un mois à son remplacement dans les mêmes formes. En ce cas, les fonctions du nouveau membre prennent fin à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

ARTICLE 4

Un délai d'un mois à dater de l'arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre la présente décision.

ARTICLE 5

Monsieur le président du conseil d'administration du centre hospitalier de DAX et madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

Fait à Mont-de-Marsan, le 18 juin 2009

P/le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Colette PERRIN

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE**ARRÊTÉ DU 04.06.2009 BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS POUR LES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE MÉDICALE À LA PROCREATION ET DE DIAGNOSTIC PRÉNATAL**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 6122-1, L 6122-2, L 6122-9, L 6122-10 et R 6122-25 à R 6122-31,

Vu les articles L 2131-1 à L 2131-5 du code de la santé publique relatifs au diagnostic prénatal,
Vu les articles L 2141-1 à L 2141-12 relatifs à l'assistance médicale à la procréation,
Vu l'arrêté de M. le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 juin 2005 fixant le découpage de la région Aquitaine en territoires de santé,
Vu l'arrêté de M. le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le schéma régional d'organisation sanitaire d'Aquitaine (SROS), et les arrêtés du 20 mars 2007, du 25 avril 2007 et du 15 janvier 2008 modifiant ledit SROS,
Vu l'arrêté de M. le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 3 février 2009 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le bilan quantifié de l'offre de soins pour :

- les activités cliniques d'assistance médicale à la procréation,
- les activités biologiques d'assistance médicale à la procréation,
- les activités de recueil, traitement, conservation de gamètes et cession de gamètes issus de don,
- les activités de diagnostic prénatal,

est établi conformément au tableau joint en annexe.

ARTICLE 2

Pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 août 2009, aucune demande de création ou d'extension de l'une de ces activités n'est recevable.

ARTICLE 3

Ce bilan fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'agence régionale de l'hospitalisation et d'un affichage au siège de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales et des directions départementales des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 4 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Alain GARCIA

Annexe à consulter dans le service concerné

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRÊTÉ DU 04.06.2009 BILAN QUANTIFIE DE L'OFFRE DE SOINS POUR LES ACTIVITES D'OBSTETRIQUE, DE NEONATOLOGIE ET DE REANIMATION NEONATALE

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 6122-1, L 6122-2, L 6122-9, L 6122-10 et R 6122-25 à R 6122-31,

Vu le code de la santé publique, 6^{ème} partie, titre II, chapitre 3, section 3 (articles R 6123-39 à R 6123-53 relatifs à l'obstétrique, la néonatalogie et la réanimation néonatale,

Vu l'arrêté de M. le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 6 juin 2005 fixant le découpage de la région Aquitaine en territoires de santé,

Vu l'arrêté de M. le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le schéma régional d'organisation sanitaire d'Aquitaine (SROS), et les arrêtés du 20 mars 2007, du 25 avril 2007 et du 15 janvier 2008 modifiant ledit SROS,

Vu l'arrêté de M. le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 3 février 2009 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités d'obstétrique, de néonatalogie et de réanimation néonatale est établi conformément aux tableaux joints en annexe.

ARTICLE 2

Pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 août 2009, aucune demande tendant à obtenir une autorisation de création d'une activité d'obstétrique, de néonatalogie ou de réanimation néonatale n'est recevable.

ARTICLE 3

Ce bilan fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'agence régionale de l'hospitalisation et d'un affichage au siège de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales et des directions départementales des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 4 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Alain GARCIA

Annexe à consulter dans le service concerné

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE**ARRÊTÉ DU 11.06.2009 BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS POUR LES ACTIVITÉS DE SOINS DE CHIRURGIE CARDIAQUE, GREFFES D'ORGANES ET GREFFES DE CELLULES HÉMATOPOÏÉTIQUES, TRAITEMENT DES GRANDS BRÛLÉS**

(SCHEMA INTERREGIONAL D'ORGANISATION SANITAIRE – SIOS)

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 1234-3-1, L 6121-9, L 6122-1 à 4, D 6121-11, R 6121-2 et 3, R 6122-25 à R 6122-31,

Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2008 fixant les limites du territoire de santé pour l'interrégion sud-ouest,

Vu l'arrêté du 18 juillet 2008 fixant le schéma interrégional d'organisation sanitaire (SIOS) de l'interrégion sud-ouest,

Vu l'arrêté du 20 novembre 2008 portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisations relatives aux activités de soins de greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques, de traitement des grands brûlés, de chirurgie cardiaque,

ARRÊTE**ARTICLE 1**

Le bilan quantifié de l'offre de soins pour les trois activités de soins suivantes :

- chirurgie cardiaque,
 - greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques,
 - traitement des grands brûlés,
- est établi conformément au tableau joint en annexe.

ARTICLE 2

Pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 août 2009, toutes les demandes tendant à obtenir une autorisation de création d'une de ces trois activités de soins sont recevables sur les sites géographiques indiqués dans l'annexe.

ARTICLE 3

Ce bilan fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'agence régionale de l'hospitalisation et d'un affichage au siège de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales et des directions départementales des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 11 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Alain GARCIA

Annexe à consulter dans le service concerné

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE**DÉCISION DU 02.06.2009 DÉLIVRÉE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 6122-1 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE AU CENTRE HOSPITALIER DE DAX (40) PROROGATION D'AUTORISATION**

La commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.6121-1 à L.6122-21, R.6122-23 à R.6122-44.

vu l'arrêté de M. le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008 et 27 janvier 2009 modifiant ledit SROS,

Vu la décision prise par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, en date du 7 février 2006 autorisant le centre hospitalier de DAX Côte-d'Argent (40107), à créer un service de 25 places d'hospitalisation à domicile en psychiatrie sur la commune de Saint-Vincent de Tyrosse (40),

Vu la décision prise par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, en date du 13 janvier 2009 prorogeant la décision précitée de six mois, soit jusqu'au 6 août 2009,

Vu le courrier de monsieur le directeur du centre hospitalier de DAX Côte d'Argent, en date du 11 mai 2009 sollicitant la prorogation de l'autorisation du 13 janvier 2009 jusqu'au 5 février 2010,

Considérant que cette nouvelle demande de prorogation peut être admise compte tenu de la durée de réalisation des travaux,

DÉCIDE**ARTICLE 1**

Le délai d'achèvement de mise en œuvre de la décision de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine accordant au centre hospitalier de Dax Côte-d'Argent – Boulevard Yves du Manoir (40107) DAX, la création d'un service de 25 places d'hospitalisation à domicile en psychiatrie sur la commune de Saint-Vincent de Tyrosse (40) est prorogé de six mois, soit jusqu'au 6 février 2010.

N° FINESS de l'entité juridique : 40 078 019 3

N° FINESS de l'établissement : 40 000 010 5

Catégorie : 355 « centre hospitalier »

ARTICLE 2

Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat positif de la visite de conformité prévue à l'article L. 6122-4 du code de la santé publique.

ARTICLE 3

Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé devant le Ministre de la Santé et des Sports qui

statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du comité national de l'organisation sanitaire et sociale. Un recours contentieux peut être exercé dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 4

Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 2 juin 2009

Le président, directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

Alain GARCIA

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRÊTÉ DU 16 JUIN 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT SEVER N° FINESS 400780268 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS D'AVRIL 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'aquitaine

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et notamment son article 53 ;

Vu le décret n° 2007-82 du 23 janvier 2007 modifiant les dispositions transitoires du décret du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé et du décret du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2003 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2007, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 pris en application du III de l'article 62 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 8 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2009 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire n° DHOS/F4/DSS/1A/DGCP/5C/2008/11 du 16 janvier 2008 relative aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Saint Sever pour l'année 2008 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition modulé du centre hospitalier de Saint Sever, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Vu le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2009, le 28 mai 2009, par le centre hospitalier de Saint Sever,

ARRETE

ARTICLE 1

La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à 83 410,06 € soit :

- 83 410,06 € au titre de l'activité.

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 Bordeaux cedex) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de sécurité sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Saint Sever et à la caisse primaire d'assurance maladie des Landes, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 16 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

Annexe à consulter dans le service concerné

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRÊTÉ DU 22 JUIN 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE DAX N° FINESS 400780193 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS D'AVRIL 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'aquitaine

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et notamment son article 53 ;

Vu le décret n° 2007-82 du 23 janvier 2007 modifiant les dispositions transitoires du décret du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé et du décret du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2003 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2007, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 pris en application du III de l'article 62 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 8 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des

établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2009 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire n° DHOS/F4/DSS/1A/DGCP/5C/2008/11 du 16 janvier 2008 relative aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Dax pour l'année 2008 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition modulé du centre hospitalier de Dax, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Vu le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2009, le 11 juin 2009, par le centre hospitalier de Dax,

ARRETE

ARTICLE 1

La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à 5 702 804,42 € soit :

- 4 822 535,68€ au titre de l'activité,
- 789 388,14 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
- 90 880,60 € au titre des produits et prestations(DMI).

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 Bordeaux cedex) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Dax et à la mutualité sociale agricole des Pyrénées Atlantiques, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 22 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

Annexe à consulter dans le service concerné

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRÊTÉ DU 25 JUIN 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN N° FINESS 400011177 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS D'AVRIL 2009 ET POUR UN REPORT D'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'aquitaine

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et notamment son article 53 ;

Vu le décret n° 2007-82 du 23 janvier 2007 modifiant les dispositions transitoires du décret du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé et du décret du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2003 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements

de santé publics et privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2007, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 pris en application du III de l'article 62 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 8 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2009 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire n° DHOS/F4/DSS/1A/DGCP/5C/2008/11 du 16 janvier 2008 relative aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Mont-de-Marsan pour l'année 2008 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition modulé du centre hospitalier de Mont-de-Marsan, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Vu le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2009 et pour un report d'activité de l'année 2008, le 16 juin 2009, par le centre hospitalier de Mont-de-Marsan,

ARRETE

ARTICLE 1

La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à 5 596 033,06 € dont 70 982,60 € au titre d'un report d'activité de l'année 2008, soit :

- 4 826 536,70 € au titre de l'activité, dont 70 907,26 € au titre d'un report de l'année 2008,
- 696 540,75 € au titre des spécialités pharmaceutiques, dont 75,35 € au titre d'un report de l'année 2008,
- 72 955,61 € au titre des produits et prestations(DMI).

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 Bordeaux cedex) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Mont-de-Marsan et à la caisse primaire d'assurance maladie des Landes, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 25 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

Annexe à consulter dans le service concerné

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION D'AQUITAINE

ARRÊTÉ DU 16 JUIN 2009 FIXANT LE MONTANT DES RESSOURCES D'ASSURANCE MALADIE DÛ AU SYNDICAT INTER HOSPITALIER DES LANDES N° FINESS 400790937 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ DÉCLARÉE POUR LE MOIS D'AVRIL 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'aquitaine

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et notamment son article 53 ;

Vu le décret n° 2007-82 du 23 janvier 2007 modifiant les dispositions transitoires du décret du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé et du décret du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2003 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2007, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 pris en application du III de l'article 62 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 8 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié par l'arrêté du 20 janvier 2009 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire n° DHOS/F4/DSS/1A/DGCP/5C/2008/11 du 16 janvier 2008 relative aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs des dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du syndicat inter hospitalier des Landes pour l'année 2008 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition modulé du syndicat inter hospitalier des Landes, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Vu le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2009, le 12 juin 2009, par le syndicat inter hospitalier des Landes,

ARRETE

ARTICLE 1

La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est

arrêtée à 161 652,92 € soit :
- 161 652,92 € au titre de l'activité.

ARTICLE 2

Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles, peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 Bordeaux cedex) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié au syndicat inter hospitalier des Landes et à la caisse primaire d'assurance maladie des Landes, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes.

Fait à Bordeaux, le 16 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

Annexe à consulter dans le service concerné

CENTRE HOSPITALIER DE DAX

TARIF DE PRESTATIONS 2009 - USLD N° 40.09.16

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Vu le code de la santé publique,

Vu la Loi n° 2008.1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

Vu la circulaire n° DHOS/F2/F3/F1/DSS/1A/2009/78 du 17 mars 2009 relative à la campagne tarifaire 2009 des établissements de santé,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 7 avril 2009,

Vu l'arrêté n° 40.09.10 du 14 avril 2009 fixant le montant de la dotation soins USLD 2009,

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes,

ARRETE :

ARTICLE 1

Les tarifs de prestations sont fixés ainsi qu'il suit :

	Code	Montant
⇒ GIR 1 et 2	41 96.80 €
⇒ GIR 3 et 4	 77.00 €
⇒ GIR 5 et 6	 58.23 €

ARTICLE 2

Un délai d'un mois à dater de la notification est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre la présente décision.

ARTICLE 3

Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, monsieur le directeur du centre hospitalier de Dax et monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

ARTICLE 4

Notification du présent arrêté sera faite, en outre, à :

Monsieur le trésorier payeur général, monsieur le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine, madame la directrice de la caisse régionale d'assurance maladie d'Aquitaine, monsieur le directeur de la caisse de mutualité sociale agricole des Landes,

Bordeaux, le 26 mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

CENTRE HOSPITALIER - 40107 DAX

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS OUVRIERS PROFESSIONNELS QUALIFIES

Le directeur du centre hospitalier de DAX,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 86-33 du 9 Janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière.

Vu la vacance de 3 postes d'ouvriers professionnels qualifiés au tableau des effectifs du personnel,

DÉCIDE

ARTICLE 1

Il est organisé au centre hospitalier de DAX un concours externe sur titres d'ouvrier professionnel qualifié afin de pourvoir 3 postes à l'unité centrale de restauration.

ARTICLE 2

Sont admis à concourir les candidats :

- Titulaires soit d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente, soit d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités, soit d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret 2007/196 du 13/02/2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique, soit enfin du diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

ARTICLE 3

Les candidats doivent faire parvenir leur demande d'admission à concourir, accompagnée de la photocopie de leur(s) diplôme(s) et photocopie de la carte d'identité, à Monsieur LESPARE, directeur adjoint chargé du personnel et de la formation au centre hospitalier de DAX, B.P. 323 – 40107 DAX Cedex :

- avant le 18 juillet 2009

ARTICLE 4

Le concours sera organisé dans le courant du deuxième semestre 2009 au centre hospitalier de DAX.

Dax, le 18 juin 2009

Le directeur des ressources humaines et de la formation,

M. LESPARE

CENTRE HOSPITALIER DE DAX – CÔTE D'ARGENT

DECISION RELATIVE AU RECRUTEMENT DE TROIS AGENTS D'ENTRETIEN QUALIFIES SPÉCIALITÉ : ENTRETIEN DES LOCAUX

Le directeur du centre hospitalier de Dax,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n°91/45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n°2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance de trois postes d'agent d'entretien qualifié au tableau des effectifs,

DÉCIDE

ARTICLE 1

Un recrutement est organisé en vue de pourvoir 3 postes d'agent d'entretien qualifié.

ARTICLE 2

Ce recrutement sera organisé au 2^{ème} semestre 2009 au centre hospitalier de Dax.

ARTICLE 3

Il est ouvert aux candidats sans condition de titres ou de diplômes, âgés de moins de 55 ans au 1^{er} janvier de l'année de recrutement, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics.

ARTICLE 4

Les candidats doivent faire parvenir leur dossier de candidature au centre hospitalier de Dax, direction des ressources humaines, boulevard Yves du Manoir, BP 323, 40107 DAX, au plus tard le 20 juillet 2009, cachet de la poste faisant foi.

Le dossier doit comporter :

- une lettre de candidature,
- un CV détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée,
- la copie de la carte nationale d'identité en cours de validité.

Afin d'avoir des dossiers complets, il est demandé aux candidats titulaires de diplômes de joindre leur photocopie.

ARTICLE 5

La sélection des candidats sera effectuée par une commission composée de 3 membres dont 1 extérieur à l'établissement, parmi les candidats préalablement retenus par la commission de sélection et à l'issue d'un entretien avec les membres de celle-ci.

Dax, le 18 juin 2009

Le directeur des ressources humaines et de la formation,

M. LESPARE

CENTRE HOSPITALIER DE DAX – CÔTE D'ARGENT

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) DIETETICIEN(NE)

Le directeur du centre hospitalier de Dax,

Vu la loi n°86/33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n°89-609 du 1^{er} septembre 1989 modifié, portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance d'un poste de diététicienne au tableau de l'effectif du personnel,

DÉCIDE

ARTICLE 1

Un concours sur titres pour le recrutement d'une diététicienne est ouvert au centre hospitalier de Dax.

ARTICLE 2

Ce concours aura lieu dans le courant du 2^{ème} semestre 2009.

ARTICLE 3

Les demandes d'admission au concours doivent parvenir, le cachet de la poste faisant foi, au plus tard le : 20 juillet 2009 à monsieur le directeur des ressources humaines, centre hospitalier de Dax, BP 323 – 40107 Dax Cedex.

A l'appui de leur demande, les candidats doivent joindre les pièces suivantes :

↳ la copie de la carte nationale d'identité en cours de validité,

↳ les diplômes, certificats dont ils sont titulaires ou une copie dûment certifiée conforme de ces documents,

↳ un curriculum vitae indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Dax, le 19 juin 2009

Le directeur des ressources humaines,

M. LESPARRÉ

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT SEVER

TARIF DE PRESTATIONS 2009 - USLD N° 40.09.15

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Vu le code de la santé publique,

Vu la Loi n° 2008.1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

Vu la circulaire n° DHOS/F2/F3/F1/DSS/1A/2009/78 du 17 mars 2009 relative à la campagne tarifaire 2009 des établissements de santé,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 7 avril 2009,

Vu l'arrêté n° 40.09.12 du 14 avril 2009 fixant le montant de la dotation soins USLD 2009,

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes,

ARRETE :

ARTICLE 1

Les tarifs de prestations sont fixés ainsi qu'il suit :

	Code	Montant
⇒ GIR 1 et 2	41	83.09 €
⇒ GIR 3 et 4		72.58 €
⇒ GIR 5 et 6		61.54 €

ARTICLE 2

Un délai d'un mois à dater de la notification est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre la présente décision.

ARTICLE 3

Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, madame la directrice du centre hospitalier de Saint Sever et monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

ARTICLE 4

Notification du présent arrêté sera faite, en outre, à :

Monsieur le trésorier payeur général, monsieur le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine, madame la directrice de la caisse régionale d'assurance maladie d'Aquitaine, monsieur le directeur de la caisse de mutualité sociale agricole des Landes,

Bordeaux, le 26 mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA

INSTITUT HÉLIO MARIN DE LABENNE

TARIF DE PRESTATIONS 2009 - USLD N° 40.09.18

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine,

Vu le code de la santé publique,

Vu la loi n° 2008.1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du

code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,

Vu la circulaire n° DHOS/F2/F3/F1/DSS/1A/2009/78 du 17 mars 2009 relative à la campagne tarifaire 2009 des établissements de santé,

Vu l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine du 7 avril 2009,

Vu l'arrêté n° 40.09.14 du 14 avril 2009 fixant le montant de la dotation soins USLD 2009,

Sur proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes,

ARRETE :

ARTICLE 1

Les tarifs de prestations sont fixés ainsi qu'il suit :

	Code	Montant
GIR 1 et 2	41	77.00 €
GIR 3 et 4		63.33 €
GIR 5 et 6		49.65 €

ARTICLE 2

Un délai d'un mois à dater de la notification est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre la présente décision.

ARTICLE 3

Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Landes, madame la directrice de l'institut hélios marin de Labenne et monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera, par ailleurs, insérée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

ARTICLE 4

Notification du présent arrêté sera faite, en outre, à :

Monsieur le trésorier payeur général, monsieur le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Aquitaine, madame la directrice de la caisse régionale d'assurance maladie d'Aquitaine, monsieur le directeur de la caisse de mutualité sociale agricole des Landes,

Bordeaux, le 26 mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Aquitaine

Alain GARCIA